

27145
2455
LA RÉALITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES

32074
ESSAI

D'UNE

THÉORIE DES CRISES GÉNÉRALES ET PÉRIODIQUES

PAR

Albert AFTALION

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'UNIVERSITÉ DE LILLE

Extrait de la *Revue d'Economie politique*, 1908-1909

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

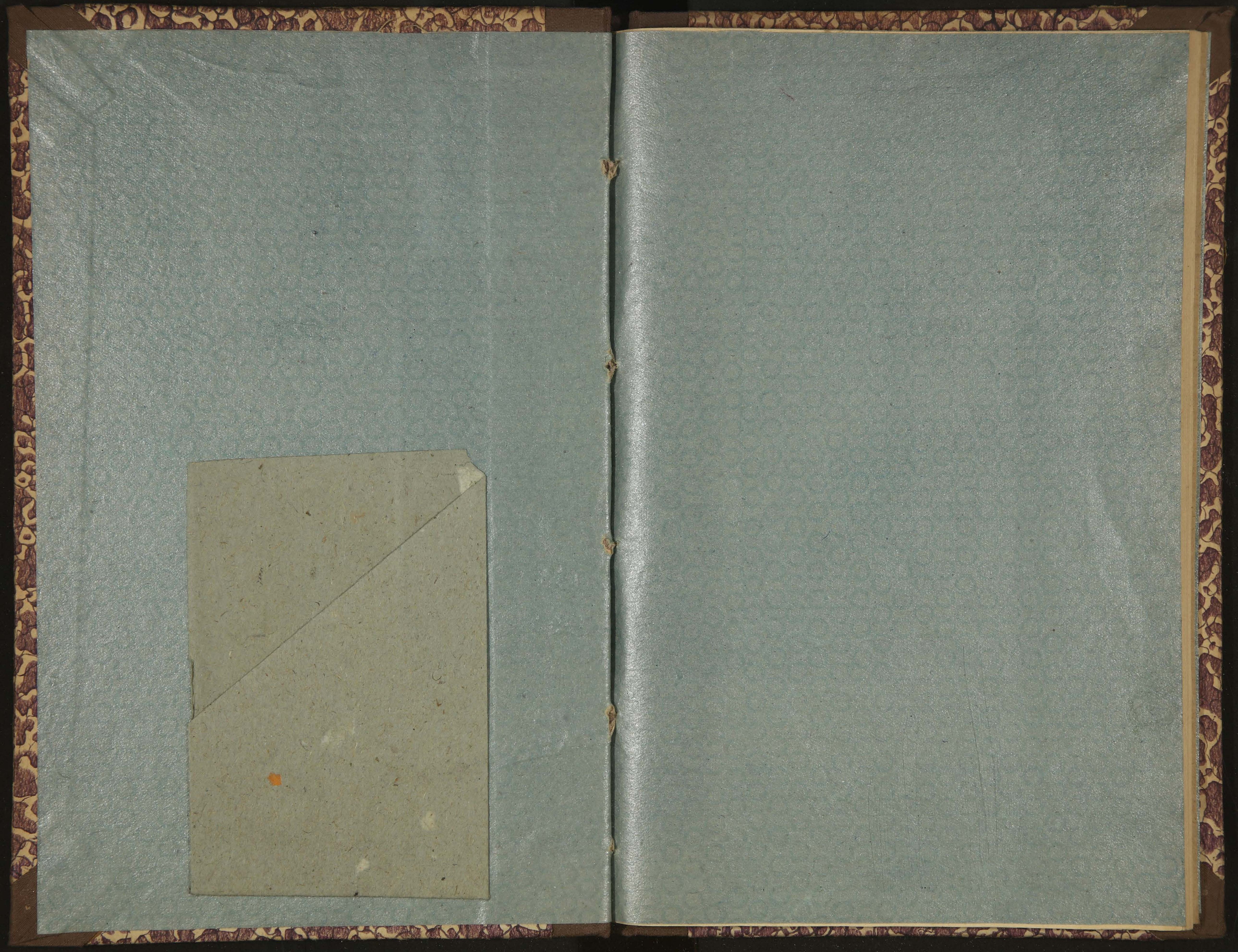
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909





21945
LA RÉALITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES

33011
ESSAI

D'UNE

THÉORIE DES CRISES GÉNÉRALES ET PÉRIODIQUES

PAR

Albert AFTALION

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A L'UNIVERSITÉ DE LILLE

Extrait de la *Revue d'Economie politique*, 1908-1909

39

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

БИБЛИОТЕКА ИМП. ЦСР

u

57998

LA RÉALITÉ DES SURPRODUCTIONS GÉNÉRALES

ESSAI

D'UNE

THÉORIE DES CRISES GÉNÉRALES ET PÉRIODIQUES

TABLE DES MATIÈRES

	ages
Introduction	4
I. Généralités sur les théories courantes	4
II. Bref aperçu de la théorie nouvelle	9
Première Partie. — POSSIBILITÉ THÉORIQUE ET RÉALITÉ DES CRISES DE SUR- PRODUCTION GÉNÉRALE	15
Chapitre premier. — Réfutation de la théorie de la surproduction partielle généralisée. La surproduction est générale.	15
Chapitre II. — Possibilité et sens de la surproduction générale : La dimi- nution générale de l'intensité du besoin des marchandises produites.	19
Chapitre III. — Possibilité logique d'une baisse générale des valeurs d'usage	23
Chapitre IV. — La réalité de la baisse générale des valeurs d'usage révélée par la baisse des prix, laquelle ne résulte pas de la monnaie	28
Chapitre V. — Preuves en faveur de la théorie des variations générales des valeurs d'usage tirées des mouvements des prix contraires aux fluc- tuations des <i>quantités</i> de métaux précieux.	30
Chapitre VI. — Preuves tirées des mouvements des prix contraires aux effets normaux des fluctuations dans le <i>besoin</i> de monnaie.	34
Chapitre VII. — Les variations des valeurs et des prix à travers les diverses phases du cycle périodique	38
Chapitre VIII. — La portée exacte de la théorie quantitative de la monnaie dans la production capitaliste caractérisée par ses cycles périodiques	41
Chapitre IX. — Pertes résultant, pour les entrepreneurs, de la baisse des valeurs et des prix.	49
Deuxième Partie. — CAUSES DE LA SURVENANCE ET DE LA PÉRIODICITÉ DES CRISES DE SURPRODUCTION GÉNÉRALE	53
Chapitre premier. — La difficile persistance de l'équilibre économique	53
Chapitre II. — L'allongement du procès de production capitaliste comme facteur déterminant des crises périodiques modernes.	55
§ I. <i>Généralités.</i>	55
§ II. <i>La longueur du procès de production prolonge la durée de la prospérité et pousse à la surcapitalisation qui détermine la crise . . .</i>	58

	Pages
§ III. <i>La longueur du procès de production prolonge la dépression et conduit à la sous-capitalisation qui suscite une nouvelle prospérité.</i>	63
Chapitre III. — L'action du besoin d'objets de consommation sur la production de ces objets et des capitaux durant les cycles périodiques.	67
§ I. <i>L'action des besoins nouveaux.</i>	67
§ II. <i>L'influence déterminante du besoin d'objets de consommation et sa répercussion intensifiée sur les capitaux. Le rôle des diverses catégories d'industrie</i>	70
Chapitre IV. — Traits secondaires et conséquences économique-sociales des diverses phases des cycles périodiques	81
§ I. <i>La théorie de la formation du capital et les cycles périodiques.</i>	81
§ II. <i>L'utilité de la capitalisation et la répartition des revenus pendant la prospérité.</i>	84
§ III. <i>Les méfaits de la surcapitalisation et de la crise. Le rôle du crédit</i>	92
§ IV. <i>La sous-capitalisation et la répartition des revenus pendant la dépression.</i>	94
§ V. <i>Appréciation économique-sociale des cycles périodiques</i>	96
§ VI. <i>Le socialisme supprimerait-il les crises périodiques?</i>	97

INTRODUCTION

I. Généralités sur les théories courantes.

L'élaboration d'une théorie satisfaisante des crises périodiques de surproduction générale rencontre de graves difficultés qui expliquent, malgré la multiplicité des doctrines émises, l'attitude interrogative et expectante que conserve encore la science en cette matière et qui est la seule qui lui convienne.

— Une des plus sérieuses difficultés résulte de ce que deux conceptions du phénomène, nettement antithétiques, paraissent l'une et l'autre simultanément dominantes dans l'opinion économique, sont fréquemment acceptées à la fois par les mêmes esprits suivant qu'ils restent dans le domaine de l'observation ou qu'ils s'élèvent aux considérations théoriques.

S'agit-il des faits ? L'accord est bien près d'exister sur les grandes lignes du processus qui se déroule. Un rythme assez régulier commande au développement économique, principalement au développement industriel. A une période d'essor caractérisée par la hausse des prix, l'extension de la demande, l'extrême intensité de l'activité productrice, la réfection et l'agrandissement de l'outillage, et aussi, par voie de conséquence, en ce qui concerne la circulation,

par le gonflement du portefeuille des banques, la diminution de l'encaisse, la hausse du taux de l'escompte, succèdent des années de dépression, de baisse des prix, de stagnation industrielle avec de lourds stocks pesant sur le marché, avec un chômage plus ou moins grave du matériel et du personnel, avec l'allègement du portefeuille des banques, la baisse du taux de l'escompte¹. A l'intersection de ces deux périodes se place la crise, les semaines ou les mois particulièrement pénibles où la surproduction préparée par les années de prospérité devient patente, détermine la chute des prix, entraîne très souvent, bien que pas nécessairement, de nombreuses ruines particulières, des paniques financières, des perturbations profondes dans les conditions du crédit.

Les premiers instigateurs du phénomène, frappés des désastres qui accompagnent la crise, ne portaient leur attention que sur la crise même, sur la rupture violente de l'équilibre économique qui se manifeste pendant un temps assez court, négligeaient ce qui précède et ce qui suit. Aujourd'hui on sait que prospérité, crise, dépression, ou, comme on dit souvent après Juglar, liquidation, sont les actes successifs du même drame industriel. La crise n'en constitue que l'épisode le plus pathétique. Et on tend de plus en plus à ne voir que quelque chose d'accidentel dû à des excès du crédit, de la spéculation, dans le « caractère aigu »² que la crise présente souvent, qu'elle a surtout présenté autrefois.

Ce qui est essentiel dans le phénomène, ce qui tient à sa nature, c'est l'alternance des époques de prospérité et de dépression dont la crise marque le point de séparation. C'est la périodicité du cycle économique qui, entre deux crises, ou mieux du début d'une ère d'essor à une autre, se déroule dans un espace de temps variant d'ordinaire entre huit et douze ans selon que son cours régulier se trouve retardé ou précipité par les facteurs secondaires qui se greffent sur les facteurs déterminants. C'est la généralité de tout le mouvement : malgré les différences dans l'allure respective des diverses industries, malgré les nombreux exemples de prospérité ou de crise spéciale à chacune d'elles, malgré le croisement en tous sens des courants particuliers, c'est la plus grande partie de l'industrie, c'est l'ensemble de l'industrie, peut-on dire un peu grossièrement, qu'on

¹ V. pour les indices des crises, les faits rassemblés par le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, mars 1908, p. 333.

² Spiethoff, *Jahrbuch de Schmoller*, 1902, II, p. 292, 297, 299.

voit s'engager dans une même direction et accomplir comme en un cercle fatal la série de ses révolutions chroniques.

Tels apparaissent les faits. Pour les expliquer il ne suffira pas, par suite, d'énumérer les causes variées auxquelles on peut attribuer la fréquence des crises partielles beaucoup plus grande dans l'économie moderne que dans les économies précapitalistes. Le problème consistera à rendre compte de la survenance *périodique*, depuis la fin du XVIII^e siècle, depuis la large extension de la production capitaliste, des crises *générales* de surproduction.

Or, voici justement qu'en dépit des faits l'affirmation de la généralité de la crise paraît à beaucoup d'esprits, en France principalement, une thèse insoutenable. Ceux-là mêmes qui, dans l'exposé historique des crises, parleraient volontiers de leur généralité s'élèvent énergiquement contre ce concept lorsqu'ils passent à la théorie. Leur raison se rebelle contre le témoignage de l'expérience. Depuis l'exposé, par les physiocrates et J.-B. Say, de la doctrine des débouchés, la surproduction générale semble une impossibilité ou même un non sens logique. Sous quelque aspect qu'on envisage une pareille notion, quelque acception qu'on veuille lui prêter, on s'aperçoit, dit-on, à la réflexion qu'on tombe dans l'erreur ou dans l'absurde.

S'agit-il d'un excès positif des marchandises par rapport aux besoins? Mais sauf pour quelques articles qu'on cite à l'école, on doit considérer l'insatiabilité des besoins comme un incontestable et fondamental principe économique. Jamais l'humanité ne s'est trouvée trop riche, incapable de consommer le résultat de son industrie. Ce qui rend si malaisée la solution de la question sociale c'est qu'à côté des imperfections de la répartition on doit s'avouer l'insuffisance de la production collective.

S'agit-il d'un excès des marchandises par rapport au pouvoir d'acquisition? Mais on nous a expliqué comment, à cause de l'échange définitif des produits les uns contre les autres, tout produit est à lui-même son propre débouché. Le pouvoir d'acquisition social égale exactement le montant de la production sociale. Un accroissement général de la production signifie un accroissement identique du pouvoir d'acquisition. Le laboureur, selon le vieil exemple de J.-B. Say, échangera son excédant de récolte contre l'excédant de drap fabriqué par le tisserand. Tous deux verront avec satisfaction augmenter leur bien-être. Seules sont possibles les

crises de surproduction partielle résultant d'une rupture d'équilibre entre les diverses industries de telle sorte que l'accroissement des produits des unes ne puisse être acheté par l'accroissement des produits des autres. Seule est possible une baisse dans la valeur d'échange de certaines marchandises, dans leur valeur relativement aux autres marchandises. La valeur constituant un rapport, une baisse générale des valeurs d'échange déterminée par une surproduction générale est une notion qui échappe à l'entendement.

La théorie des crises doit donc, d'une part, tenir compte de la généralité du phénomène qu'on constate dans les faits et échapper, d'autre part, aux objections rationnelles tirées de la loi des débouchés. Certaines doctrines très empiriques, il est vrai, ne s'embarassent pas d'un pareil effort et se contentent de reconnaître sans plus le caractère quasi-général de la surproduction. Mais la plupart s'essaient à la conciliation nécessaire. Et ce semble être là le principal écueil où elles viennent échouer. Les unes admettent la généralité de la crise, mais n'en donnent pas une justification dogmatique satisfaisante. Les autres, et ce sont celles qui paraissent prévaloir dans la science, demeurées fidèles à la théorie des débouchés, n'aperçoivent dans les crises périodiques qu'une rupture d'équilibre entre les diverses industries, une surproduction partielle plus ou moins large, un faisceau de surproductions partielles. Mais alors elles sont entraînées, ou à nier à tort et contre les faits la généralité du mouvement, à n'y voir qu'une apparence trompeuse, ou à masquer cette généralité à l'aide d'explications variées, mais également critiquables.

— Il est douteux, en outre, que ces explications remontent à la source des choses. Et ici se manifeste un second ordre de difficultés qui retarde la solution théorique définitive du problème des crises. La complexité du processus considéré, ses multiples répercussions, les perturbations qu'il détermine dans le domaine de la production, de la consommation, de la circulation, de la répartition voilent les causes fondamentales des crises, poussent les économistes à chercher ces causes dans ce qui ne constitue peut-être que certains des traits secondaires ou accidentels qui se jouent à la surface du phénomène. Une opinion ne va-t-elle pas jusqu'à faire dépendre la succession des crises d'événements imprévus, troubles politiques, révolutions, guerres, mauvaises récoltes? Les théories monétaires elles aussi, qui attribuent

à un accroissement considérable du stock métallique la hausse des prix initiale, point de départ de tout le cycle économique, ne se rapprochent-elles pas de la théorie des événements imprévus, ne sont-elles pas, par suite, également incapables de rendre compte de la *périodicité* des crises? Mais les doctrines mêmes qui n'oublient pas cette périodicité n'ont-elles pas souvent élevé de simples conséquences au rang de causes suprêmes? N'est-ce pas là l'objection identique qu'il convient d'adresser à ces théories diverses qui voient le moteur décisif des perturbations économiques, par exemple dans les fluctuations de l'esprit d'entreprise tour à tour réveillé, surexcité, puis engourdi, en léthargie, ou encore dans les fluctuations du crédit, ou dans celles de l'épargne qui alternativement affluerait vers les industries productrices de capitaux ou s'en détournerait¹, ou enfin, comme parmi les socialistes surtout, dans les variations du revenu relatif des différentes classes sociales²?

— Peut-être faut-il subordonner ces mouvements du crédit, de l'esprit d'entreprise, de l'épargne, des revenus, à des causes plus profondes. Au lieu de s'arrêter aux manifestations extérieures des phénomènes, c'est probablement en nous, dans l'âme humaine, qu'il faut chercher les facteurs déterminants, les forces directrices. Ici, comme en tant d'autres matières, l'explication dernière est d'ordre psychologique. Tout doit se ramener à une question de valeur, dépendre en définitive du jeu changeant de nos désirs, de nos besoins.

Du même coup il sera possible de mettre d'accord la raison et les faits, de considérer la surproduction générale comme une réalité que l'expérience révèle et que l'intelligence conçoit. Je vais essayer de montrer en effet, malgré l'autorité qui s'attache à l'opi-

¹ La théorie de l'épargne, dont les éléments se trouvent déjà dans Juglar (*Les crises commerciales*, 2^e édit., 1889, p. 30-31), ou encore dans Pareto (*Cours d'économie politique*, II, p. 291), paraît avoir beaucoup de vogue en Allemagne depuis les écrits de M. Tugan-Baranowsky, *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, 1901, et les diverses publications de M. Spielhoff. En France aussi, M. Lescure donne son adhésion avec certaines réserves au principe de cette théorie qu'il résume dans son livre *Des crises générales et périodiques de surproduction*, 1906.

² C'est à ces théories du revenu que se rattache M. Bouniatian dans son ouvrage : *Wirtschaftskrisen und Ueberkapitalisation*, 1908. J'ai connu ce livre trop tard pour pouvoir l'utiliser. J'ai pu constater cependant que je me rencontre de façon curieuse avec M. Bouniatian sur plusieurs points malgré les divergences d'ensemble qui nous séparent.

nion contraire, qu'en cette surabondance générale réside bien le trait essentiel des crises périodiques. Je me garderai bien de nier que le pouvoir d'acquisition n'égale toujours le montant de la production, que revenu, demande et production ne soient des grandeurs équivalentes, qu'une baisse générale des valeurs d'échange ne soit logiquement incompréhensible. Mais j'appellerai l'attention sur une autre notion de la valeur dont les études contemporaines tendent à faire le fondement de toute la science économique. C'est à la valeur d'usage des marchandises déterminée par leur utilité finale que j'aurai recours, on l'a deviné, pour tout expliquer, tout comprendre.

II. *Bref aperçu de la nouvelle théorie.*

Deux idées suggérées toutes deux par les économistes des écoles abstraites modernes me serviront à construire une théorie des crises. Il paraît utile, avant de passer à l'exposé de cette théorie, de présenter brièvement ces deux idées et de tracer le schéma du cycle économique tel qu'il me semble se développer sous leur influence.

— Une première idée consiste à voir dans les mouvements de la valeur d'usage de l'ensemble des marchandises, dans leur utilité finale accrue ou diminuée la clef des révolutions périodiques de l'industrie. La baisse générale des prix, caractéristique de la crise, — et il faudrait en dire autant, *mutatis mutandis*, de la hausse, caractéristique de la prospérité — est la conséquence de la baisse globale de la valeur d'usage des marchandises, de leur moindre « désirabilité » pour la société, occasionnée par leur abondance trop grande, leur surproduction. Il n'est point certes trop de produits dans le sens qu'ils dépassent les capacités matérielles de la consommation ou qu'ils excèdent la puissance de nos désirs. Les biens alors finiraient par perdre toute valeur, comme c'est le cas de l'air ou de l'eau de l'Océan. Mais il y a trop de biens pour que leur valeur ne fléchisse pas notablement au-dessous de leur valeur antérieure, de leur valeur espérée, parfois même au-dessous du coût de production. Le principe de l'insatiabilité des besoins invoqué à l'appui de la théorie des débouchés n'empêche pas l'action de ce qu'on peut appeler le principe de la satiété croissante des besoins, de ce qu'on dénomme le principe de l'utilité décroissante des marchandises à mesure de leur augmentation. Le surplus des produits d'une

industrie s'échangera bien contre le surplus des produits d'une autre industrie et en définitive tout sera consommé. Toutes les marchandises achèteront bien autant d'autres marchandises qu'auparavant. Leur valeur d'échange aux unes et aux autres ne sera peut-être pas modifiée. Mais leur valeur d'usage est amoindrie.

Par voie de répercussion le sont aussi leurs prix. On verra comment, grâce à certains faits contraires à ce qu'on devrait attendre des variations dans la valeur de la monnaie, il est possible de prouver que la baisse des prix ne tient pas à des causes monétaires, mais révèle nettement la baisse générale de la valeur d'usage des marchandises. Par là même quelque clarté sera projetée sur les raisons de dérogations à la théorie quantitative de la monnaie souvent observées.

Inconcevable quand il s'agit des valeurs d'échange, la baisse générale peut fort bien se défendre en ce qui concerne les valeurs d'usage. C'est en cet avilissement global de la valeur des marchandises que consiste la surproduction générale.

Ceci admis, l'influence bien connue de la valeur et des prix sur l'activité industrielle permettrait déjà d'expliquer grossièrement l'alternance des périodes de prospérité et de dépression. On sait en effet que si la valeur des biens se fonde sur leur utilité, la concurrence, par la restriction ou le développement de la production, tend à rapprocher cette valeur de la valeur à l'état d'équilibre, de la valeur normale, du coût de production. La succession des années d'essor et de dépression n'est que la généralisation pour l'ensemble de l'industrie de cette gravitation de la valeur autour de l'état d'équilibre. Les années prospères sont des années où l'insuffisance des produits accroît leur utilité, leur valeur, leur prix bien au-dessus du prix de revient, devient une source de profits extra, de « rente » pour les entrepreneurs. Mais l'augmentation extrême de la production, suscitée par cet état de choses même, par ces prix élevés, dépasse bientôt la mesure nécessaire. La surabondance des marchandises entraîne alors l'effondrement des valeurs et des prix. Des semaines de crise, des années de dépression suivent où les prix restent avilis en attendant que le ralentissement de la production provenant de cet avilissement même prépare la voie à un nouvel essor. La prospérité se déclare et dure tant que l'utilité sociale des marchandises demeure supérieure à l'effort social. La crise surgit quand elle y est inférieure.

Mais pourquoi l'industrie n'atteint-elle pas un état d'équilibre où elle se maintient? Ou au moins, puisque l'équilibre est bien difficile à conserver, pourquoi l'excès si considérable de la production pendant la prospérité de façon à susciter la crise, et l'excès de la stagnation pendant la dépression de façon à ramener la prospérité, pourquoi au lieu de continuelles et imperceptibles oscillations autour de l'état d'équilibre, l'ampleur du rythme alternatif observé, sa régularité chronique depuis l'avènement de la production capitaliste?

— A cela répond la seconde idée à laquelle je fais appel, l'idée de la longue durée¹ du procès de production capitaliste, de la production à l'aide du capital, en prenant ce terme dans son sens de capital social, national, ou, comme on a dit encore, économique. Tandis que la production directe se prête à une satisfaction assez prompte du besoin, la production « détournée », la production au moyen de capitaux doit commencer par la fabrication de la série d'engins nécessaires, par la construction de la série d'usines que devra traverser le produit avant d'arriver à son entier achèvement. Au lieu des quelques jours qui suffiraient à la fileuse à la main, au cordonnier pour livrer l'objet désiré, si les capacités productrices des filatures de coton ou des fabriques de chaussures existantes apparaissent à un moment inférieures à la demande, des années passeront avant que soient fabriquées les nouvelles machines, que se dressent les nouveaux bâtiments indispensables. En revanche, dès que le procès de production touche à son dernier stade, dès qu'on aboutit enfin à la fabrication des objets de consommation requis, des masses d'articles nouveaux seront offerts journellement sur les marchés. Tandis que d'une part se prolonge la durée de la période de production, s'abrège singulièrement d'autre part le temps nécessaire à la production de chaque unité de marchandises. En cela consiste l'avantage technique du régime capitaliste. Là est aussi la raison de la survenance moderne des crises périodiques. La longue durée du procès de production va expliquer la durée de la prospérité et l'excès de la fabrication de capitaux, la surcapitalisation. La formidable quantité de biens de consommation qu'au dernier stade du procès de production les capitaux nouveaux pourront manufacturer va expliquer la survenance de la crise.

¹ Cf. sur cette idée Böhm-Bawerk, *Positive théorie des Capitaux*, 1889, p. 16 s., 86 s., et aussi *Einige strittige Fragen der Capitalstheorie*, 1900, p. 4 s.

A peu près de même s'expliquera la durée de la dépression qui suit, et la sous-capitalisation qui conduira à un nouvel essor.

— Voici, en effet, comment à l'aide des deux idées précédentes on peut exposer en quelques mots la manière dont le cycle périodique déroule ses phases successives.

Au terme de la période de dépression, par suite du ralentissement de l'activité industrielle, par suite aussi de l'accroissement normal des besoins, les stocks ont décru, la production ne parvient plus à répondre facilement à la demande. La pénurie des objets de consommation augmente leur utilité finale, relève leur valeur d'usage et par voie de conséquence leurs prix. L'essor se dessine. Le mouvement de hausse part des biens de consommation. Mais il gagne aussi les capitaux. C'est même en ce qui concerne les capitaux que la hausse est le plus intense. Pour satisfaire le besoin en souffrance d'objets de consommation, il faut au préalable créer les capitaux nécessaires. Les industries productrices de capitaux, les industries métallurgiques principalement, industries d'articles finis, d'articles mi-ouvrés, d'articles bruts bénéficient successivement d'un même afflux de commandes et les exécutent fiévreusement. Les usines surgissent de partout. La période de prospérité apparaît comme une période de capitalisation intense, une période où la société s'oblige à un opiniâtre surtravail pour renouveler et accroître son outillage.

Mais presque fatalement l'allongement moderne du procès de production conduit à un excès de capitalisation, à la surcapitalisation. Tant que ne s'achève pas le procès de création du capital, tant que les capitaux en voie de construction n'entrent pas en service et ne fabriquent pas les biens de consommation désirés, le besoin social demeure insatisfait, les prix et les profits élevés. En vain la masse des capitaux dont la production est en cours serait-elle déjà plus que suffisante pour la satisfaction future du besoin. Ils ne fonctionnent pas encore. Le manque de biens de consommation et par suite la hausse de la valeur d'usage et des prix persistent. Stimulé par cette hausse, on entreprend incessamment la fabrication de nouveaux capitaux, la construction de nouvelles usines.

Mais voici qu'enfin le procès de production atteint sa dernière étape. A raison de la surcapitalisation de la période qui se termine les objets de consommation vont maintenant regorger sur les marchés. Leur utilité finale, leur valeur s'effondre et partant leurs prix. La dépréciation des objets de consommation se répercute avec plus

de gravité encore sur les capitaux. La crise se déclare. Elle est générale ou quasi-générale.

La période de dépression ou de liquidation succède à la crise. L'ébranlement occasionné par la crise a disparu. Mais le procès de production capitaliste dans sa dernière phase, dans la phase de la fabrication des objets de consommation, se trouve encore prolongé par la longue durée du fonctionnement du capital avant sa mise à l'écart. Par suite, la grande quantité des capitaux antérieurement construits, d'autres encore dont la construction avait été commencée pendant la prospérité et dont il faut bien prendre livraison durant la dépression, continuent, par la masse des objets de consommation dont ils encombrant le marché, à maintenir longtemps l'avalissement des prix. La capitalisation se ralentit. Le chômage sévit. On hésite à remplacer totalement les métiers hors d'usage. On ne renouvelle pas régulièrement le matériel des usines. On est dans une période où la société ayant trop fabriqué de capitaux dans les années précédentes, les utilise sans y substituer d'autres en quantité égale. Découragée, la société se repose et consomme plus qu'elle ne produit.

Mais cette fois encore on va trop loin dans la voie de la réaction nécessaire. On est conduit à la sous-capitalisation. Tant que durent les capitaux antérieurement construits, que persistent l'excès et le bas prix des objets de consommation, on évite de s'engager dans le nouveau procès de production rendu cependant utile par l'usure progressive de l'outillage. La surabondance des biens de consommation, la surabondance aux derniers stades de la production fait croire à une surabondance égale aux premiers stades, à la surabondance des capitaux, dissimule la pénurie réelle qui grandit à mesure qu'approche le moment où seront hors de service une notable portion des capitaux anciens.

A la fin de la période de dépression s'accroît la diminution des stocks favorisée par la baisse des prix et la sous-capitalisation. La valeur, le prix des objets de consommation se relève. On s'aperçoit alors de l'insuffisance des capitaux pour la fabrication des biens de consommation désirés. Une nouvelle ère de prospérité va s'ouvrir. Un nouveau cycle périodique va commencer avec ses caractéristiques toujours mêmes : la hausse des valeurs d'usage et des prix poussant à la surcapitalisation et, à son tour, la surcapitalisation à la baisse et à la crise ; la baisse des valeurs et des prix amenant

la sous-capitalisation qui acheminera l'industrie vers un retour de la hausse.

— Assurément la sèche esquisse précédente ne rend pas compte de toute la complexité des phénomènes. Et le développement économique ne s'effectue pas toujours avec une même imperturbable régularité. Mais la foule des ornements, les arabesques variées qui à chaque fois viennent se jouer autour du dessin principal et lui prêtent sans cesse un aspect nouveau, n'en laissent pas moins transparaître son uniformité fondamentale. Il faut maintenant reprendre en détail certaines parties du schéma qui vient d'être tracé, essayer d'en démontrer l'exactitude et ajouter les traits qui manquent. Dans une première partie, je voudrais établir, en me servant des notions de la valeur d'usage, de l'utilité finale, la possibilité théorique et la réalité des crises de surproduction générale. Dans une seconde partie, je recourrai au phénomène de l'allongement capitaliste du procès de production pour expliquer la survéance moderne de ces crises et leur périodicité.

PREMIÈRE PARTIE

POSSIBILITÉ THÉORIQUE ET RÉALITÉ DES CRISES DE SURPRODUCTION GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

RÉFUTATION DE LA THÉORIE DE LA SURPRODUCTION PARTIELLE GÉNÉRALISÉE LA SURPRODUCTION EST GÉNÉRALE

Fidèles à la doctrine des débouchés, de nombreux économistes se refusent à admettre la possibilité de la surproduction générale malgré le caractère d'assez grande généralité que présentent incontestablement en fait les crises périodiques. L'état pathologique de l'organisme social ne peut, d'après eux, provenir que d'une rupture d'équilibre entre les diverses industries, d'un manque de proportion, d'une inégalité d'allure dans le développement des différentes branches de la production¹. La surabondance de certaines catégories de marchandises résulte de leur incapacité de s'échanger contre les autres catégories de marchandises, résulte de l'insuffisance de ces dernières. Toute surproduction n'est que partielle et suppose une sous-production dans d'autres industries. Toute baisse des valeurs d'échange n'est que relative et suppose une hausse de la valeur d'échange d'autres articles.

Si cependant la crise prend une telle ampleur, ajoutent plusieurs auteurs, il faut en chercher l'explication dans la solidarité économique. Le malaise dont souffrent certaines industries surproductrices atteint d'autres industries qui sont leurs clientes et, de proche en proche, la plupart des industries. Il ne faut parler que de *surproduction partielle généralisée*.

C'est là du moins une première forme de la théorie de la sur-

¹ Cf. Bourguin, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 316, 324; Tugan-Baranowski, *op. cit.*, p. 10, 12; Spiethoff, *Jahrbuch de Schmoller*, 1903, II, p. 337; Lescure, *op. cit.*, p. 503.

production partielle généralisée et on peut lui opposer des objections décisives.

Certes, il faudrait convenir de son exactitude si elle prétendait seulement décrire la genèse de la crise générale. Quelque large développement que la crise doive recevoir, elle ne surgit pas en même temps dans une foule d'industries. Elle ne devient générale qu'après nombre de mouvements partiels, de répercussions successives. Et certaines industries échappent à peu près entièrement à la mauvaise fortune.

Mais ce n'est pas le mode de propagation de la crise qui peut être en question. La théorie n'a de sens comme théorie des crises que si elle nie la surproduction générale, l'excès de l'ensemble des produits sur l'ensemble des besoins, que si, pour elle, la crise ne consiste que dans le défaut d'équilibre entre les diverses industries, dans un *faisceau de surproductions partielles*, faisceau grossi par l'interdépendance des industries.

Mais alors la doctrine même des débouchés va servir à réfuter cette théorie qui paraît issue d'elle. On assure qu'à la surproduction partielle correspond une sous-production partielle; à la surabondance dans un domaine, la pénurie dans d'autres domaines; à une diminution du pouvoir d'échange de certaines marchandises, un accroissement du pouvoir d'échange d'autres marchandises. Mais, une insuffisance de produits, une hausse surtout de la valeur d'échange dans certaines industries, ne sont-ce pas là les signes incontestés de la prospérité? Toute crise de surproduction partielle, tout faisceau même de crises partielles, a donc sa contre-partie inévitable dans la prospérité pour un autre groupe d'industries¹. Tout manque d'équilibre entre les diverses industries oppose nécessairement la crise, les bas prix, les faibles profits des unes à la prospérité, à la hausse des prix et des profits des autres. Comment, dès lors, peut-on qualifier cette situation de crise généralisée, comment peut-il s'agir en définitive d'une souffrance pour l'ensemble de l'organisme? Pourquoi la prospérité d'une partie, mettons de la moitié de l'industrie, ne fait-elle pas compensation à la crise de l'autre moitié? Pourquoi la balance penche-t-elle décidément du côté de la crise?

Ce n'est pas tout. La logique exige qu'on explique l'essor, qui est

¹ M. Spiethoff le reconnaît, *eod. loc.*, p. 351.

une des phases du cycle périodique parcouru par l'industrie, de la même manière que la crise, que la dépression qui en constituent l'autre phase. Les produits s'échangeant contre les produits, l'offre sociale générale étant égale à la demande sociale générale, la prospérité devrait consister, d'après la théorie que je critique, dans un excédent de demandes de certains produits ayant sa contre-partie dans l'excès des offres d'autres produits; ou encore devrait consister dans une hausse des prix et des valeurs d'échange impliquant une baisse des prix et des valeurs d'échange en d'autres industries; ou encore dans une sous-production partielle généralisée supposant une surproduction partielle généralisée. Mais pourquoi donc l'essor d'une partie, de la moitié de l'industrie s'accompagnant de la dépression de l'autre moitié, pour l'ensemble de l'organisme social est-ce donc cette fois de la prospérité que décidément il s'agit ?

85678
Si la théorie des débouchés exclut la possibilité des mouvements généraux de l'industrie, d'une surabondance ou d'une insuffisance positive des produits, et permet seulement des variations dans la situation respective des diverses industries, des fluctuations relatives, on doit admettre nécessairement que la prospérité comme la crise proviennent de l'inégale distribution des forces productrices entre les industries, d'une rupture d'équilibre entre les industries surproductrices et les industries sous-productrices. On ne peut donc échapper aux deux conséquences suivantes, d'une absurdité manifeste : 1° aucune différence ne distingue l'essor de la crise, la période de prospérité de la période de dépression, puisque toutes deux supposent également la coexistence de la surproduction et de la sous-production généralisées; 2° crise généralisée et prospérité généralisée sont l'une et l'autre, et en même temps, perpétuelles, puisque leurs caractéristiques se rencontrent à toutes les périodes.

De fait, le manque d'équilibre entre les diverses industries doit être bien tenu comme un phénomène chronique. Il est toujours des industries plus prospères contrastant avec d'autres qui le sont moins. L'équilibre entre les industries tend constamment à se rétablir sans y parvenir jamais. Mais cette instabilité permanente ne peut entraîner que des mouvements partiels, des surproductions et des sous-productions relatives, des changements continuels dans le taux d'échange des marchandises entre elles. Elle ne peut rendre compte des larges périodes alternées de hausse et de baisse *géné-*

rales. La perpétuelle agitation des menues vagues de l'Océan qui déplace incessamment leur situation respective ne les empêche pas d'être toutes entraînées en même temps et durant de longues heures dans une même direction, d'obéir au même grand rythme du flux et du reflux. C'est ce rythme d'ensemble qu'il faut expliquer et qu'on n'explique pas.

— La théorie de la surproduction partielle généralisée se présente parfois sous une seconde forme plus raffinée. La surproduction partielle n'apparaît alors qu'à la source de la crise. Quant à la crise même et à sa généralité, elles tiennent à un phénomène général qui est une conséquence de la surproduction partielle : le détraquement du crédit selon les uns, le découragement de l'esprit d'entreprise selon d'autres, la fuite de l'épargne des placements industriels selon une troisième opinion

Mais quoi qu'on puisse penser en elles-mêmes des théories du crédit, de l'esprit d'entreprise, de l'épargne, théories à la critique desquelles je ne puis m'attarder ici, il me paraît que la surproduction partielle, impuissante à expliquer directement la crise générale, reste également impuissante à l'expliquer indirectement par l'intermédiaire de quelque phénomène que ce soit. Si la surproduction et la baisse des prix proviennent d'une simple rupture d'équilibre entre les diverses industries, si elles ont comme contre-partie une sous-production, une hausse des prix et par suite une prospérité partielle, il demeure toujours impossible d'admettre qu'un même fait, qu'une coexistence de surproductions et de sous-productions relatives déterminent dans le phénomène choisi comme intermédiaire tantôt des variations de nature à amener la crise générale et tantôt des variations de nature à amener un essor général. A tout moment l'influence exercée sur ce phénomène par la surproduction partielle doit se trouver paralysée par l'influence contraire exercée par la sous-production partielle concomitante. A tout moment existeraient les conditions pour que se dessinent à la fois la prospérité et la crise générale ; ou si on veut à aucun moment ne peuvent se manifester ni l'une ni l'autre. Avec quelques variantes, tous les arguments contre la première forme de la théorie de la surproduction partielle généralisée se peuvent répéter contre la seconde. Quel que soit l'intermédiaire appelé au secours de cette théorie, on ne réussit à masquer ingénieusement son indigence que pour un instant, on ne parvient à ajourner que momentanément les objec-

tions qui doivent définitivement la faire succomber. Des fluctuations dans les rapports respectifs des industries ne peuvent pas rendre compte des mouvements successifs de l'ensemble de l'industrie en des sens diamétralement opposés.

On doit donc reconnaître la réalité de la surproduction générale. Peu importe que cette surproduction ne soit jamais universelle, que les industries atteintes par la crise le soient à des degrés inégaux, que certaines, comme par exemple les industries électriques en Allemagne, durant la crise de 1900, souffrent plus profondément après avoir été les premières à bénéficier de la prospérité. Point n'est besoin que tous les affluents aient grossi et encore moins qu'ils aient grossi également pour que le fleuve déborde. La pénurie de certains biens a beau venir compenser pour partie la surabondance de certains autres. La hausse de la valeur des uns a beau venir s'opposer à la baisse de la valeur des autres. La surproduction se déclare quand pour l'ensemble de l'industrie, malgré les variations relatives, il y a un excès positif des marchandises déterminant une baisse générale des valeurs et des prix.

CHAPITRE II

POSSIBILITÉ ET SENS DE LA SURPRODUCTION GÉNÉRALE. LA DIMINUTION GÉNÉRALE DE L'INTENSITÉ DU BESOIN DES MARCHANDISES PRODUITES

Si la théorie de la surproduction partielle doit être écartée, d'autre part une surproduction générale, un excès général des produits sur les besoins se peuvent-ils admettre? Et quel en est le sens?

Sauf pour certains articles spéciaux, on sait qu'il n'est point de limite assignable aux capacités d'absorption, aux besoins de la consommation. Ce fut une des erreurs des premiers théoriciens de la surproduction générale de prétendre le contraire. Sismondi prévoyait comme très prochain le jour où la consommation de cotonnades atteindrait ses bornes naturelles, et cependant, malgré l'expansion prodigieuse dont l'industrie cotonnière a bénéficié depuis Sismondi, on ne voit pas encore l'humanité devenue trop riche ne savoir que faire des cotonnades produites. L'exactitude du principe de l'insatiabilité des besoins ne peut se contester. La surproduction

générale ne signifie certes pas que la masse des marchandises dépasse le maximum des besoins possibles de la population.

Elle ne peut signifier non plus que la production excède le pouvoir d'acquisition. La théorie des débouchés affirme avec raison l'équivalence du pouvoir d'acquisition et de la production sociale. La capacité d'acquies plus de produits augmente pour chacun avec sa propre production. La demande finit bien par s'équilibrer avec l'offre. En fin de compte tous les produits sont absorbés.

Ce qu'il faut entendre par surproduction générale, c'est une augmentation des marchandises telle que diminue l'intensité générale du besoin social de ces marchandises, et que par suite baisse, comme on le verra plus loin, leur valeur d'usage globale et leur prix. L'intensité des besoins ne fléchit pas jusqu'au point où les biens arriveraient à perdre toute valeur. Mais elle est amoindrie à cause de l'amoindrissement de la rareté des biens. Si Sismondi a méconnu le principe de l'insatiabilité des besoins, on ne doit pas méconnaître aujourd'hui le principe devenu banal de l'utilité décroissante des marchandises, ce que je dénommerais volontiers pour accuser l'antithèse, le principe de la satiabilité progressive des besoins.

Comment se conçoit en effet l'insatiabilité des besoins ?

— Dans une première acception de ces termes on veut dire que le désir de la plupart des marchandises, non pas de toutes, est pratiquement inextinguible à cause de la multitude des besoins que l'humanité se découvre et auxquels ces marchandises peuvent satisfaire. Ces besoins cependant ne sont pas d'égale importance. Ce que l'observation psychologique nous révèle c'est l'existence en nous d'une longue échelle de besoins, mais de besoins d'intensité décroissante, de telle sorte qu'une fois les premiers besoins satisfaits, il en surgit d'autres moins vivaces et, après eux, d'autres encore plus ténus. Or justement nous n'apprécions les marchandises, on le sait, que d'après l'intensité du dernier besoin susceptible d'être satisfait. Leur désirabilité diminue donc à mesure que par leur augmentation nous pouvons satisfaire de moindres besoins. L'utilité décroissante des biens se concilie parfaitement ainsi avec l'insatiabilité des besoins. L'application des deux principes se fait même simultanément dans la conscience. A chaque besoin satisfait grâce à l'augmentation de la marchandise, fléchit l'intensité du besoin de cette marchandise et apparaît cependant un nouveau besoin moindre

encore insatisfait. En même temps se manifestent, et notre disposition à moins apprécier des produits plus abondants, et notre capacité d'absorber des quantités de produits de plus en plus considérables. Nous estimons moins les biens à mesure que nous pouvons en consommer et que nous en consommons davantage.

Mais cette manifestation de l'un et l'autre principe ne s'effectue sans perturbation économique que si on a réussi à réduire l'effort nécessaire à la fabrication des marchandises. L'écoulement des biens produits en plus grande quantité s'accomplit alors aisément et sans pertes pour les entrepreneurs. L'histoire de la civilisation, grâce à la longue succession des découvertes techniques, nous offre le spectacle, pour beaucoup de produits au moins, d'une diminution de l'intensité du besoin de ces produits, d'une diminution de leur valeur en même temps que de l'accroissement de la masse des besoins satisfaits. Chacun des biens est moins apprécié. Mais comme il coûte moins à manufacturer, la société se félicite de l'abondance des biens mis à sa disposition, ne se plaint nullement d'un excès de ces biens. L'utilité décroissante des marchandises et l'insatiabilité des besoins agissent de concert harmonieusement.

Mais si, avec l'abaissement de l'intensité des besoins ne coïncide pas l'amointrissement de l'effort, la crise se déclare. Peu importe alors le principe de l'insatiabilité des besoins. Notre capacité d'absorber toujours plus de produits ne peut avoir lieu qu'en employant ces produits à la satisfaction de besoins moindres. Nous les apprécierons donc d'après ces derniers besoins, et, partant, fléchiront leur désirabilité, leur valeur et leur prix. Ce dont souffrent les entrepreneurs à la crise, ce n'est pas de ne point trouver assez d'hommes pour consommer leurs marchandises, mais de n'en point trouver assez qui soient disposés à les leur bien payer. L'insatiabilité des besoins n'est point un obstacle à une crise générale de surproduction comprise comme une diminution générale de l'intensité du besoin des marchandises produites.

Peu importe aussi que le pouvoir d'acquisition de chacun augmente proportionnellement à sa production. L'intensité du besoin des marchandises ne s'identifie pas avec le pouvoir d'acquisition. Ce que je puis acheter de drap dépend de ce que j'ai produit de blé. Mais la force de mon désir de drap n'est pas en fonction de ma richesse en blé. Elle diminue avec la plus grande abondance de drap, puisque cette abondance permet maintenant la satisfaction

d'un moindre besoin. Blé et drap s'échangeront mutuellement. Mais l'échange portera sur deux marchandises également dépréciées. Tous les produits arriveront à s'écouler. Il y aura équivalence entre l'intensité du besoin des uns et des autres. Mais l'intensité du besoin des uns et des autres, l'intensité générale du besoin des marchandises produites aura fléchi.

— Le principe de l'insatiabilité des besoins reçoit, il est vrai, une seconde acception. On peut penser que nous portons en nous une perpétuelle insatisfaction, une éternellement même capacité de toujours désirer plus de richesses que rien ne saurait éteindre ni même atténuer.

N'en faudrait-il pas conclure l'impossibilité d'un amoindrissement dans l'intensité de l'ensemble de nos besoins? Chaque marchandise particulière ne satisfait que des besoins décroissants. Mais la masse de nos besoins ne se restreindrait pas. A une atténuation dans l'intensité de certains de nos besoins correspondrait une recrudescence dans l'intensité d'autres besoins ou l'apparition de besoins nouveaux. Certains de nos besoins sont aujourd'hui tellement satisfaits que leur importance économique est presque évanouie. Mais ils ont été remplacés par d'autres¹. Malgré la richesse croissante, ne s'émoussent pas l'intensité de nos désirs, la violence de nos appétits. La surproduction générale ne pourrait jamais se prononcer, car la diminution de l'intensité du besoin de plusieurs catégories même de marchandises aurait sa contre-partie dans la naissance d'une foule de besoins nouveaux, dans l'ouverture d'une ère de prospérité pour les industries satisfaisant ces besoins nouveaux, prospérité qui ferait compensation.

Une simple distinction permet d'écarter les conséquences qu'on pourrait être tenté de tirer de ce second aspect de l'insatiabilité des besoins. L'impossible décroissance du désir *abstrait* de richesses n'est pas un obstacle à l'amoindrissement de l'intensité générale du besoin des biens *concrets* existants. Tout en demeurant aussi avide de plus de jouissances, d'on ne sait quelles jouissances, on peut être las des biens qu'on trouve à sa disposition. L'obscur inquiétude qui vient souvent troubler l'âme étonnée des hommes parvenus au but de leurs ambitions est faite de cette union chez

¹ Cf. Marshall, *Principes d'économie politique*, trad. fr. de M. Sauvaire-Jourdan, I, p. 221; Gide, *Principes d'économie politique*, 10^e édit., p. 40.

eux de la satiété et de l'insatiabilité atavique. La crise, précisément, ne consiste que dans la moindre désirabilité de l'ensemble des biens actuellement existants. Elle ne suppose pas un amoindrissement de la capacité humaine d'aspirer à toujours plus de bien-être.

Notre éternelle soif de richesses pourra sans doute susciter le besoin de marchandises nouvelles. Mais un temps devra s'écouler avant que se précisent ces besoins de produits encore inconnus. Ce que l'insatiabilité des besoins conduit à affirmer, c'est donc uniquement le caractère nécessairement *temporaire* que présente la diminution de l'intensité générale des besoins. Et en effet, crise ni dépression ne se perpétuent.

De plus, une fois que la crise a éclaté, le malaise social qui en résulte recule le moment où peut apparaître le besoin d'articles nouveaux. Une période de pertes et de chômage, de ruines et de découragement n'est guère favorable à l'éclosion de nouveaux besoins. Il faut attendre pour cela que s'atténue la dépression générale.

Quelque sens qu'on donne ainsi au principe de l'insatiabilité des besoins, une surproduction générale consistant en une diminution générale de l'intensité du besoin des marchandises produites demeure possible.

CHAPITRE III

POSSIBILITÉ LOGIQUE D'UNE BAISSÉ GÉNÉRALE DES VALEURS D'USAGE

La diminution de l'intensité générale du besoin des marchandises, de leur utilité finale, entraîne la baisse générale de leur valeur d'usage. Cependant si, non seulement la valeur d'échange, comme il est universellement reconnu, mais aussi la valeur d'usage présente un caractère relatif, comme on l'écrit parfois, une baisse générale des valeurs d'usage n'est-elle pas contraire à la notion même de la valeur ?

Il faut s'entendre sur le sens de cette relativité de la valeur même d'usage. Certes on ne doit pas songer à voir dans la valeur une qualité incluse dans la chose indépendamment de nous, ce que dans l'ancienne métaphysique on aurait appelé une propriété substantielle. La psychologie moderne sait que les propriétés substan-

tielles des choses échappent à notre connaissance, si même il en existe. Comme la couleur, la forme, le goût de l'objet, sa valeur n'est pas une entité en soi. Elle ne s'imagine que par rapport à nous, par rapport à nos désirs. En ce sens elle est toujours relative. C'est en ce sens que pour M. Wagner, par exemple, elle « n'est pas une propriété intrinsèque des choses... mais c'est une propriété qu'acquiert le bien quand l'homme prend connaissance du rapport de ce bien avec ses besoins »¹. La relativité de la valeur d'usage ainsi entendue ne s'oppose pas à une hausse ou une baisse générale des valeurs des choses, suivant qu'augmente ou fléchit l'intensité du désir que nous en avons.

Mais pour que ces mouvements généraux de la valeur d'usage restent admissibles, il faut qu'on ne pousse pas plus loin le caractère relatif de la valeur. Il faut que la valeur d'usage de chaque marchandise puisse se concevoir isolément, en elle-même, sans comparaison avec les autres marchandises. Il faut qu'exprimant un rapport entre nous et l'objet, elle n'exprime pas nécessairement aussi un rapport entre les objets eux-mêmes. Il faut qu'elle constitue une propriété intrinsèque des choses en entendant simplement par là une propriété susceptible d'être conçue pour chaque chose indépendamment de la considération des autres choses. Sinon, si la valeur d'usage impliquait une comparaison, un ordre de préférence, un rapport entre les objets, tous les termes d'un rapport ne pouvant varier en même temps dans le même sens, une hausse ou une baisse simultanée de l'ensemble des valeurs d'usage constituerait une impossibilité logique. C'est justement ce qu'affirment certains penseurs.

Peut-être cependant une question de terminologie est-elle seule en cause. Les économistes, même explicitement hostiles à l'idée d'une valeur d'usage comprise comme une qualité de la marchandise indépendante des autres marchandises, concèdent qu'il existe néanmoins un élément intrinsèque des biens, une qualité des biens concevable sans la comparaison avec les autres biens; de telle sorte que cette qualité peut croître ou diminuer d'une façon concomitante pour toutes les marchandises. M. Bourguin, qui attaque vigoureusement la notion de la valeur intrinsèque, même comprise comme je l'entends, reconnaît cependant le caractère intrin-

¹ Wagner, *Les fondements de l'économie politique*, Trad. fr., I, p. 485.

sèque de l'*utilité* des choses¹. M. Gide, pour qui la caractéristique de la valeur même d'usage est dans le « degré de désirabilité », non pas dans la seule « désirabilité », accepte que l'utilité, le besoin, existent par eux-mêmes. Et parfois il n'est pas bien loin de se ranger à l'idée de la valeur intrinsèque des choses². Il suffirait en tout cas, pour ne pas se mettre en contradiction avec MM. Bourguin et Gide, de parler de la baisse générale sinon de la valeur d'usage, du moins de l'*utilité* de l'ensemble des marchandises.

Mais d'autres auteurs ne paraissent pas répugner à cette notion de la valeur susceptible d'être pour chaque chose considérée indépendamment des autres choses. Pour M. de Böhm-Bawerk, la valeur d'une chose consiste en ce qu'elle compte pour notre bien-être, en ce que notre bien-être dépend d'elle : ce qui n'implique aucune comparaison entre les choses³. M. Marshall, loin de voir dans la valeur d'usage le *degré* d'utilité, identifie, conformément à une terminologie qui paraît généralement répandue dans les écrits anglo-américains, valeur d'usage et utilité. M. Pareto aussi assimile valeur d'usage à utilité ou plutôt à ophélimité⁴. M. Walras déclare que c'est la valeur d'échange qui est une notion relative : la rareté est « un fait absolu »⁵. Et cette notion de la rareté chez lui ne diffère guère de l'expression d'ophélimité de M. Pareto.

Plus nettement M. A. Wagner⁶ s'oppose à l'opinion qui fait de la valeur « le degré d'utilité », à l'opinion « qu'on ne peut parler de la valeur d'un seul objet sans comparaison avec d'autres biens ».

¹ Bourguin, in *Revue d'économie politique*, 1895, p. 220.

² Gide, *op. cit.*, p. 51. « On ne doit jamais parler d'une hausse ou d'une baisse de toutes les valeurs... Cependant cette proposition pourrait prendre un sens... si l'on entendait... par là que les désirs de l'homme peuvent tous à la fois augmenter ou diminuer d'intensité ». Je ne prétends pas autre chose. M. Gide ajoute même que la conséquence pratique « d'une *décroissance générale des valeurs* et désirs » ne pourrait être autre que « le ralentissement de l'activité humaine dans l'ordre économique ». C'est bien là en effet la conséquence de la crise à quoi succède la stagnation industrielle de la dépression.

³ V. de Böhm-Bawerk, *Positive theorie des Kapitals*, 1889, p. 140-144. Nulle part dans la section consacrée à la notion même de la valeur subjective, à son « essence », à l'analyse de ses éléments constitutifs, M. de Böhm-Bawerk n'introduit une comparaison entre les divers objets ou les divers besoins. Les comparaisons, les classifications apparaissent seulement plus tard, quand dans la section qui suit il étudie la « grandeur » de la valeur, p. 145 s.

⁴ Marshall, *Principles of Economics*, I, 1, § 5 (p. 8 de la 2^e édit.); Pareto, *Cours d'économie politique*, I, p. 7, n. 18.

⁵ Walras, *Éléments d'économie politique pure*, 1900, p. 102.

⁶ Wagner, *op. cit.*, p. 486, 487.

L'objection, dit-il, « ne me paraît pas exacte et me semble contraire à l'usage de la langue ». Il y a pour lui deux opérations psychologiques distinctes et successives : la première qui consiste à « attribuer » la valeur, la seconde à la « mesurer »¹. La première opération suffit déjà à constituer la valeur. La seconde a pour but la comparaison, le classement des valeurs.

Il me paraît aussi que la valeur d'usage n'exprime pas forcément un ordre de préférence entre les choses. Sans aller jusqu'à assimiler entièrement la valeur d'usage à l'utilité, on peut écrire avec M. Wagner : « La propriété qu'a un bien de servir à satisfaire un besoin de l'homme peut être désignée par utilité... L'importance que les hommes donnent à un bien à cause de cette utilité est la valeur de ce bien »². Et cette valeur se conçoit sans classement préalable entre les choses.

Déjà de nos désirs, en effet, on peut observer qu'ils se manifestent dans la conscience distincts les uns des autres, malgré tous les liens qui peuvent se nouer entre eux. Ma faim n'est pas en fonction de mon besoin de vêtement ou de logement. Elle est ou elle n'est pas. Avant toute hiérarchie de nos désirs, il faut que le désir soit. L'existence des divers désirs en eux-mêmes est la base sur laquelle s'appuiera toute hiérarchie ultérieure.

Il en est de même de la valeur des objets susceptibles de satisfaire nos désirs. Avant toute comparaison entre le blé et la laine, il faut que blé et laine soient désirables, que l'intensité du dernier besoin qu'ils satisfont ne soient pas nulle, qu'ils aient de la valeur. L'air, l'eau de l'Océan n'ont pas de valeur. Le blé, la laine ont de la valeur. Ces affirmations n'impliquent aucun examen comparé des objets. Chaque chose est seulement confrontée avec nos désirs. Selon qu'elle est ou non désirée, elle a ou n'a pas de valeur. L'existence d'une valeur de l'objet est la notion fondamentale. Elle est antérieure à la comparaison des marchandises entre elles. Toute comparaison la suppose. Une chose a de la valeur, telle est la proposition première. Une chose a plus ou moins de valeur qu'une autre est une proposition dérivée. La classification des valeurs pour chaque individu ne se doit pas confondre avec la valeur elle-même.

¹ V. de même en ce qui concerne M. de Böhm-Bawerk la note 3 de la page précédente.

² Wagner, *op. cit.*, p. 485.

De même, pour la société prise dans son ensemble, avant toute comparaison entre la valeur des divers objets, il faut que cette valeur sociale soit. Avec M. Wagner, on peut admettre l'existence d'une valeur d'usage sociale à côté de la valeur d'usage individuelle¹. Cette valeur, résultante de la foule des estimations particulières, exprime l'utilité finale de l'objet pour la société, son aptitude à satisfaire les désirs sociaux, sa désirabilité sociale. La valeur d'échange intervient ensuite pour indiquer la conséquence de la comparaison des diverses valeurs d'usages, fixer le *degré* de désirabilité sociale des objets.

Si la valeur d'usage est comprise ainsi, des variations de la valeur de chaque marchandise dans l'espace et dans le temps se conçoivent indépendamment des autres marchandises suivant que croît ou s'atténue l'intensité du besoin qu'on en a. L'eau qui avait de la valeur pour un voyageur dans un désert, explique M. de Böhm-Bawerk, n'en a presque plus ailleurs pour la même personne, parmi des sources multiples². Un objet a moins de valeur qu'autrefois : voilà qui s'entend parfaitement sans qu'il soit indispensable de songer aux autres objets.

De même, si un seul objet, le blé par exemple, existait qui fût susceptible d'être désiré, la notion de la valeur d'usage subsisterait. Les hommes peineraient pour produire cet objet précieux. Son accroissement ou sa diminution d'une année à une autre, suivant le résultat des récoltes, élèverait ou abaisserait sa désirabilité et sa valeur d'usage.

La valeur d'usage de l'ensemble des marchandises peut donc aussi monter ou descendre. Il ne s'agit pas d'un mouvement auquel prendraient part tous les produits sans exception. Il suffit que des mille fluctuations particulières aux divers objets, il résulte pour l'ensemble une plus forte ou une moindre désirabilité. C'est une question de moyennes. On peut parler de « raretés moyennes » comme on parle de « tailles moyennes », nous dit M. Walras³. Une baisse générale de la taille des hommes ne signifie pas une baisse de la taille de tous les hommes. C'est une des idées favorites de Bastiat, on le sait, que l'affirmation de l'abaissement progressif des valeurs dans l'histoire comme conséquence des suc-

¹ Wagner, *op. cit.*, p. 490.

² De Böhm-Bawerk, *op. cit.*, p. 140.

³ Walras, *op. cit.*, p. 103.

cessifs perfectionnements techniques. La crise aussi consiste en une diminution, mais en une diminution temporaire, des valeurs d'usage des marchandises par suite du fléchissement de leur utilité finale dû à leur surabondance.

CHAPITRE IV

LA RÉALITÉ DE LA BAISSÉ GÉNÉRALE DES VALEURS D'USAGE RÉVÉLÉE PAR LA BAISSÉ DES PRIX LAQUELLE NE RÉSUlte PAS DE LA MONNAIE

Après avoir établi la *possibilité psychologique* d'un amoindrissement général de l'intensité des besoins, la *possibilité logique* d'une baisse générale des valeurs d'usage, il faut prouver maintenant la *réalité* de ces phénomènes, montrer leur présence derrière la baisse des prix qui caractérise la crise.

Dans un régime d'échange en nature rien d'analogue au phénomène de la surproduction générale ne pourrait vraisemblablement se concevoir. Les seules variations de la valeur qu'on connaisse alors sont des variations dans la valeur d'échange. Et une baisse générale des valeurs d'échange n'a pas de sens. Le surplus des produits d'une industrie serait troqué contre le surplus des produits de l'autre industrie sans que se modifie la valeur d'échange des uns ni des autres. L'avilissement général des valeurs d'usage des marchandises tout en existant n'arriverait à se manifester d'aucune manière.

Il en est différemment lorsque l'échange s'effectue par l'intermédiaire d'une monnaie. Une baisse générale des valeurs d'usage peut trouver son expression dans la baisse des prix. Si nous supposons immobile la valeur de la monnaie et qu'on constate une baisse des prix, cette baisse ne peut provenir que de la baisse de la valeur d'usage des marchandises. Leur valeur d'échange peut ne pas avoir varié : les produits se troquent les uns contre les autres de la même manière qu'auparavant ; mais, pour les uns et les autres, on donne aujourd'hui moins de monnaie. Si la valeur de la monnaie est restée intangible, c'est donc qu'a fléchi la désirabilité, la valeur d'usage des marchandises.

Malheureusement, à cause de l'imperfection de la monnaie comme mesure des valeurs, à cause des constantes variations de

sa propre valeur, il n'est pas permis d'attribuer aussi rapidement aux fluctuations de la valeur des marchandises la responsabilité de la baisse des prix. Cette baisse peut tenir à des modifications dans la valeur de la monnaie aussi bien que dans celle des marchandises.

Il peut ainsi y avoir une explication monétaire de la crise et de l'essor, une explication monétaire des mouvements des prix à travers les diverses phases du cycle périodique qui constituerait une application en notre matière de la théorie quantitative de la monnaie. Et il peut y avoir une opinion qui rattache ces mouvements des prix, comme je le fais, aux variations de la valeur des marchandises. Il serait assez embarrassant de se prononcer entre l'une et l'autre hypothèses si, très nettement, n'apparaissaient dans les faits des fluctuations des prix contraires à ce qu'on devait attendre du facteur monétaire. Ces fluctuations ne vont pas seulement me servir à exclure la cause monétaire des crises. Il n'y aurait là qu'un argument négatif en faveur de ma théorie. Elles vont me servir à en faire la démonstration positive, à établir que prospérité et dépression proviennent bien des variations dans la valeur globale des marchandises. Elles vont apporter la preuve et comme la vérification expérimentale de ma thèse.

Or ces mouvements des prix contraires à ce qui devrait résulter des mouvements monétaires se trouvent par là même contraires à la théorie quantitative de la monnaie. Je serai ainsi conduit à montrer les causes de certaines dérogations à la théorie quantitative qu'on a souvent reprochées, sans peut-être en donner une explication suffisante, aux partisans de cette théorie; à insister sur la nécessité de tenir compte, dans l'exposé de la théorie quantitative, de phénomènes souvent oubliés, de l'influence perturbatrice exercée sur les prix par le rythme de la production industrielle qui traverse alternativement des périodes d'essor et de stagnation.

La théorie quantitative fait dépendre les prix, tantôt des seules fluctuations dans les *quantités* monétaires, tantôt, en une formule plus complète, des fluctuations dans les quantités comparées de monnaie et de marchandises, autrement dit dans le *besoin* de monnaie ¹. L'explication monétaire des crises peut de même apparaître sous deux formes. Une première attribuerait l'alternance

¹ Dolléans, *La monnaie et les prix*, p. 43.

des années de prospérité et de dépression aux mouvements des quantités monétaires. Une seconde plus raffinée les attribuerait aux fluctuations du besoin de monnaie provenant de l'inégale allure dans l'accroissement des quantités de monnaie et de marchandises. La crise en particulier résulterait d'une augmentation de monnaie moindre que celle des marchandises. Point ne serait nécessaire de supposer une surproduction générale, une diminution de l'intensité du besoin des marchandises. Il n'y aurait pas excès des produits par rapport aux besoins. Il y aurait trop de produits par rapport à la monnaie. Ou plutôt il n'y aurait qu'insuffisance, pénurie de monnaie. La crise aurait une cause monétaire.

Mais l'observation révèle des mouvements dans les prix contraires à l'une et à l'autre forme de la théorie quantitative ou de l'explication monétaire des crises. Je vais donc examiner successivement cette double série de faits pour prouver que les variations des prix à travers le cycle périodique reflètent bien les variations générales dans les valeurs d'usage des marchandises.

CHAPITRE V

PREUVES EN FAVEUR DE LA THÉORIE DES VARIATIONS GÉNÉRALES DES VALEURS D'USAGE TIRÉES DES MOUVEMENTS DES PRIX CONTRAIRES AUX FLUCTUATIONS DES QUANTITÉS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

Je serai très bref sur la première série des faits que j'ai annoncés. Ils ont un caractère accidentel, ne constituent pas une des manifestations régulières du phénomène des crises, et les preuves que j'en tire ne sont peut-être pas entièrement décisives. Je me bornerai à rappeler certaines dérogations à la théorie quantitative de la monnaie souvent invoquées par les auteurs hostiles à cette théorie.

Ces dérogations pourraient déjà être présentées comme des objections à l'une des théories monétaires des crises, à l'opinion qui fait dépendre de l'accroissement du stock métallique la hausse des prix de la prospérité que suivra la baisse et la crise. Mais je ne veux pas m'arrêter à la réfutation de cette thèse à laquelle ont été opposés souvent de si excellents arguments qu'il serait superflu d'y revenir. Il me faudrait répéter que des événements imprévus, survenant sans régularité, à des dates plus ou moins espacées, comme une augmentation du stock métallique, ne peuvent pas

rendre compte des crises périodiques, du rythme chronique de la production. Il me faudrait à nouveau, par l'examen comparé des statistiques, montrer que si des modifications dans les quantités métalliques ont pu jouer un rôle dans certaines crises, par exemple dans celle de 1857, on n'observe pas quelque chose d'analogue dans toutes les crises.

C'est un autre point qui m'intéresse ici. Ce que je veux, c'est surtout suggérer que les mouvements des prix contraires à l'effet normal des fluctuations des quantités métalliques paraissent bien prouver la réalité des variations générales, à travers la prospérité et la dépression, des valeurs d'usage des marchandises.

Voici d'abord une série d'exemples empruntés à MM. de Foville et Nogaro, relatifs à des années que je classe par groupes et où de fortes augmentations du stock métallique en France ont été accompagnées, en dépit de ce à quoi on aurait dû s'attendre, d'une baisse des prix des marchandises importées ou exportées. Les Index Numbers de Sauerbeck, dont je reproduis également les données, montrent l'existence aussi de la baisse en Angleterre.

Années ¹ .	Augmentation ou diminution du stock métallique en France en millions de francs.	Hausse ou baisse des prix p. 100 par rapport aux années précédentes		Index Numbers de Sauerbeck: Variations par rapport à l'année antérieure.
		d'après les marchandises importées.	d'après les marchandises exportées.	
I				
1865 . . .	+ 222	— 5	— 3,5	— 4
1866 . . .	+ 510	— 5,6	— 6,2	+ 1
1867 . . .	+ 598	— 4,1	— 4,9	— 2
1868 . . .	+ 321	— 2,8	— 4	— 1
1869 . . .	+ 387	— 0,7	— 0,7	— 1
II				
1874 . . .	+ 791	— 6	— 4,5	— 9
1875 . . .	+ 655	— 3,7	— 3,7	— 6
1876 . . .	+ 644	+ 1	+ 0,2	— 1
1877 . . .	+ 541	— 2,3	— 1,4	— 1
1878 . . .	+ 357	— 6,4	— 5,6	— 7
III				
1891 . . .	+ 157	— 3,1	— 1,6	0
1892 . . .	+ 294	— 5,1	— 2,9	— 4
1893 . . .	+ 221	— 2,1	+ 0,8	0
1894 . . .	+ 333	— 6,5	— 6	— 5

¹ Nogaro, *Le rôle de la monnaie dans le commerce international*, p. 177.

Voilà trois séries d'années où un accroissement très considérable du stock métallique aurait dû, d'après la théorie quantitative, entraîner un relèvement des prix. Cependant c'est la baisse qui domine. Voici maintenant ce qu'on observe pendant des années de hausse des prix.

Années.	Augmentation ou diminution du stock métallique en France en millions de francs.	Hausse ou baisse des prix p. 100 par rapport aux années précédentes		Index Numbers de Sauerbeck : Variations par rapport à l'année antérieure.
		d'après les marchandises importées.	d'après les marchandises exportées.	
I				
1871 . . .	— 199	+ 5,1	+ 0,3	+ 4
1872 . . .	+ 49	+ 3,6	+ 2,2	+ 9
II				
1888 . . .	— 44	+ 1,3	+ 1,1	+ 2
1889 . . .	+ 216	+ 3,4	+ 2,6	+ 2
1890 . . .	— 104	+ 0,3	+ 0,9	0
III				
1898 . . .	— 110	+ 2,2	+ 0,2	+ 2
1899 . . .	+ 127	+ 7,1	+ 0,5	+ 4

Cette fois ce sont des années de faible augmentation ou même de diminution du stock métallique qui, au lieu de déterminer la baisse des prix comme le veut le raisonnement théorique, coïncident avec la hausse.

Que conclure de ces faits et d'autres semblables qu'on observe en d'autres pays? Faut-il en déduire le caractère erroné de la théorie quantitative comme le font certains auteurs? Faut-il, au contraire, demeurer fidèle à la théorie et faire valoir que les prix dépendent moins des fluctuations métalliques nationales que des fluctuations internationales, ou encore que l'on doit tenir compte aussi, au moins pour certains des faits invoqués, de la démonétisation, de la dépréciation de l'argent? En tout cas, les choses demandent à être expliquées. Et il me semble que l'explication la plus plausible ne sera trouvée que si on rapproche du problème posé par la théorie quantitative le problème des crises et qu'on les éclaire l'un par l'autre. Par là même apparaîtront des arguments sérieux en faveur de ma théorie des crises.

Si on confronte en effet les chiffres indiqués plus haut avec d'autres chiffres, avec les chiffres des années de crises depuis une

quarantaine d'années, on remarque aussitôt qu'un rapport doit exister entre les uns et les autres. — Je viens de signaler trois groupes d'années où l'accroissement du stock monétaire, loin d'avoir relevé les prix, n'a pu empêcher leur baisse. Mais c'est que ce sont là les années de *dépression* qui (à l'étranger comme en France, ainsi que le montrent les Index Numbers de Sauerbeck) ont suivi respectivement les *crises* de 1864, 1873, 1890. — De même les trois autres séries d'années où l'arrêt de l'augmentation, où la diminution même du stock monétaire n'ont pu cependant entraver la hausse des prix, sont les années de *prospérité* qui ont précédé les *crises* de 1873, 1890, 1900. — La théorie quantitative est en défaut parce que l'influence exercée sur les prix par le facteur monétaire est paralysée par une influence contraire tenant aux cycles périodiques, à la succession régulière des périodes de prospérité et de dépression. Quelle est donc cette influence?

Il est vraisemblable que le facteur monétaire a bien dû agir de la façon que le prévoit la théorie quantitative. L'afflux des métaux précieux en France, au moins après la crise de 1864, sinon avec certitude, à cause de la dépréciation de l'argent, après les crises de 1873 et 1890, a dû avoir réduit la valeur de la monnaie. Toutes choses égales, les prix auraient dû hausser sous l'action du facteur monétaire. Ils auraient même dû hausser d'autant plus que comme je le montrerai longuement plus loin, dans les années de dépression diminue le *besoin* de monnaie par suite du ralentissement des transactions. Il y avait à la fois plus de monnaie et moins de marchandises en circulation. La hausse aurait dû prendre une allure accélérée. Et cependant ce fut la baisse!

Voici sans doute la seule façon satisfaisante de comprendre les choses : En même temps que par suite de l'accroissement de la monnaie, baissait son utilité finale, sa désirabilité, sa valeur d'usage, en même temps baissait aussi, ainsi que baisse aux années de dépression, l'utilité, la désirabilité, la valeur d'usage des marchandises. Et la dépréciation des marchandises était plus marquée que la dépréciation de la monnaie. Si lorsque fléchit la valeur d'usage de la monnaie, ne fléchit pas cependant sa valeur relative, sa valeur d'échange, son pouvoir d'achat de marchandises, c'est donc que la valeur d'usage de la marchandise a diminué de son côté et diminué de façon plus considérable. On a bien la une preuve que la baisse des prix pendant la dépression : 1° ne

provient pas des fluctuations dans les quantités monétaires ; 2^o résulte de la baisse de la valeur d'usage globale des marchandises.

On raisonnerait de même en ce qui concerne la hausse des prix constatée, en dépit du ralentissement des importations métalliques, durant les années de prospérité ayant précédé les crises de 1873, 1890, 1900, pour prouver que la prospérité a sa source dans une hausse générale de la valeur d'usage de la marchandise.

Les mouvements des prix ainsi ne traduisent pas simplement des variations relatives, des variations dans le pouvoir d'achat de la monnaie. Ils peuvent impliquer aussi des variations absolues de la valeur de la marchandise s'effectuant dans le même sens que celles de la valeur de la monnaie. Prospérité et dépression tiennent aux fluctuations de la valeur globale de la marchandise.

CHAPITRE VI

PREUVES TIRÉES DES MOUVEMENTS DES PRIX CONTRAIRES AUX FLUCTUATIONS DANS LE BESOIN DE MONNAIE

Il convient d'attacher plus d'importance à cette seconde série de dérogations, aux mouvements des prix contraires à ce qu'on devrait attendre des variations dans le *besoin* de monnaie. Ces mouvements, en effet, se produisent régulièrement, font partie de l'ensemble des traits spécifiques des cycles périodiques. De plus, tandis qu'aux déductions tirées des dérogations précédentes à la théorie quantitative on pouvait opposer la possibilité d'une autre explication tirée de l'état des prix dans le monde, des conditions monétaires mondiales, l'objection ne pourrait être répétée ici, car les dérogations auxquelles je vais passer maintenant se produisent simultanément dans de nombreux pays, les cycles périodiques y déroulant à peu près en même temps leurs phases successives.

Je vais employer ces dérogations comme les précédentes à une double fin. — Premièrement elles montrent l'erreur de l'explication monétaire des cycles même sous sa forme supérieure, l'erreur de la théorie qui les attribuerait aux fluctuations dans le *besoin* de monnaie, à l'insuffisance de la monnaie contrastant avec un accroissement considérable des marchandises. — Deuxièmement et surtout elles fournissent l'argument le plus sûr à l'opinion que je soutiens et qui fait dépendre les fluctuations alternatives des prix, dans la

prospérité et la dépression, des variations dans la valeur d'usage de l'ensemble des marchandises.

Pendant la prospérité, à raison de l'activité industrielle, de la multiplication des échanges, — à raison aussi de la hausse même des prix qui, pour le paiement de chaque marchandise, oblige à des versements de monnaie plus considérables, — devient beaucoup plus intense le besoin de monnaie. Sans doute l'extension du volume des marchandises porte avec elle le moyen de satisfaire partiellement au besoin qu'elle crée. Elle ajoute à l'émission des lettres de change, augmente la masse des substituts de monnaie susceptibles de servir aux règlements. Mais quelque ampleur que puisse prendre ainsi la circulation fiduciaire, une base métallique plus large paraît nécessaire à un mouvement fiduciaire accru. De fait, les symptômes de cette intensité du besoin de monnaie sont constamment énumérés parmi les indices ordinaires de la prospérité : réduction de l'encaisse des banques, gonflements de la circulation des billets, hausse du taux de l'escompte. La contraction, la gêne monétaire conduit presque parfois à des sortes de crises monétaires qui se manifestent au cours même d'une magnifique prospérité, entraînent des hausses considérables du taux de l'escompte, comme ce taux de 7 p. 100 en Allemagne dans les années de brillant essor que furent les années 1899 ou 1906.

La hausse du taux de l'escompte pendant la prospérité ne tient pas seulement, il est vrai, au resserrement monétaire. Comme il suppose un prêt, l'escompte participe, avec l'intérêt, à une même hausse résultant de la hausse des prix et des profits à cette époque, de la rentabilité plus grande des capitaux, de la demande plus forte, de la rareté des capitaux disponibles. Cependant, à cause de son caractère spécial de prêt de monnaie, l'escompte révèle, par ses hausses brusques et plus accentuées que celles de l'intérêt, la pénurie monétaire dont on souffre durant la prospérité.

A l'inverse, pendant la période de dépression, à cause du ralentissement des transactions, de la baisse des prix aussi, décroît le besoin de monnaie. L'encaisse des banques grossit, la somme des billets en circulation, le taux de l'escompte s'abaissent. C'est une période de pléthore monétaire.

Or, l'augmentation du besoin de monnaie dans la prospérité, la hausse de la valeur de la monnaie devraient entraîner une hausse de son pouvoir d'achat, une baisse des prix. De même, dans la dépres-

sion, la diminution du besoin de monnaie, la surabondance de monnaie devrait avoir comme conséquence la hausse des prix. Et justement, prospérité et dépression sont caractérisées par des mouvements de prix exactement contraires.

Pour expliquer ces contradictions à la théorie quantitative, on ne doit pas chercher du côté des variations dans le stock métallique. D'abord ces variations ne s'effectuent qu'irrégulièrement, et il s'agit ici de phénomènes périodiques. De plus, on a vu, au chapitre précédent, qu'il est des exemples nombreux de diminution du stock métallique dans la prospérité et d'accroissement dans la dépression : ce qui aggrave encore la dérogation à la théorie quantitative. Dans la prospérité, ainsi, il arrive parfois que se restreint l'offre de monnaie. En tout cas et surtout, la demande de monnaie a en même temps considérablement grandi, à cause d'une énorme amplification du volume des marchandises. Rarement, peut-être, on a eu un tel besoin de monnaie. D'autre part, il est peu entré de métaux précieux dans le pays. Offre et demande, variations dans les quantités monétaires et dans le besoin de monnaie s'accordent pour dicter une hausse du pouvoir d'achat de la monnaie, un effondrement des cours. Et cependant continue la brillante ascension des prix. — De même, mais en sens inverse, durant la dépression.

Comment expliquer ces dérogations à la théorie quantitative? Et, en négligeant maintenant les fluctuations du stock métallique, dont il a été déjà parlé, pour ne considérer que les fluctuations dans le besoin de monnaie, comment expliquer les dérogations périodiques à la théorie?

Il est pourtant vraisemblable que les variations du besoin de monnaie ont exercé sur la valeur propre de la monnaie l'influence que leur prête la théorie quantitative. L'accroissement du besoin de monnaie dans la prospérité, l'intensité grandie du désir de monnaie ne peuvent pas ne pas avoir entraîné une hausse de sa valeur, du moins de sa valeur d'usage. Cette hausse aurait dû s'accompagner d'une hausse de sa valeur d'échange, de son pouvoir d'achat. Si cependant on observe le contraire; si ce sont les prix qui haussent; s'il faut donner beaucoup de monnaie en échange de peu de marchandises; si la valeur relative de la monnaie, sa valeur par rapport aux marchandises a baissé : une seule explication est possible : c'est que, dans le même temps, s'est élevée aussi

la valeur d'usage des marchandises. Si la monnaie, certainement plus désirée, — puisque la pénurie de monnaie va presque jusqu'à la crise monétaire — ne parvient pas cependant à acheter plus de marchandises, c'est donc que les marchandises sont plus désirées encore. Si l'appréciation absolue de la monnaie ne détermine pas son appréciation relative, c'est donc que l'appréciation absolue de la marchandise est plus considérable encore. C'est la preuve que la prospérité consiste en une hausse générale de l'utilité finale, de la valeur d'usage des marchandises. — Et, par les mêmes arguments, on montrerait que la baisse des prix pendant la période de dépression tient à la baisse de l'utilité finale, de la valeur des marchandises.

On peut ainsi énoncer les propositions suivantes :

1° Les variations des prix ne proviennent pas, au cours de la prospérité et de la dépression, de l'inégale allure dans l'accroissement des quantités de monnaie et de marchandises. Le prix n'exprime pas nécessairement le rapport entre les quantités de monnaie et de marchandises. Il exprime seulement le rapport entre la valeur de la monnaie et la valeur de la marchandise. Les deux choses ne se confondent pas toujours puisque dans la prospérité et la dépression les mouvements des prix s'effectuent en sens inverse des rapports quantitatifs. Dans la prospérité les prix haussent malgré une augmentation quantitative des marchandises beaucoup plus considérable que celle de la monnaie, malgré l'insuffisance de monnaie. Dans la dépression, les prix baissent malgré la surabondance relative de la monnaie.

2° Les mouvements des prix ne supposent pas uniquement des variations relatives, des variations dans la valeur d'échange, dans les taux d'échange réciproques de la monnaie et des marchandises. Les variations relatives sont elles-mêmes la conséquence de variations absolues, de variations dans la valeur d'usage respective de la monnaie et des marchandises. S'il n'existait que des variations relatives, tout accroissement du besoin et par suite de la valeur de la monnaie impliquerait accroissement de son pouvoir d'acquisition, diminution de la valeur relative des marchandises. Or dans la prospérité on a des signes manifestes d'une augmentation de la valeur de la monnaie dont la désirabilité s'intensifie. Et cependant la valeur relative de la marchandise, loin de fléchir, demeure très élevée puisque se maintient la hausse des prix. C'est donc que les valeurs d'usage de

la monnaie et de la marchandise ne sont pas en fonction l'une de l'autre, mais constituent deux grandeurs indépendantes susceptibles de varier dans le même sens et de décroître simultanément. La valeur absolue de la monnaie grandit et cependant sa valeur relative baisse parce que grandit en même temps la valeur absolue de la marchandise. La valeur d'usage de la monnaie s'élève et cependant tombe sa valeur d'échange parce que s'élève en même temps la valeur d'usage de la marchandise. On saisit sur le fait l'existence de variations absolues des valeurs, de variations concomitantes dans les valeurs d'usage de la monnaie et de la marchandise.

3° La réalité de la hausse et de la baisse collectives des valeurs d'usage des marchandises se trouve également démontrée. Ces variations des valeurs des marchandises peuvent seules expliquer les fluctuations des prix dans la prospérité et la dépression. La hausse générale des prix dans la prospérité, qui ne résulte pas de la dépréciation de la monnaie puisqu'on est dans une période d'appréciation absolue de la monnaie, ne peut résulter que de l'appréciation absolue des marchandises. Malgré l'intensité plus grande de la demande de monnaie, les prix cependant ne baissent pas à cause qu'est plus intense encore la demande des marchandises. L'accroissement de l'utilité finale de la monnaie n'est même que la conséquence de l'accroissement de l'utilité finale des marchandises qui a donné l'impulsion à l'activité industrielle, à la multiplication des transactions, causes de la pénurie monétaire. C'est la hausse de la valeur d'usage de la marchandise qui entraîne à sa remorque la hausse de la valeur d'usage de la monnaie. C'est elle qui est le phénomène décisif, le phénomène constitutif de la période de prospérité. — De même la baisse des prix pendant la dépression ne peut provenir que de l'avalissement général de la valeur d'usage des marchandises.

CHAPITRE VII

LES VARIATIONS DES VALEURS ET DES PRIX A TRAVERS LES DIVERSES PHASES DU CYCLE PÉRIODIQUE

J'ai montré que l'augmentation du besoin de monnaie dû à l'accroissement du volume des marchandises n'arrive pas cependant à abaisser les prix à cause d'une augmentation plus considérable encore de l'intensité du besoin des marchandises. Mais d'où

vient que l'abondance des marchandises en circulation n'entraîne pas leur dépréciation? Comment leur haute désirabilité se concilie-t-elle avec leur extrême multiplication?

Il faut faire intervenir ici ce grand fait moderne de l'allongement capitaliste du procès de production où je chercherai, on le sait déjà, la cause de la survenance périodique des crises. La hausse des prix et la prospérité se dessinent lorsque se manifeste le manque d'objets de consommation qui fait croître leur utilité finale. Mais avant de fabriquer les biens de consommation, il faut fabriquer les capitaux nécessaires dont le prix s'élève également. La prospérité est principalement une période de création de capitaux, de capitalisation. Tant que ne s'achève pas cette période, tant qu'on n'arrive pas à la production des objets de consommation désirés, dure la prospérité, grossit, d'une part, considérablement le nombre des transactions, mais de transactions portant surtout sur des capitaux, persiste d'autre part l'insuffisance des biens de consommation et partant leur valeur élevée. Le capital n'étant fabriqué qu'en vue de l'objet de consommation, du produit final, sa désirabilité, sa valeur dépendent de la valeur de ce dernier¹. La haute valeur des biens de consommation maintient la valeur des capitaux, soutient tout l'édifice des hauts prix. Malgré l'ampleur des transactions, le besoin social demeure insatisfait puisque ne sont pas encore en activité, ni même terminés les capitaux, et qu'ainsi ne sont pas offertes à la population les quantités voulues de biens de consommation. Ce sont les mouvements de la valeur des objets de consommation qui déterminent les mouvements de la valeur de l'ensemble des marchandises et qui, à cause de la durée du procès de production, prolongent temporairement la hausse des prix en dépit de l'augmentation du volume des marchandises.

Cette distinction entre le total des marchandises en circulation et le total des objets de consommation existants sur lesquels se règle toute la série des valeurs permet de comprendre les variations des valeurs et des prix à travers les diverses phases du cycle périodique.

Pendant la prospérité, la rareté des objets de consommation entraîne la hausse générale de la valeur des marchandises. Cette hausse suscite une forte production de capitaux, une fiévreuse

¹ V. plus loin 2^e partie, ch. III, § 2 au début.

activité industrielle, laquelle à son tour, peu à peu, à mesure que se déroule la période de prospérité, intensifie le besoin de monnaie, élève la valeur d'usage de la monnaie. Cependant n'augmente pas la valeur d'échange de la monnaie, ne baissent pas les prix. Et cela, parce que malgré l'accroissement des transactions, mais de transactions ayant trait principalement à des capitaux, subsiste la hausse de la valeur d'usage des marchandises résultant de la pénurie des objets de consommation. La hausse de la valeur des marchandises est plus accusée que celle de la monnaie. Le pouvoir d'achat de la monnaie reste faible, les prix sont élevés.

Lorsque survient la crise, la chute des prix ne saurait être imputée au facteur monétaire. Aucun changement notable ne se produit en ce qui concerne la monnaie. Elle continue à être très désirée. Sa valeur d'usage demeure très haute. La crise marque, il est vrai, le point culminant de sa hausse, le moment où la contraction monétaire est le plus aiguë, le taux de l'escompte le plus élevé. Mais cette hausse existait déjà. La baisse des prix ne tient donc pas à la monnaie puisque alors elle aurait dû se manifester déjà durant les dernières années de la prospérité caractérisées par le resserrement monétaire. La perturbation des prix ne peut provenir que d'une perturbation dans la valeur des marchandises. Le procès de production est, en effet, arrivé à son dernier stade. La masse des objets de consommation, qu'un outillage trop considérable, que la surcapitalisation de la prospérité permet maintenant d'offrir à la population, précipite la baisse de la valeur d'usage de ces objets et par répercussion la baisse des capitaux, la baisse de l'ensemble des marchandises. La valeur d'échange, le pouvoir d'achat de la monnaie croit maintenant : mais c'est à cause de l'effondrement de la valeur d'usage des marchandises. C'est la diminution de l'utilité finale de ces dernières qui détermine l'avilissement des prix.

Après les semaines de crise, pendant la période de dépression qui suit, la faiblesse des transactions due à la sous-capitalisation, due au ralentissement de la production, mais de la production surtout de capitaux, amoindrit peu à peu l'intensité du besoin de monnaie, abaisse sa valeur d'usage. La monnaie progressivement afflue dans les banques à mesure que se prolonge la dépression et le taux de l'escompte se réduit. Cependant ne se relèvent pas les prix. Malgré, en effet, la restriction de la circulation générale des mar-

chandises, l'abondance des objets de consommation, résultat de la surcapitalisation antérieure, la lourdeur des stocks maintiennent la baisse de la valeur de ces objets et, par voie de conséquence, la baisse de la valeur des capitaux et de l'ensemble des marchandises. La baisse de la valeur de la marchandise dépasse même celle de la monnaie. C'est pourquoi reste considérable la valeur relative, la valeur d'échange, le pouvoir d'achat de la monnaie en dépit du fléchissement de sa valeur absolue, de sa valeur d'usage. C'est pourquoi persiste la baisse des prix.

Au terme de la période de dépression, la valeur d'usage de la monnaie est toujours faible. Rien ne se modifie en ce qui la touche. Le relèvement des prix ne saurait être attribué à l'abondance monétaire puisque cette abondance existait déjà dans les années de dépression. Le changement ne peut venir que de la valeur des marchandises. A cause de la sous-capitalisation, de l'extension normale des besoins aussi, commence à se manifester la pénurie d'objets de consommation. Leur utilité finale, leur valeur s'élève et, par suite aussi, la valeur des capitaux, de l'ensemble des marchandises. Le pouvoir d'achat, la valeur d'échange de la monnaie faiblit, l'ascension des prix s'accuse : mais c'est à cause de la hausse de la valeur d'usage de la marchandise.

A travers toutes ces phases, ce sont les variations de la valeur des marchandises, qui ont mené tout le mouvement. Au moment de la crise et au point de départ de l'essor seulement l'état des prix n'est pas contraire à ce qu'on pourrait attendre de l'influence du facteur monétaire. On constate cependant que ce n'est pas ce facteur qui agit. Et durant la prospérité et la dépression, les fluctuations des prix s'effectuent en des sens opposés à ce qui devrait résulter du besoin de monnaie : preuve que ces fluctuations sont la conséquence des variations générales dans la valeur d'usage des marchandises.

CHAPITRE VIII

LA PORTÉE EXACTE DE LA THÉORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE DANS LA PRODUCTION CAPITALISTE CARACTÉRISÉE PAR SES CYCLES PÉRIODIQUES

Les faits que l'on peut objecter à la théorie quantitative permettent, on l'a vu, d'étayer une théorie de la surproduction générale. Mais que doit-on penser, après ces analyses, de la théorie quantitative elle-même?

La théorie quantitative devrait être considérée comme fausse si elle prétendait à tout moment faire dépendre les variations des prix — toutes choses, circulation fiduciaire, vitesse de la monnaie, etc. restant égales —, des variations dans les *quantités* comparées de monnaie et de marchandises. Le prix résulte non pas des *quantités*, mais des *valeurs* d'usage comparées de la monnaie et de la marchandise. Or, — et c'est en quoi réside l'erreur de la théorie —, dans la production capitaliste les rapports des valeurs d'usage ne se subordonnent pas étroitement aux rapports quantitatifs.

En ce qui concerne la monnaie seulement, une diminution de la quantité monétaire, de l'*offre* de monnaie, ou encore un accroissement de la quantité des marchandises, un accroissement de la *demande* de monnaie augmentent l'intensité du besoin de la monnaie, élèvent sa valeur d'usage. Mais il n'en est pas nécessairement de même pour les marchandises. A cause de l'allongement capitaliste du procès de production, la pénurie des objets de consommation détermine une hausse temporaire de leur valeur et par répercussion une hausse de la valeur des capitaux, une hausse ainsi de l'ensemble des marchandises, hausse qui se maintient en dépit d'une multiplication considérable de marchandises consistant surtout en capitaux, tant que le procès de production ne touche pas à son dernier stade, que le besoin d'objets de consommation n'est pas enfin satisfait. A la fois coexistent l'accroissement quantitatif des marchandises, l'abondance des transactions et cependant la hausse générale des valeurs d'usage résultant du déficit des biens de consommation. Les mouvements de la valeur d'usage de la marchandise s'effectuent durant ce temps en sens inverse de ses mouvements quantitatifs. Les fluctuations des prix au cours des périodes de prospérité et de dépression contredisent la théorie quantitative.

Cette théorie demeure cependant exacte si on ne la prétend pas d'application constante dans le régime économique moderne, si on en fait une théorie qui a sa place dans un état hypothétique d'équilibre, une première approximation abstraite. Logiquement en effet le rapport des valeurs d'usage devrait obéir aux rapports des quantités. Comme la valeur de la monnaie, la valeur de la marchandise aussi devrait fléchir avec son augmentation quantitative.

Il en serait bien ainsi si la production s'accomplissait de façon instantanée. Il en est à peu près ainsi dans un régime précapitaliste. Lorsqu'il est fait un faible usage de capitaux, qu'on ne se

sert que d'outils, d'outils en petit nombre et de construction rapide, la quantité globale des marchandises en circulation se confond presque avec la quantité des biens de consommation. La valeur de la marchandise dépendant de ces derniers biens se trouve alors dépendre par là même des quantités totales de marchandises. Rapports des valeurs d'usage et des quantités évoluent de concert.

Il en serait encore de même en régime capitaliste malgré la longue durée du procès de production, si subsistait l'équilibre entre la production et les besoins. Le montant de la capitalisation demeurerait alors à tout moment exactement proportionné au montant des objets de consommation. Les fluctuations dans les quantités de biens de consommation de quoi dépendent les valeurs concorderaient avec les fluctuations dans les quantités totales des marchandises. Valeurs et quantités varieraient encore simultanément.

Mais cet état d'équilibre n'existe pas. Et ce qui oblige à rectifier la théorie quantitative, à passer à une seconde approximation, le facteur perturbateur qui paralyse l'influence de la loi hypothétique, c'est précisément cette alternance des périodes de prospérité et de dépression qui caractérise le développement industriel moderne. Des époques d'intense augmentation de la production, mais d'une augmentation qui porte surtout sur les capitaux, se trouvent être cependant des époques où la valeur des marchandises demeure élevée à cause de la pénurie des biens de consommation. Et inversement en temps de dépression. Les variations dans les quantités totales des marchandises, variations provenant principalement, pendant ces périodes, des capitaux, ne correspondent pas avec les variations dans les quantités d'objets de consommation lesquelles surtout donnent l'impulsion aux fluctuations générales des valeurs d'usage. Et c'est ainsi que les rapports des valeurs d'usage sont indépendants des rapports quantitatifs globaux.

A cause ainsi de ce phénomène perturbateur qu'est le cycle périodique, la théorie quantitative exacte en un état d'équilibre, à l'état statique, ne préside plus d'une façon continue aux fluctuations des prix dans cet état de déséquilibre chronique qui caractérise la production capitaliste. Des facteurs secondaires font à l'état dynamique échec à l'application des facteurs généraux. Il semble bien cependant que ces derniers n'en continuent pas moins à exercer une certaine action à côté des facteurs secondaires. Et en effet, lorsque le phénomène perturbateur ne vient pas se mettre en

travers ou lorsqu'on en peut faire abstraction, des deux façons suivantes peut se constater l'influence de la loi générale, la conformité avec les faits de la théorie quantitative.

Elle s'aperçoit d'abord aux instants où une certaine concordance existant entre les quantités de capitaux et d'objets de consommation produits, rien ne vient plus empêcher la valeur d'usage globale des marchandises de dépendre de leur quantité comme le veut la théorie. Ces instants se rencontrent à l'intersection des périodes de prospérité et de dépression, au moment de la crise où capitaux et objets de consommation sont également surabondants, ainsi qu'au point de départ de la prospérité où ils sont également insuffisants. L'effet perturbateur des facteurs secondaires s'efface alors. La valeur d'usage de la marchandise retombe sous l'action de sa quantité. Le rapport des valeurs peut correspondre au rapport des quantités. L'accroissement du volume des marchandises et du besoin de monnaie, qui pendant la prospérité n'arrivait pas à faire fléchir la valeur des marchandises et leur prix, y parvient enfin à l'heure de la crise. La diminution du volume des marchandises et du besoin de monnaie, qui pendant la dépression n'arrivait pas à rehausser la valeur des marchandises et leur prix, y réussit de même au début de l'essor. Les faits ne sont plus contraires à la théorie quantitative.

D'une seconde manière encore peut s'observer l'application de la théorie quantitative.

En raisonnant d'abord théoriquement, on doit penser que si on ne se contente pas de suivre les fluctuations des prix à l'intérieur de chaque cycle périodique, mais qu'on compare les uns aux autres les prix des divers cycles périodiques successifs, doit apparaître la possibilité de deux séries de mouvements des prix : Les uns à l'intérieur des cycles périodiques dérogeant à la théorie quantitative et obéissant à l'influence perturbatrice de la loi secondaire qui, à cause de l'allongement du procès de production capitaliste fait échapper la valeur d'usage globale des marchandises à l'action de leur quantité. Les autres chevauchant à travers les cycles périodiques successifs et subissant l'influence de la théorie quantitative. Si, en effet, dans l'ensemble d'un cycle périodique, la circulation monétaire a été plus ample ou la quantité des marchandises plus restreinte que dans l'ensemble du cycle antérieur, il est vraisemblable que conformément à la théorie quantitative les prix seront plus élevés que durant le cycle précédent. La

moyenne des prix pour tout le cycle, années de prospérité et de dépression confondues, sera plus haute. Pendant la prospérité l'élévation des prix sera plus accentuée, parce qu'à l'action des facteurs secondaires qui poussent à la hausse dans l'un et l'autre cycle, vient s'ajouter dans le second cycle l'influence de la loi générale, de la loi des quantités qui agit également dans le sens de la hausse. Pendant la dépression, la baisse dans le second cycle sera moins prononcée, parce que l'action des facteurs secondaires qui pèsent sur les cours est contrariée par l'effet de la loi des quantités qui tend à les raffermir. — Ce sera l'inverse si on suppose à travers tout le cycle périodique une diminution des quantités monétaires ou un accroissement du volume des marchandises par rapport au cycle antérieur : la moyenne générale des prix sera plus faible, la hausse pendant la prospérité moindre et la baisse pendant la dépression plus profonde.

Ainsi doivent se combiner le jeu de la loi générale et de la loi secondaire. Celle-ci explique une alternance régulière des hausses et des baisses des prix, à l'intérieur des cycles périodiques, s'effectuant en dépit de la théorie quantitative. Mais la théorie des quantités explique les différences d'ensemble entre les cycles périodiques successifs. La loi secondaire commande aux oscillations des prix dans chaque cycle périodique. Mais la loi générale commande au niveau moyen des prix autour duquel se font ces oscillations, au niveau des prix dans cet état hypothétique d'équilibre autour duquel se meut le cycle périodique. Il est des lois secondaires qui règlent la succession rythmique du flux et du reflux. Mais la ligne hypothétique autour de laquelle se balancent les marées, la limite de la mer qui, submergeant ou au contraire laissant à découvert d'immenses surfaces, recule ou avance à travers les siècles, suivant les péripéties de la lutte entre l'océan et le continent, est déterminée par les lois générales qui président à la distribution des terres et des eaux sur le globe.

Il est vrai que, passant maintenant aux faits, la vérification intégrale de l'influence ainsi entendue de la loi quantitative est malaisée à cause de notre ignorance, en dépit des procédés ingénieux proposés pour y remédier, du volume des marchandises. Mais à tout le moins, mieux informés pour ce qui est du stock métallique, pouvons-nous suivre les conséquences sur les prix de ses variations. Et justement, pour ne prendre que des exemples

récents, l'histoire des prix dans ces trente-cinq dernières années nous présente bien à côté des fluctuations régulières des prix constituant les cycles périodiques, à côté de la cadence alternée des hausses et des baisses indépendantes de la théorie quantitative, nous présente des mouvements des prix à travers les cycles périodiques successifs où se révèle une répercussion des modifications du stock métallique conforme à la théorie quantitative. De 1873 à 1907, on assiste bien au rythme des hausses et des baisses qui se suivent alternativement. Mais dans une première et ample période, de 1873 à 1896, c'est d'un cycle périodique à un autre une baisse qu'on constate dans l'allure générale des prix. A partir de 1896, au contraire, se manifeste un relèvement moyen des cours qui dure encore aujourd'hui. Il est permis de penser que la longue période de dépression de 1873 à 1896 se doit attribuer principalement à la pénurie monétaire résultant de la démonétisation, de la dépréciation de l'argent, tandis que l'exploitation des riches mines d'or sud-africaines a contribué grandement à la hausse des prix depuis 1896. Que l'on compare, en effet, ce que je ne puis faire ici, les divers facteurs susceptibles d'agir sur les prix dans l'une et l'autre période, on ne trouvera de changement notable qu'en ce qui concerne le facteur monétaire. C'est donc bien, par application du procédé méthodologique bien connu, à ce facteur que devra être rattaché le changement dans les prix.

L'examen de l'un quelconque des *Index Numbers*, de celui de Sauerbeck, par exemple, montre assez nettement, de 1873 à 1907, la double action sur les prix dont je viens de parler, celle qui résulte des cycles périodiques, et celle qui résulte de la loi des quantités.

C'est ainsi, en premier lieu, que, si de 1873 à 1896, comme de 1896 à 1907, années de hausse et de baisse alternent régulièrement, les *Index Numbers* témoignent d'une baisse plus accusée durant les dépressions de la première période, et d'une hausse plus marquée durant les prospérités de la seconde. Dans la première période, en effet, la baisse des prix due au facteur monétaire, au jeu de la théorie quantitative, vient aggraver la chute des cours aux années de dépression et entraver l'ampleur de l'essor aux années de prospérité. Dans la seconde période, la hausse des prix due à l'abondance monétaire imprime une impulsion plus vigoureuse à la hausse dans la prospérité et ralentit la baisse dans la

dépression. Voici, en effet, d'après les Index Numbers de Sauerbeck, la succession des cours *extrêmes* des prix, des cours les plus élevés et des cours les plus bas se suivant alternativement dans les divers cycles périodiques depuis 1873.

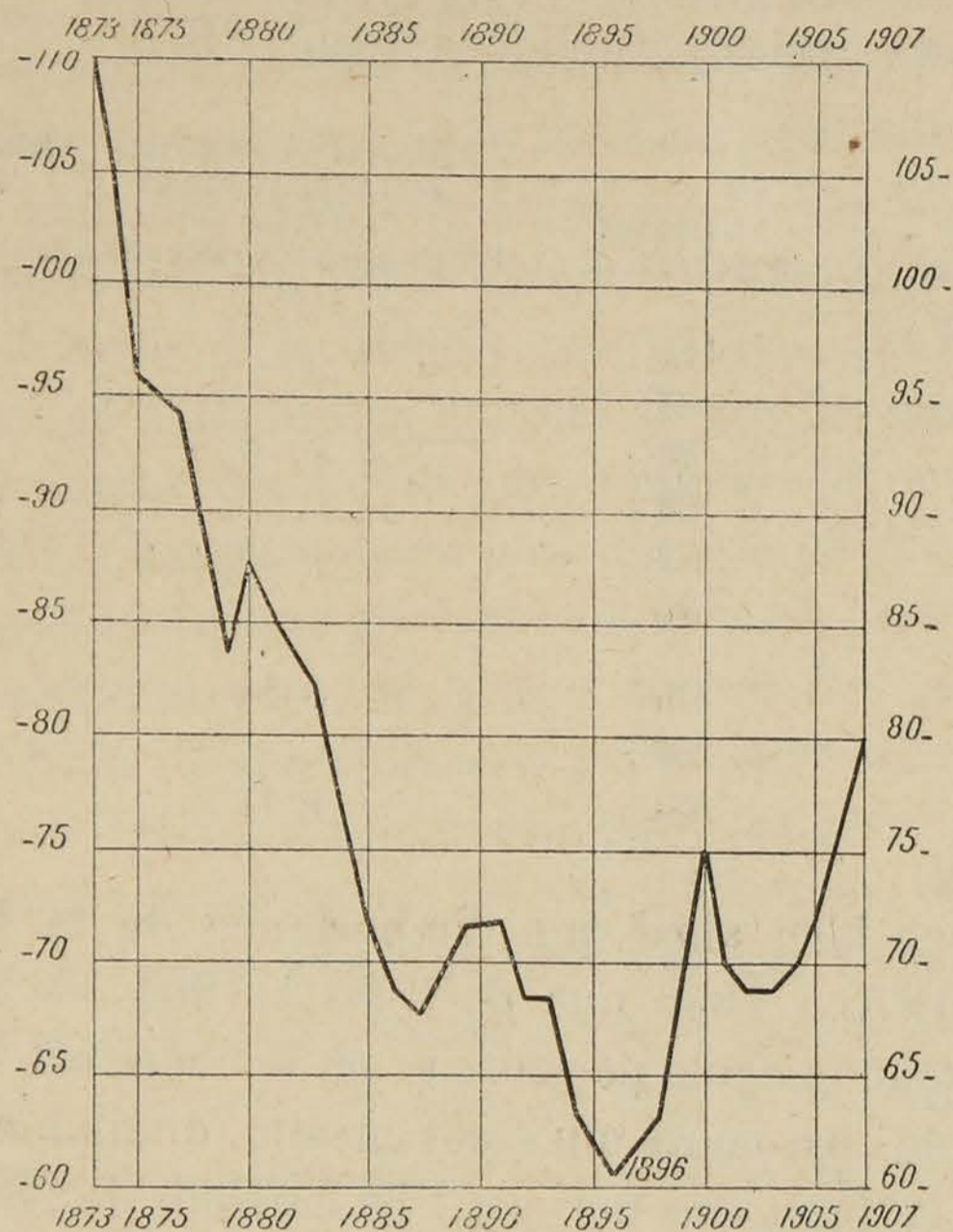
Années de hausse et de baisse maxima	Index Numbers de Sauerbeck	Différence en plus entre l'année de la plus grande hausse et l'année de la plus grande baisse antérieure	Différence en moins entre l'année de la plus grande baisse et l'année de la plus grande hausse antérieure
1873	111		
1879	83		— 28
1880	88	+ 5	
1887	68		— 20
1890	72	+ 4	
1896	61		— 11
1900	75	+ 14	
1903	69		— 6
1907	80	+ 11	

On observe bien ainsi que l'importance de la baisse est plus accusée de 1873 à 1896 que de 1896 à 1907. — Les prix, entre l'année de chaque cycle périodique où le cours est le plus élevé et l'année du plus bas cours qui vient ensuite, diminuent considérablement dans la première période : ils baissent de 28, de 20, de 11. Dans la seconde période, la baisse atténuée par le facteur monétaire est seulement de 6. — C'est l'inverse pour la hausse : l'augmentation des prix entre le minimum de chaque cycle et le maximum qui suit est très faible dans la première période où l'essor est paralysé par le facteur monétaire : elle est de 5 et de 4. Au contraire depuis 1896 la hausse des années de prospérité est plus accentuée, et l'augmentation des prix est de 14, de 11.

Le diagramme suivant (v. p. 48) dressé à l'aide des index Numbers de Sauerbeck montre de 1873 à 1896 comme de 1896 à 1907 la succession des courbes ascendantes et descendantes. Mais entre 1873 et 1896 les lignes descendantes sont très longues et les lignes ascendantes singulièrement courtes. A partir de 1896 au contraire les lignes ascendantes s'allongent et la ligne descendante se raccourcit. De sorte que l'allure générale des prix au lieu de s'effectuer dans le sens de la baisse comme dans la première période, s'effectue dans le sens de la hausse depuis 1896.

De même, en second lieu, si on calcule la moyenne des prix pour chacun des cycles périodiques successifs, on constate d'abord une

baisse persistante d'un cycle à l'autre, puis au contraire avec le dernier cycle un relèvement des cours. Afin de pouvoir conduire



mes comparaisons jusqu'à la date la plus récente, si je fais aller chaque cycle d'une crise à une autre et que je cherche la moyenne des prix pour chaque cycle d'après les index Numbers de Sauerbeck, je trouve :

1865-1873 . . .	102
1874-1880 . . .	92
1881-1890 . . .	75
1891-1900 . . .	66
1901-1907 . . .	72 ¹

Malgré les fluctuations des prix à l'intérieur de chaque cycle, le facteur monétaire conformément à la théorie quantitative a bien marqué son influence sur les prix.

Les dérogations à la théorie quantitative sur lesquelles j'ai lon-

¹ En faisant courir chaque cycle du début d'un essor à un autre je serais obligé de m'arrêter à l'année 1903. Les chiffres montreraient encore une chute des prix mais qui cesse à partir de 1897 de la façon que voici :

1887-1896 . . .	67
1897-1903 . . .	68

guement insisté pour appuyer ma thèse relative aux crises de surproduction ne me paraissent donc pas devoir conduire à l'abandon de cette théorie. Elle demeure exacte pour un régime d'équilibre. Dans l'état de rupture constante de l'équilibre qui caractérise la production capitaliste, des facteurs secondaires viennent contrarier, il est vrai, son influence, la paralyser ou la masquer momentanément. Même alors cependant elle n'en continue pas moins à exercer ses effets. Les oscillations périodiques des prix se font sans doute en dépit d'elle. Mais il semble bien que le niveau moyen des prix autour duquel s'effectuent ces oscillations, l'allure générale des prix à travers le siècle obéissent à son empire. Et on verra qu'il est d'autres exemples encore de dérogations semblables que les cycles périodiques apportent à des lois d'équilibre, lois cependant, dont, malgré tout, on découvre dans l'arrière-fond l'action toujours présente derrière les fluctuations dues aux facteurs perturbateurs¹.

CHAPITRE IX

PERTES RÉSULTANT POUR LES ENTREPRENEURS DE LA BAISSÉ DES VALEURS ET DES PRIX

On a vu que la surproduction générale consiste en une baisse des valeurs d'usage, laquelle se traduit par la baisse des prix des marchandises sans que peut-être il soit touché à leur valeur d'échange. Il reste à établir, encore que la chose semble à peine utile, que, même dans un régime où la production s'effectue pour l'échange, de telles baisses constituent bien une perturbation de l'organisme économique et méritent leur qualification de crises.

En se réclamant de la théorie des débouchés, on pourrait être tenté, en effet, de nier le trouble résultant de la surproduction générale. Si, pour reprendre l'exemple classique, laboureur et drapier ont produit deux fois plus de blé et de drap, de façon qu'une même quantité de blé puisse toujours s'échanger contre une même quantité de drap, qu'importe la baisse des valeurs d'usage? Laboureur et drapier pourront, par le troc mutuel de leurs marchandises, obtenir en plus grand nombre les marchan-

¹ V. plus loin 2^e partie, ch. IV, § 1. Cf. aussi Clark, *Distribution of wealth*, 1902, p. 29 et s., 402 et s.; Wagner, *op. cit.*, p. 335 et s.

dises de leur voisin. Leur pouvoir d'acquisition, leur bien-être, leur richesse auront grandi. Qu'importe même la baisse générale des prix qui résulte de la baisse des valeurs d'usage? Laboureur et drapier toucheront moins de monnaie par unité de marchandise vendue. Mais ils auront aussi moins de monnaie à déboursier par unité de marchandise à acheter. Avec leur production doublée, chacun d'eux pourra acheter la production doublée de l'autre. Leur revenu réel à tous deux aura doublé.

Mais il n'est pas possible de faire ainsi abstraction de la monnaie. Une baisse générale des prix, comme on l'a maintes fois montré à propos d'autres problèmes, est un phénomène nullement indifférent pour plusieurs catégories de personnes. En particulier, pour les entrepreneurs.

Dans le régime précapitaliste, où la production est presque instantanée, le petit patron pourrait ne pas être très atteint par la baisse des prix. Son coût de production évalué en monnaie fléchirait en même temps que le prix de vente de ses marchandises. Mais avec la longue durée du procès de production capitaliste, l'entrepreneur a payé depuis longtemps en monnaie et aux cours anciens les divers éléments de son prix de revient, matériel, matière première, travail, lorsqu'éclate la baisse qui diminue son prix de vente¹. Avec chaque unité des marchandises manufacturées par lui, il peut bien acheter autant de marchandises qu'auparavant; avec le produit *brut* de son entreprise, il pourrait obtenir en échange plus de richesses qu'autrefois. Mais la part de l'entrepreneur est le produit *net*, le profit. Si la vente lui rapporte moins de monnaie qu'il n'en a déboursé, son profit est anéanti. Ce lui sera une maigre consolation de penser que sa production double de drap pourrait se troquer contre une quantité double de blé. Si son profit est nul, il ne lui reste rien. Il ne pourra bénéficier de la baisse du prix du blé. Il ne pourra personnellement rien acquérir de cette récolte de blé plus considérable.

¹ La perte est d'autant plus lourde pour l'entrepreneur que la hausse du prix du produit durant la prospérité a, conformément à la théorie des prix, déterminé par répercussion une hausse du coût de production, une hausse du prix des services producteurs, principalement une hausse de l'intérêt et aussi du salaire (Cf. Marshall, *Principles of economics*, V, v, § 3, p. 420 de la 2^e édition; VI, v, § 3, p. 622; VI, v, § 5, p. 608 et s.). A côté des variations de la valeur des produits, et dérivant de ces variations, les fluctuations du coût de production constituent un facteur secondaire agissant de façon parallèle et sur lequel je n'ai pas voulu insister pour ne pas trop allonger cette étude.

Comme dans le régime individualiste la fonction de directeur de la production appartient à l'entrepreneur, la diminution générale du profit, conséquence de la baisse des prix, diminution qui s'accompagne de nombreuses ruines particulières, détraque l'organisme économique, détermine l'arrêt de la production, constitue la crise.

Mais en d'autres régimes aussi, sauf dans celui où n'existerait que le troc en nature, où on ne connaîtrait que la valeur d'échange, la surproduction, la baisse générale des valeurs d'usage, à supposer leurs conditions réalisées, arriveraient à se manifester. On peut imaginer que Robinson, après avoir travaillé d'un rude labeur à la production d'articles dont l'abondance finit par amoindrir l'intensité du désir qu'il en a, se croise les bras avec découragement, estime le résultat inférieur à la peine et regrette l'inutile effort. En régime socialiste aussi, on s'apercevrait sans doute d'une façon ou d'une autre suivant l'instrument d'échange employé, et en tout cas s'il est fait usage de monnaie et que les prix restent assujettis à la loi de l'offre et de la demande, on s'apercevrait de la réduction de la valeur des produits résultant de leur amoncellement. On jugerait qu'il y a eu perte de labeur, perte de valeurs sociales et on se résoudrait à l'inévitable ralentissement de la production.

DEUXIÈME PARTIE

CAUSES DE LA SURVENANCE ET DE LA PÉRIODICITÉ DES CRISES DE SURPRODUCTION GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

LA DIFFICILE PERSISTANCE DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

Les crises ne constituent pas une nécessité naturelle. Il n'est pas de l'essence des besoins de passer alternativement par des phases de sursaturation et d'insatisfaction. Mais en fait l'équilibre se réalise malaisément.

Pour chaque industrie, l'observation révèle une oscillation perpétuelle autour de l'état d'équilibre. De là, cette gravitation, comme enseignait la vieille économie classique, des valeurs courantes des marchandises autour de leur valeur normale, autour du coût de production : de là, comme écrit de façon plus précise l'économie moderne, la tendance des prix qui, à tout moment, dépendent de l'utilité finale, à graviter autour d'un point d'équilibre où ils tombent aussi sous la dépendance du coût marginal¹. Suivant le mécanisme que l'on sait, la hausse des prix et des profits détermine une extension de la production qui, à son tour, réagit sur les prix et tend à les ramener vers le prix normal, vers les prix d'équilibre ; la baisse des prix et des profits détermine le ralentis-

¹ Cf. Marshall, *Principles*, V. III, § 6 (p. 406 de la 2^e édit.) et V. v, § 2, 3, 5 (p. 419 et suiv.). Au lieu de prix *normal*, *naturel*, de prix à l'état d'équilibre ou encore à l'état *statique* comme dit volontiers M. Clark (*Essentials of economic theory*, 1907, p. 121, 124 et suiv.), M. Marshall parle de prix *de longue période*, opposés aux prix *de courte période*, ce qui a l'inconvénient de substituer à une notion, dont le caractère abstrait et hypothétique est assez apparent, une notion *chronologique* d'un réalisme trompeur, pouvant faire croire à quelque chose de concret qui finit à la longue par se rencontrer dans les faits, alors qu'il ne s'agit que d'une *tendance* vers un état imaginaire auquel il se peut que les prix n'accèdent jamais.

sement de la production qui, à son tour, entraîne le relèvement des prix.

Il en est de même pour tout l'organisme économique. Sans doute ici l'équilibre semblerait moins difficile à atteindre. Avec des industries prospères peuvent coïncider des industries surproductrices. Les prix élevés de certaines des marchandises peuvent compenser les prix avilis des autres. Malgré cet effet compensateur cependant des industries les unes sur les autres, il arrive inévitablement des moments où, en définitive, se manifeste un excès ou une insuffisance de l'ensemble des produits, où la moyenne des prix est supérieure ou inférieure à la moyenne des prix normaux, des prix à l'état d'équilibre. Bien que puissent se croiser en des sens contraires les courants particuliers aux diverses industries, il serait bien improbable qu'ils réussissent jamais à se neutraliser exactement. Certains des courants seront les plus forts et l'ensemble de l'industrie apparaîtra entraînée dans leur direction. L'équilibre sera rompu. Ce sera la crise ou la prospérité générale, la baisse ou la hausse de la moyenne des prix.

Mais l'équilibre rompu tend à se rétablir. Pour l'ensemble de l'industrie aussi l'action d'une part des prix et des profits sur la production et, d'autre part, de la production sur les prix tend à rapprocher les prix du prix normal, entraîne de perpétuelles oscillations autour de l'état d'équilibre.

Mais la façon dont s'effectuent ces oscillations dans un régime de production capitaliste — j'entends par là non pas un régime juridique, mais un régime économique, technique, faisant un large usage de capitaux au sens social, national de ce terme ¹ — la

¹ Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans une discussion relative à la notion exacte du capital *social*, *national* comme on dit communément en Allemagne, du capital de *production* ou *productif* comme écrivaient, en l'opposant au capital *lucratif*, au capital *de profit*, MM. Cauwès et Gide avant M. de Bœhm-Bawerk, des *capital-goods* comme on écrit souvent aux Etats-Unis, des biens *intermédiaires*, des biens *instrumentaux* comme on dit encore, du capital *économique* suivant l'expression proposée par M. Châtelain : dénominations diverses qui impliquent aussi une certaine diversité des notions envisagées. Je signale seulement que dans le capital *social*, comme j'écrirai, conformément à la terminologie la plus répandue, je comprends, au cours de cette étude, tout produit servant à la production, les bâtiments ou installations destinés à la production, l'outillage et les matières premières, mais non pas comme le font certains économistes et, par exemple, M. A. Wagner, (*op. cit.*, p. 451, 463), les subsistances des travailleurs employés à la production, choses qu'avec la plupart des auteurs, je range parmi les biens de consommation (Cf. Rodbertus, *Le capital*, trad. Châtelain, p. 214; de Bœhm-Bawerk, *Positive theorie des Kapitals*, p. 71;

manière dont agit alors la tendance à retourner vers l'état d'équilibre occasionne la périodicité des crises générales de surproduction. Ce qui, dans des régimes précapitalistes n'est qu'un accident survenant à des intervalles irréguliers va devenir chronique. Après chaque rupture de l'équilibre, l'effort fait pour y revenir va dépasser le but et aboutir à une rupture en sens contraire. Toute réaction sera excessive et entraînera une contre-réaction également exagérée. La prospérité suscite elle-même la crise, la dépression conduit à la prospérité et ainsi indéfiniment. Une fois l'équilibre rompu dans le régime capitaliste, et il est impossible qu'à un moment donné il ne l'ait pas été, les séries alternées des années de prospérité et de dépression se sont succédé, l'organisme économique s'est trouvé engrené dans la chaîne sans fin des actions et réactions qui constituent les cycles périodiques.

CHAPITRE II

L'ALLONGEMENT DU PROCÈS DE PRODUCTION CAPITALISTE COMME FACTEUR DÉTERMINANT DES CRISES PÉRIODIQUES MODERNES

§ I. Généralités.

Ce qui, dans la production capitaliste, transforme les menues oscillations des prix autour du prix normal, les menues fluctuations autour de l'état d'équilibre en amples et durables périodes de prospérité et de dépression, c'est, on le sait déjà, l'allongement capitaliste du procès de production.

Au lieu que les facteurs primitifs de la production, le travail et la nature, soient appliqués immédiatement à la confection du bien de consommation désiré; au lieu que même, comme à l'époque

Cauwès, *Cours d'économie politique*, I, p. 287; von Wieser, *Der Natürliche Werth*, p. 122, 184; Clark, *Distribution of wealth*, p. 149 et s.; Châtelain, *Revue d'économie politique*, 1905, p. 678).

Je m'écarte donc aussi, dans cette étude, de ces notions du capital très compréhensives (notions dont certaines au moins conviendraient au seul capital lucratif ou privé, au capital source de revenu) et qui englobent dans le capital, la terre (Clark, *op. cit.*, p. 123, 188 et s... 338 et s...; Cannan, *Economic Journal*, 1897, p. 283; Walras, *op. cit.*, p. 180; Irving Fisher, *The nature of capital and income*, 1906, p. 186), ou même d'une façon générale presque toutes les richesses, toute richesse survivant à un premier usage comme écrit M. Walras (p. 177), toute la richesse à un moment donné, *at an instant of time*, comme écrit M. Fisher (p. 52), et jusqu'aux êtres humains eux-mêmes (Walras, p. 181; Pareto, I, § 91, p. 40).

précapitaliste, on n'ait recours, avant d'arriver au bien de consommation, qu'à des capitaux rapidement construits comme le sont les outils; l'une des caractéristiques techniques du capitalisme consiste à produire, antérieurement à la fabrication des objets de consommation et en vue de cette fabrication, une longue série de capitaux, dont la construction peut durer plusieurs mois ou plusieurs années¹. De là l'allongement de ce que j'appellerai la première phase de la production capitaliste. A cette phase, à la longue durée du procès de création du capital je rattache la période de prospérité : car lorsque se déclare la pénurie des biens de consommation un assez long temps devra s'écouler avant que l'achèvement de la production du capital permette la satisfaction du besoin.

Mais une fois le capital créé, le procès de production n'est pas terminé. Il reste la seconde phase, la confection du bien de consommation. Or, si cette phase est de courte durée pour les premiers biens créés à l'aide du capital, elle se trouve prolongée jusque bien après l'achèvement de la fabrication de certains des capitaux, des instruments de production, des machines par exemple, pour les derniers biens produits. S'il a fallu deux ans pour construire les engins destinés à la fabrication des chaussures, et cinq ans pour leur usure, la durée de la période de production aura été de deux ans et quelques heures pour les premières chaussures produites, de sept ans pour les dernières. Cette longue durée² du maintien en fonction des capitaux autres que les matières premières, des instruments de production, jusqu'à leur mise à l'écart définitive, n'est pas absolument propre à la technique capitaliste, puisqu'un simple outil peut aussi servir plusieurs années. Mais il s'agit ici du long fonctionnement de biens dont la construction aussi a duré longtemps, de façon que leur valeur est grande et

¹ Pour plus de détails sur l'allongement capitaliste de la période de production qui constitue l'une des bases empiriques de sa théorie du capital, Voy. : Von Böhm-Bawerk, *Positive Theorie des Kapitals*, 1889, p. 15 et suiv., p. 86 et suiv., et sa brochure, *Einige strittige Fragen der Kapitals theorie*, 1900, I et II. — Cf. aussi Marshall, *Principles of Economics*, 2^e édit., 1891, V. III, § 4, p. 403; V. V, § 4, p. 425; Clark, *Distribution of wealth*, p. 128.

² Il n'est évidemment question ici que de la durée matérielle des choses qui constituent le capital. Il ne peut s'agir en aucune manière de la perpétuité de cette entité éternelle que constitue le *Capital* suivant M. Clark, notion abstraite qu'il oppose aux capitaux, *capital-goods*, les seuls biens dont je parle, choses en définitive périssables après avoir duré un certain temps (V. Clark, *op. cit.*, p. 117 et suiv., et son article in *Quarterly journal of economics*, 1906, p. 351 et suiv.).

qu'on ne consent pas volontiers à les laisser chômer. C'est de la réunion de ces deux traits que vont résulter des conséquences spéciales au régime capitaliste. C'est par là qu'à cette longue durée de la seconde phase du procès de production capitaliste, à cette longue durée de fonctionnement du capital, je pourrai rattacher la seconde période du cycle économique, la période de dépression et sa persistance : car malgré qu'éclate la crise et que se manifeste la surabondance des biens de consommation, leur production excessive se maintient un assez long temps à cause de l'excès du capital antérieurement créé et qu'on ne veut pas laisser inemployé, jusqu'à ce qu'enfin une partie de ce capital soit hors de service.

Je me hâte d'ajouter, pour éviter toute méprise, que je ne prétends fixer aucune corrélation numérique rigoureuse entre la durée des deux stades du procès de production et la durée des deux périodes du cycle économique, de la prospérité ni de la dépression. Déjà la durée de la production est assez malaisée à préciser pour chaque catégorie de marchandises¹. La notion même peut prêter à des acceptions diverses que je ne veux pas discuter ici². A plus forte raison, la période de production pour l'ensemble des marchandises, la durée du procès de production collectif, résultante des mille procès de production particuliers à chaque industrie, constitue-t-elle une conception difficilement délimitable, aux contours nécessairement flottants. Mais il n'est pas besoin pour ma théorie et il ne saurait être question de précision numérique. Il suffit qu'on m'accorde, et la chose ne semble pas contestable, que si on envisage l'ensemble de l'organisme économique, un temps assez long s'écoule, dans la production capitaliste, quelque indéterminé et indéterminable qu'il soit, entre le moment, d'une part, où une pénurie assez notable des marchandises se révèle et le moment où, grâce à la construction des capitaux requis, le besoin commence à être assez largement satisfait ; entre le moment, d'autre part, où s'accuse l'excès des biens de consommation ainsi que des capitaux et le moment où, grâce à l'usure d'une partie du capital, d'une partie du matériel surtout, disparaît l'engorgement des marchés. Au premier laps de temps va correspondre la prospérité. Au second la dépression.

¹ Böhm-Bawerk, *Strittige Fragen der Capitalstheorie*, p. 45.

² Böhm-Bawerk, *Ibid.*, p. 4-6 ; 53, et *Quarterly Journal of Economics*, 1895, p. 383 et s. ; Clark, *Distribution of wealth*, 1902, p. 137 et s.

Comme il s'agit de mouvements relatifs à l'ensemble de l'industrie, la prospérité ne se termine pas dès que pour une seule catégorie de marchandises le capital est créé. Elle ne se clôt que quand déjà une assez grande quantité de capitaux dans plusieurs industries est entrée en activité de façon à entraîner l'encombrement des marchés. De même, la dépression s'achève non pas quand tout le capital est consommé, quand tout le matériel est hors d'usage, mais dès qu'une certaine partie l'est. La prospérité ni la dépression, on le sait, ne se caractérisent par une hausse ou une baisse de tous les prix, mais par une hausse ou une baisse de la moyenne des prix. De même, il ne s'agit pas d'attendre que la première ou la seconde phase du procès de production soit terminée pour toutes les industries, mais seulement d'attendre que, de façon notable, du capital nouveau soit créé pour que se déclare la crise, ou du capital ancien mis hors de service ou consommé pour que se prononce la prospérité. Il s'agit de moyennes, de tendances générales.

L'allongement capitaliste du procès de production collectif est donc le grand fait moderne qui détermine l'ampleur des oscillations autour de l'équilibre, la durée de la prospérité et de la dépression. C'est encore ici un exemple où apparaît le rôle considérable que joue le *temps* dans l'ordre des phénomènes économiques. A quoi s'ajoute, pour expliquer la périodicité des cycles économiques, la manière dont les prix et les profits agissent sur la production dans un régime où le procès de production se trouve ainsi allongé, de façon à déterminer, on va le voir, la surcapitalisation et la sous-capitalisation, à faire sortir la crise de la prospérité et la prospérité de la dépression.

§ II. *La longueur du procès de production prolonge la durée de la prospérité et pousse à la surcapitalisation qui détermine la crise.*

Lorsqu'on attribue les crises aux conditions techniques de la production capitaliste, on invoque généralement la formidable puissance de l'outillage mécanique moderne qui, en peu de temps, inonde les marchés de ses produits. Et on rappelle le joli apologue conté par Sismondi qui s'était lui-même souvenu d'une ballade de Goethe et où l'apprenti-sorcier Gandalin ne peut plus maîtriser les forces aveugles qu'il a déchaînées. Il est exact, en effet, que la cause immédiate de la crise consiste en la capacité de forces

productrices trop accrues d'encombrer les débouchés par la masse des marchandises précipitamment manufacturées.

Mais si on ne concentre pas son attention sur la minute même de la crise, on admettra peut-être que l'ensemble du phénomène aboutissant à la crise a sa cause profonde dans un fait à première vue contraire à celui que je viens d'indiquer. De sorte que les deux faits opposés s'associent, mais pour agir à des moments différents, l'un pour préparer, l'autre pour déclarer la crise. A l'instant de la crise, on n'aperçoit que l'aptitude du capitalisme à satisfaire trop et trop vite le besoin. Mais, d'autre part, tout le cycle périodique est dû à l'incapacité de la production capitaliste de satisfaire immédiatement le besoin social, au long temps qui s'écoule avant que soient forgés tous les capitaux devenus nécessaires, que s'achève le procès de création du capital suscité par la pénurie des marchandises désirées.

Et les deux traits, en apparence antithétiques, sont intimement liés. *L'allongement de la période de production* capitaliste a pour but de *réduire le temps de travail* requis pour la fabrication de chaque unité de marchandises. Si, au lieu d'entreprendre immédiatement la confection des objets de consommation, on a recours à la fabrication préalable d'une *longue* série de capitaux, de biens intermédiaires, c'est afin d'*abrégé* le temps de travail, de l'abrégé surtout dans la dernière étape du procès de production, dans la phase de la confection des biens de consommation¹. Ces deux caractères de la technique capitaliste ainsi corrélatifs l'un de l'autre vont apparaître successivement comme facteurs des crises générales : le premier commandant à l'ensemble du cycle périodique ; le second exerçant ses effets au moment même de la crise.

— Voici d'abord comment pendant la prospérité agit le premier facteur.

Lorsqu'apparaît la pénurie des objets de consommation, que leurs prix s'élèvent, que s'ouvre la période de prospérité, le besoin de biens de consommation suscite le besoin de capitaux et relève leur prix. C'est un surcroît de capitaux nouveaux qu'il faut commencer

¹ Contre la confusion parfois faite entre la *période de production* qui se trouve allongée et le *temps de travail* nécessaire à la production de chaque marchandise qui est au contraire abrégé, V. von Böhm-Bawerk, *Strittige Fragen der Capitalstheorie*, p. 18 et s... — V. aussi les faits cités en faveur de l'un et l'autre phénomène par M. Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, II, p. 71 et s., 80 et s.

par construire avant de pouvoir arriver aux objets de consommation que l'outillage existant ne parvient pas à manufacturer. Les fabricants d'objets de consommation, alléchés par la hausse des prix et des profits, désirent étendre leurs entreprises et multiplient leurs commandes de capitaux, machines, usines, matières premières. Les fabricants de machines, les constructeurs d'usines, les producteurs de matières premières, de marchandises mi-ouvrées, se tournent à leur tour vers d'autres fabricants. De proche en proche, le mouvement se propage parmi les fabricants de capitaux de divers degrés. Un nouveau procès de production commence. Mais jusqu'à ce que s'effectue la série des répercussions, que soient construits les capitaux successifs, que soient agrandies les usines de produits bruts, de produits mi-ouvrés, de produits finis, jusqu'à ce que le surcroît de minerai de fer extrait de la terre, après avoir passé par une longue suite de transformations, serve enfin comme machine terminée et installée à fabriquer des objets de consommation, des mois, des années s'écoulent. Durant ce temps, demeure insatisfait le besoin de biens de consommation, le besoin social. La période des hauts prix, des hauts profits, la période de prospérité se prolonge.

Sans doute le procès de création du capital dans toutes les industries n'a pas la même durée. Il arrivera que pour certaines d'entre elles le procès sera achevé, la suffisance, bientôt la surabondance des marchandises se manifesteront tandis que la pénurie subsistera encore pour les autres. La prospérité générale se maintiendra, comme je l'ai déjà indiqué, tant que pour l'ensemble de l'industrie la somme des objets de consommation sera décidément inférieure aux besoins, tant que la moyenne générale des prix restera élevée en dépit des baisses particulières de certains prix.

— De la même façon va s'expliquer aussi la *surcapitalisation* qui caractérise la période de prospérité. Au bout d'un certain temps la masse des capitaux en voie de construction serait déjà plus que suffisante pour la satisfaction des besoins. Mais les capitaux ne sont pas encore entièrement construits, ne servent pas encore à la production. Tant que le procès de création du capital n'a pas touché à son terme, persistent l'insatisfaction du besoin social, la pénurie des objets de consommation, leurs prix élevés, les hauts profits qu'assure la fabrication. Par suite, aussi, en vue de l'extension des entreprises ou de la création d'entreprises nouvelles se

maintiennent la demande active de capitaux, leurs prix élevés, leur production en masse, leur production excessive. C'est la surcapitalisation.

L'intensité du besoin social, par l'intermédiaire des prix et des profits, constitue un excellent instigateur de la production au moment où s'ouvre la période de prospérité. Elle sera aussi un exact et implacable contrôleur de la production quand le capital terminé entrera en activité et que se déclarera la crise. Mais, entre temps, à cause du long délai qui dans le régime capitaliste sépare ce point de départ de ce point d'arrivée, tout régulateur sûr fait défaut.

Dans le régime individualiste c'est aux entrepreneurs qu'il incombe d'adapter la production aux besoins. Ce sont eux qui commettront les presque inévitables erreurs. Mais il est douteux que, dans d'autres régimes, d'autres directeurs de la production montrent plus de perspicacité. Le *profit* n'est pas seul à constituer en ces circonstances un symptôme trompeur. La fabrication en vue du profit ne doit pas porter toute la responsabilité de la surcapitalisation. C'est le *besoin* lui-même qui égare et aveugle les producteurs. Le degré d'insatisfaction présent du besoin social ne dépend en effet que des objets de consommation actuellement offerts aux acheteurs, nullement de la puissance des forces productrices en création. Tout ce qui se prépare de capitaux l'intensité actuelle du besoin social l'ignore tant que ces capitaux ne sont pas terminés et ne produisent pas les objets de consommation désirés. Les prix et les profits se ressentent de cette ignorance et abusent l'entrepreneur.

Si à cause de la basse température constatée dans une pièce on ravive et on alimente le feu du foyer, un temps s'écoulera avant que s'obtienne la tiédeur désirée. Comme le froid persiste et que le thermomètre continue à le signaler, on serait conduit par là, si on n'était instruit par l'expérience, à jeter plus de combustible dans l'appareil de chauffage. On en jetterait encore alors même que la quantité de combustible entassé dans l'appareil est déjà telle qu'elle dégagera, lorsque tout aura pris feu, une chaleur intenable. En se laissant guider par la sensation de froid présente, par les indications présentes du thermomètre, on surchaufferait fatalement la pièce à cause du temps nécessaire jusqu'à ce que rougisse tout le combustible et que se répande la chaleur dans la chambre. Et on voit que ce ne

serait pas le thermomètre seul qui serait coupable de l'erreur, mais bien aussi la sensation présente du froid.

Il en est exactement de même dans l'ordre économique. Comme la production s'effectue en deux étapes, production de capitaux d'abord, d'objets de consommation ensuite, tant qu'on n'est pas parvenu à la seconde étape, rien ne témoigne de l'excès des biens à la première. L'insatisfaction du besoin social résulte seulement de ce que la période de la création du capital n'est pas achevée. Mais l'entrepreneur est induit à croire que les conditions suffisantes pour la satisfaction de ce besoin ne sont pas encore réunies. La pénurie des biens de consommation, le maintien des prix et des profits élevés lui fait supposer la persistance de la pénurie des capitaux. Il ne peut constater que l'insatisfaction *actuelle* du besoin. Il ignore que sa satisfaction *virtuelle* est déjà excessive. Comment ne commanderait-il pas toujours plus de capitaux puisqu'on n'a pas encore assez d'objets de consommation? Dans cette simultanéité de la *sous-production* d'objets de consommation et de la *surcapitalisation*, la première même déterminant la seconde, réside la cause d'erreur due à l'allongement capitaliste du procès de production.

Dans les civilisations précapitalistes au contraire, où il n'était pas fait usage de capitaux très longs à construire, n'existait pas la longue période trompeuse entre le moment où le besoin se déclare et le moment où il est satisfait, période pendant laquelle l'insuffisance des biens de consommation pousse à la surcapitalisation. L'intensité du besoin social, les prix étaient de bons indicateurs en quoi on pouvait avoir foi. La continuation de la hausse des prix signifiait bien qu'il fallait persévérer dans la production sans que se dissimulât aucune surcapitalisation. Et l'équilibre rompu dont témoignait cette hausse des prix pouvait rapidement se rétablir puisqu'on entreprenait directement la production des objets de consommation demandés sans recourir à une période préliminaire de création des capitaux. Les oscillations autour de l'état d'équilibre pouvaient être plus courtes. Aucune raison ne se rencontrait de la périodicité des crises puisque rien de semblable à la surcapitalisation ne venait enchaîner la crise à la prospérité, pas plus que rien ensuite ne faisait résulter la prospérité de la dépression.

A la différence de ce qu'écrivent parfois les théoriciens des crises, c'est donc bien la *longueur*, la lenteur de la production capitaliste, c'est son inaptitude à satisfaire immédiatement et rapi-

dement le besoin qui constitue la cause supérieure du phénomène moderne des crises périodiques de surproduction. A côté de ses incontestables avantages économiques, la longueur de la production capitaliste présente cet inconvénient de rendre très difficile l'exacte adaptation de la production aux besoins, de déterminer les crises périodiques.

— Mais, à cette première caractéristique de la production capitaliste, s'ajoute, lorsque la création du capital est achevée, la seconde caractéristique, la caractéristique contraire qui agit à son tour comme facteur de la crise pour la faire éclater, la précipiter. Lorsque le surcroît de capitaux construits pendant la prospérité commence à entrer en service et qu'on commence à livrer les objets de consommation en vue desquels les capitaux étaient créés, alors se manifeste toute la capacité de l'outillage moderne de produire en masse, de produire rapidement. Le but même, on l'a vu, des procédés détournés, indirects de la technique capitaliste consiste dans l'énorme diminution du temps nécessaire à la fabrication de chaque unité de marchandises. Bien vite le besoin est satisfait. Bien vite même il l'est trop. Chaque jour, une partie nouvelle de l'excessif matériel dont la fabrication a été progressivement entreprise durant la prospérité se trouve terminée et vient ajouter un contingent nouveau à l'amas grandissant des biens de consommation. La chute des prix se déclare, puis s'aggrave. C'est la crise. Après la *longueur*, après la lenteur de la production capitaliste, c'est bien maintenant, mais maintenant seulement, qu'exerce son action la *brièveté* de la production capitaliste, le prodigieux accroissement de la productivité dû au machinisme.

§ III. *La longueur du procès de production prolonge la dépression et conduit à la sous-capitalisation qui suscitera une nouvelle prospérité.*

La crise survenue, les mêmes facteurs que précédemment vont déterminer la longueur de la période de dépression ainsi que la sous-capitalisation qui conduira à une nouvelle ère d'essor.

La longue durée de création du capital, source de l'allongement de la première phase de la production capitaliste, va encore agir. Comme leur construction a coûté plusieurs années de travail, les moyens de production, le matériel surtout, ont une grande valeur. On s'efforcera donc de ne point les laisser inemployés. On préférera, à cause des frais qui continuent à courir et en particulier à cause

de l'intérêt des sommes dépensées, vendre à faible bénéfice, vendre à perte même, plutôt que d'arrêter la production. Ou si on chôme, car il faudra bien se résoudre souvent à un chômage partiel, on le fera le moins possible, et le chômage entraîne des pertes en quoi justement se manifeste la dépression.

Mais, en outre, s'exercera l'action de ce que j'ai appelé la longue durée de la seconde phase du procès de production capitaliste, de la phase où on produit les objets de consommation, la longue durée du fonctionnement du capital, du matériel principalement, la longue durée de son amortissement avant son usure définitive. On a vu déjà, en effet, comment, à cause du long maintien en activité de l'outillage, se trouve prolongée la période de production, sinon des premiers, du moins des autres biens, surtout des derniers biens de consommation produits à l'aide de cet outillage : puisque, pour ces biens, la période de production comprend, premièrement, la série d'années nécessaire à la construction du capital et, deuxièmement, la série d'années qui s'écoule jusqu'à ce que le capital en fonction rende ses derniers services.

Ce sont ces deux sources réunies du long procès de fabrication moderne en ses deux phases successives qui vont produire leurs effets sur la dépression. Le long maintien en activité seul de l'instrument de production ne suffirait pas à expliquer les choses. Dans la période précapitaliste, malgré la longue durée possible des outils¹, leur faible valeur permettait à la production de s'arrêter instantanément de façon à déterminer un prompt rétablissement de l'équilibre. Il n'en est plus de même aujourd'hui parce que cette longue durée de fonctionnement est celle de moyens de production ayant coûté eux-mêmes de longs mois ou de longues années à manufacturer, parce qu'il s'agit de la longue existence de capitaux qui, ayant eux-mêmes été créés grâce à un long travail, ont une grande valeur.

— Ce long maintien en activité des capitaux va d'abord prolonger la dépression. Plusieurs années en effet doivent passer avant que

¹ Dans sa théorie du capital, M. de Böhm-Bawerk rencontre aussi cette difficulté résultant de la longue durée possible de l'outil et de l'allongement, par suite, de la période de production des marchandises exécutées avec cet outil. Pour résoudre la difficulté, au lieu de ma combinaison des deux conditions, dont il est parlé au texte, il imagine sa notion de la durée de la production *moyenne*, corrélative de sa notion de la « durée moyenne de l'attente » (V. *Positive Theorie des Kapitals*, p. 94-96 et *Strittige Fragen*, p. 4-6).

soit hors d'usage une bonne partie de l'énorme matériel antérieurement fabriqué, matériel encore grossi, pendant la dépression, des capitaux nouveaux anciennement commandés et livrés seulement aux acheteurs après la crise et malgré la crise. En attendant, en dépit du chômage partiel que l'on s'impose mais que l'on réduit autant qu'on peut, en dépit même de la baisse des prix qui facilite l'écoulement des marchandises, persiste longuement la surabondance des biens de consommation manufacturés par un outillage trop accru. La surcapitalisation de la période écoulée pèse de nombreuses années sur l'organisme économique. Malgré le ralentissement de la production, ralentissement qui porte surtout sur la production des capitaux, le besoin social reste sursaturé comme il restait insatisfait durant la prospérité en dépit de l'intense activité industrielle. Les stocks demeurent élevés, les prix très réduits.

Et il continuera à en être ainsi, sinon comme je l'ai déjà indiqué, jusqu'à ce que tout le capital en service soit hors d'usage, mais jusqu'à ce qu'une certaine portion le soit, suffisante pour que la diminution des biens de consommation manufacturés qui en résulte mette fin à l'engorgement des marchés. Il faut même observer que parfois cette portion peut être assez faible. L'accroissement normal de la population et des besoins vient en effet, au bout de quelques années, faciliter l'absorption des stocks, faire paraître moindre ce qui constituait auparavant un excès très considérable de capitaux et de biens de consommation.

— Pour les mêmes raisons que se prolonge la dépression va s'effectuer aussi la *sous-capitalisation*. Il existe un certain taux normal de la capitalisation annuelle¹ afin, à la fois, de remplacer le capital qui s'use et d'accroître en vue de l'avenir la masse des capitaux existants. Mais ce taux normal et moyen n'est qu'une entité abstraite. En fait la civilisation procède en cette matière par bonds irréguliers. Le taux normal est dépassé durant la prospérité. Il n'est pas entièrement atteint dans la dépression. En cela consiste la sous-capitalisation. Ce n'est pas, certes, qu'on ne capitalise plus. Mais on capitalise insuffisamment.

Le ralentissement de la capitalisation était au début indispensable à raison des excès de la période de prospérité. Mais il se poursuit

¹ V. *infra*, ch. IV, § 1.

au delà du terme nécessaire. Au bout d'un certain temps une partie de l'outillage ancien, sans être encore hors de service, approche cependant du moment où il le sera. On pourrait déjà procéder à son remplacement afin d'avoir prêts une quantité de capitaux suffisants pour le jour où le capital ancien serait définitivement mis à l'écart. Mais la surabondance des objets de consommation, due à l'outillage légué par l'époque antérieure, maintient le bas prix de ces objets et par répercussion celui des capitaux, maintient la faible rentabilité de l'industrie, entrave toute reprise de l'activité industrielle. On se garde de préparer un agrandissement notable du machinisme existant puisque ce machinisme paraît déjà excessif.

Cette fois, pour reprendre ma comparaison, à cause de la chaleur de la pièce, on n'alimente plus le foyer. On ne songe pas que le combustible ancien étant presque totalement consumé, lorsque tout à l'heure la température de la chambre baissera, un long moment s'écoulera jusqu'à ce que le nouveau combustible trop tard jeté dans le foyer parvienne à rétablir la tiédeur ancienne.

De même dans le domaine économique, on pourrait déjà se mettre à fabriquer des capitaux. Jusqu'à ce qu'ils soient achevés et en état de manufacturer des objets de consommation, la valeur de ces derniers se serait relevée. Mais on hésite à le faire à cause de la pléthore et des bas prix des objets de consommation qui font croire aussi à une pléthore de capitaux. Même les entrepreneurs familiers avec le phénomène de l'alternance de la prospérité et de la dépression ne peuvent prévoir à coup sûr l'instant où se terminera la dépression, ni décider par suite la date où on peut sans crainte s'engager dans un nouveau procès de production. Tout régulateur manque à nouveau. L'intensité du besoin social actuel, par le moyen des prix et des profits, ne révèle que l'excès des objets de consommation et des capitaux en activité. Rien ne renseigne sur les capitaux qui seront bientôt hors d'usage et détermineront une pénurie prochaine. Quand on constate la saturation *présente* du besoin, on ne peut croire en même temps à son insatisfaction *virtuelle*. Quand on souffre encore de la *surproduction* de biens de consommation on ne peut admettre qu'il y ait en même temps *sous-capitalisation*. Et cependant à cause de la longueur du procès de production coexistent bien les deux choses pendant la dépression.

Mais au bout de quelques années les stocks enfin se trouvent

fortement réduits par suite du ralentissement de la production, du large écoulement des marchandises facilité par la baisse des prix, par suite aussi de l'accroissement des besoins. On découvre alors l'insuffisance des objets de consommation, la difficulté de satisfaire le besoin social à raison de la sous-capitalisation. Les prix se relèvent. Un nouveau procès de production va reprendre avec son même cortège d'années prospères et d'années de crise.

— Ainsi se trouvent dégagées les causes dominantes du phénomène moderne des crises périodiques. En résumé c'est le capitalisme, la production au moyen du capital, en conservant toujours à cette expression son sens de capital social, qui porte la responsabilité des révolutions chroniques de l'industrie. C'est l'action du *temps* si grande dans le domaine économique, c'est la longue durée de la création du capital d'abord, c'est aussi ensuite la longue durée de son existence, jointes à la façon dont l'intensité du besoin agit sur la production par le mécanisme des prix et des profits dans un régime où le procès de fabrication se trouve ainsi allongé, qui font se dérouler la succession des ères de prospérité et de dépression, déterminent les crises périodiques. L'allongement de la production capitaliste, principalement, mais aussi le jeu des besoins, des prix et des profits, voilà les deux *moments* de la théorie des crises.

Il me reste, dans les pages qui suivent, à ajouter quelques traits à l'esquisse d'ensemble qui vient d'être tracée, à insister sur certains points effleurés et à en toucher quelques autres dont il n'a pas encore été question.

CHAPITRE III

L'ACTION DU BESOIN D'OBJETS DE CONSOMMATION SUR LA PRODUCTION DE CES OBJETS ET DES CAPITAUX DURANT LES CYCLES PÉRIODIQUES

§ I. *L'action des besoins nouveaux.*

Au terme de la période de dépression, à côté du ralentissement de la production dont j'ai déjà parlé, l'accroissement des besoins peut contribuer au relèvement des valeurs et des prix, source de la prospérité.

L'accroissement des besoins peut tenir à l'augmentation de la population. Plus de biens de consommation seront alors désirés. Et à leur production pourra être employé le surplus des bras dû au développement même de la population.

L'extension des besoins peut provenir aussi du perfectionnement de la technique, d'une découverte, de toute réduction du prix de revient. Cette réduction est précisément un des traits de la période de dépression. La baisse des prix et des profits stimule l'esprit inventif des entrepreneurs, les pousse à chercher plus attentivement encore les moyens d'une meilleure organisation, de plus fortes économies dans le coût de production. C'est dans la dépression surtout que la concurrence se faisant plus âpre entraîne les effets ordinaires qu'on lui prête. Elle accentue la concentration des entreprises, élimine les petits ateliers ou les établissements mal outillés, mal dirigés, auxquels les hauts prix de la prospérité permettaient de vivre malgré leur production plus coûteuse, ne laisse debout que les établissements les plus résistants qui sont souvent les plus vastes.

A la différence de la baisse des prix constitutive de la crise, une baisse des prix comme conséquence d'une considérable diminution du prix de revient est un facteur de prospérité. La baisse des prix élargit la consommation, augmente le besoin. Et comme l'entreprise demeure cependant rémunératrice, puisque la baisse n'est que la conséquence de la réduction du prix de revient, une extension de la production, une ère d'essor et de capitalisation commencent pour l'industrie intéressée¹ : à quoi plus tard, à cause d'une surcapitalisation quasi-inévitable, succèdera souvent la crise.

De la même façon agit l'apparition d'un besoin nouveau. La prospérité pourra même cette fois être particulièrement intense. L'industrie nouvelle devra pourvoir des marchandises nouvelles que personne encore ne possède, par exemple d'automobiles, toutes les personnes susceptibles d'en désirer, alors que pour les industries anciennes la prospérité ne consiste que dans la possibilité d'ajouter un contingent supplémentaire au montant de la production annuelle. L'outillage ici demande à être construit de toutes pièces. Ce sera, un temps, un afflux de commandes, une fièvre de capitalisation et de fabrication. Mais aussi la crise qui suivra n'en sera souvent que plus retentissante. Quand tous les acheteurs possibles auront reçu les objets voulus, le besoin social annuel sera limité à la quantité d'objets nécessaires pour le remplacement de ceux qui sont progressivement consommés. Tandis qu'en peu de

¹ Cf. Spielhoff, *Jahrbuch de Schmoller*, 1902. II. 300.

temps, mettons en trois ou quatre ans, il a fallu produire les 100.000 automobiles demandées en France, la cinquième année, tous les acquéreurs étant nantis, la production annuelle devra se réduire au dixième, je suppose, des véhicules existants, à 10.000, pour prendre la place de ceux qui s'usent et répondre au lent accroissement du besoin. Une industrie outillée pour une fabrication annuelle de 20.000 ou 30.000 machines verra inutilisée plus de la moitié de son matériel.

On échapperait cependant à la surcapitalisation et à la crise, si le besoin nouveau ne se propageait que très lentement de façon que l'outillage aménagé pour une fabrication modérée d'objets acquis pour la première fois ne se trouve pas excessif le jour où on n'aura plus guère qu'à remplacer les marchandises usées.

Prospérité et crise dues aux besoins nouveaux ou aux découvertes techniques ne peuvent être en principe que partielles. On ne doit pas, comme on pourrait être tenté de le faire, prendre ces phénomènes pour les causes des crises périodiques générales. Tout caractère de périodicité d'abord leur fait défaut aussi bien qu'aux guerres ou aux événements politiques. En outre leur manque également le caractère de généralité indispensable. La prospérité ou la crise suscitée par le besoin nouveau verra fréquemment son influence sur l'ensemble de l'organisme économique neutralisée par une influence en sens contraire de la part d'autres industries se trouvant à un autre stade de leur développement. Le besoin nouveau, la découverte mécanique, ou tout accroissement du besoin dans une industrie quelconque ne sont qu'un des affluents formant le grand fleuve économique. Si l'affluent se forme ou grossit à une époque de sécheresse générale, malgré la violence de sa crue, il ne réussira pas à faire déborder le fleuve. Si la chose coïncide au contraire avec la crue des autres affluents, il contribuera au débordement, pourra même en apparaître comme le facteur principal. Parfois enfin si déjà baisse la crue des autres affluents, mais que sa crue à lui-même soit très forte, il pourra prolonger un temps, mais un temps seulement, l'inondation. Le besoin nouveau sera impuissant à déterminer une prospérité générale s'il surgit peu après la crise. Il pourra seulement entraver la régularité du phénomène, prolonger la prospérité s'il apparaît vers la fin de la période d'essor. Mais s'il se présente au terme de la dépression ou au début de la prospérité, il hâtera ou amplifiera l'essor,

semblera même, parfois, mener alors tout le mouvement. C'est là ce qui pourrait faire illusion et amener à tort les économistes à prêter au besoin nouveau ou à la découverte nouvelle une influence excessive, à en faire le moteur exclusif des cycles périodiques.

§ II. *L'influence déterminante du besoin d'objets de consommation et sa répercussion intensifiée sur les capitaux. Le rôle des diverses catégories d'industries.*

Le besoin social ne peut avoir pour objet immédiat que les biens de consommation. De la quantité de ces seuls biens résulte le degré de sa satisfaction. Seule aussi la valeur des biens de consommation obéit à l'action directe du besoin. Au contraire les capitaux ne sont pas désirés pour eux-mêmes, n'ont pas de valeur par eux-mêmes mais parce qu'ils servent à la création des objets de consommation.

C'est un des mérites de Rodbertus d'avoir excellemment montré comment, malgré la division du travail, production de capitaux et production de biens de consommation ne constituent que les étapes successives d'une même et unique production, de la production destinée à obtenir les objets de consommation désirés. Le « travail médiat » employé à la création des capitaux n'est que le commencement du travail consacré à la fabrication des biens de consommation. Le capital est le bien de consommation encore « imparfait, inachevé ». Le bien de consommation est le produit terminé. La création du capital est une phase même de la production des biens de consommation. Elle en est le premier stade ¹.

En conformité avec ces vues, la théorie moderne de la valeur enseigne que c'est le désir, la valeur du produit final qui entraîne le désir, la valeur des capitaux, des « biens intermédiaires », des « biens instrumentaux » échelonnés pour aboutir à ce produit final ². C'est la hausse ou la baisse de valeur des objets de consommation, des biens « directs » qui, comme un courant qui se propage, va successivement rejaillir sur la série des biens « médiats », des biens « indirects », des biens « productifs » ou, comme on a dit encore, tellement la terminologie est variée en cette matière du

¹ Rodbertus, *op. cit.*, p. 208, 209 et *passim*; Châtelain, *Revue d'économie politique*, 1905, p. 681.

² V. Bœhm-Bawerk, *Positive Theorie des Kapitals*, p. 190 et s.; Walras, *op. cit.*, p. XVII; 241 et s.; Pareto, I, p. 42, n. 95; von Wieser, *op. cit.*, p. 68-69; Carver, *Distribution of wealth*, 1904, p. 105.

capital, va rejaillir sur les biens de deuxième, de troisième ordre et jusque sur les biens de l'ordre le plus éloigné. C'est du produit final que les capitaux tirent toute leur valeur. Le besoin premier, le besoin direct, est celui des biens de consommation. Le besoin des capitaux est un besoin *dérivé*, un besoin indirect, soumis aux répercussions du précédent¹.

Les variations de l'intensité des besoins qui déterminent les phases alternées des cycles périodiques ne peuvent donc être que des variations relatives aux biens de consommation. Mais les mouvements qui ont leur point de départ dans les biens de consommation gagnent aussi les capitaux. C'est même en ce qui concerne les capitaux, en ce qui concerne en particulier le matériel, l'outillage, qu'ils prennent le plus d'intensité et qu'ils sont le plus apparents.

— Plus d'*intensité* d'abord. Un excès ou un déficit assez faible d'objets de consommation entraînant des fluctuations modérées de leur valeur amènera un accroissement plus que proportionnel du besoin et de la valeur des instruments de production. Le montant de la fabrication annuelle d'instruments de production, en vue de remplacer le matériel hors d'usage et d'augmenter progressivement l'importance de l'outillage existant, n'égale en effet qu'une portion assez faible du matériel actuellement employé à la production des objets de consommation. Si nous supposons que la proportion est du dixième, et si dans une année donnée la fabrication des objets de consommation devait s'accroître d'un dixième, la production relative au matériel devrait cette année-là doubler : puisqu'à une production normale et annuelle d'un dixième devrait s'ajouter une production supplémentaire égale encore à un dixième. Une légère extension des industries de consommation exigera une extension beaucoup plus considérable des industries productrices du matériel².

Un exemple d'ailleurs entièrement hypothétique montrera comment les choses pourront se passer aux époques de prospérité et de dépression. A une industrie d'objets de consommation utilisant 100.000 métiers devrait, je suppose, correspondre une fabrication annuelle moyenne de 10.000 métiers. Mais, comme conséquence d'un déficit de 10 p. 100 des objets de consommation, entraînant le besoin de 10.000 métiers supplémentaires, on constate que, pen-

¹ V. Marshall, V. VI, § I, (p. 430 et s. de la 2^e édit.)

² Cf. Carver, *Quarterly Journal of economics*, 1903, p. 497.

dant les cinq années de la prospérité, à la production normale par les industries de capitaux de 50.000 métiers, s'ajoutent un contingent de 10.000 métiers rendu nécessaire par le déficit d'objets de consommation, et un second contingent de 10.000 métiers constituant la surcapitalisation de la prospérité. La production est de 70.000 métiers ou de 14.000 annuellement. Dans les cinq années de la dépression, par suite d'un excès de 10 p. 100 des objets de consommation, la production, au lieu d'être de 50.000 métiers, se voit diminuée de 10.000 métiers à cause de cet excès d'objets de consommation, impliquant un excès égal de capitaux, et de 10.000 autres métiers par suite de la sous-capitalisation de la dépression. La production est de 30.000 métiers ou de 6.000 annuellement. Tandis que la quantité d'objets de consommation produite oscille entre un déficit et un excès de 10 p. 100, entre 90 au début de l'essor et 110 à la crise, le déficit ou l'excès des 10.000 métiers qui en est la conséquence fait bondir la fabrication des instruments de production de 60 à 140, puis la fait s'effondrer de 140 à 60. Un déficit de 10 p. 100 d'objets de consommation fait plus que doubler, fait croître de plus de 100 pour 100 la production relative au matériel. Un excès de 10 p. 100 d'objets de consommation réduit au chômage plus de la moitié de l'industrie productrice de machines.

De faibles fluctuations dans le prix et le besoin des biens de consommation sont ainsi la source de fluctuations très considérables dans les industries productrices de capitaux. Il suffit d'insensibles oscillations à la base de la pyramide économique pour déterminer de terribles ébranlements, des écroulements retentissants parmi les constructions qui sont au sommet.

— La prospérité et la crise sont, en second lieu, plus *apparentes* dans les industries de capitaux que dans les industries d'objets de consommation. A cause de la multiplicité, de l'extrême variété de ces dernières, — dont on peut se rendre compte en visitant un grand bazar ou une maison de nouveautés, en parcourant des yeux les enseignes ou les étalages dans les rues commerçantes des grandes villes, en feuilletant les volumes du *Recensement professionnel*, — il devient difficile de savoir avec précision si la prospérité ou la crise, la hausse ou la baisse des prix dominant dans le plus grand nombre d'entre elles, difficile de savoir en quel sens s'effectue un mouvement général résultant du croisement en tous sens de mille mouvements particuliers. Au contraire beaucoup moins nombreuses

sont les industries productrices de capitaux, surtout les industries productrices du matériel. Les principales d'entre elles en particulier étant les industries métallurgiques, les fluctuations des prix, caractéristiques de la prospérité et de la crise, se manifestent dans ces industries avec une éclatante clarté.

Ainsi s'explique que la hausse ou la baisse soient, ou parfois peut-être seulement *semblent* plus accentuées dans les industries de capitaux, bien que tout résulte du besoin d'objets de consommation.

— Il est vrai que la prospérité ou la crise des industries de capitaux, une fois suscitées, exercent à leur tour une influence sur le besoin d'objets de consommation. En temps de prospérité se voient embauchés, pour la fabrication de capitaux, nombre d'ouvriers auparavant sans ouvrage. La production sociale et le pouvoir d'acquisition social sont ainsi accrus. Mais l'intensité du besoin social l'est aussi. Les nouveaux travailleurs prennent une part plus large de l'ensemble des biens de consommation. Ce qui demeure au reste de la nation se trouve diminué. L'insatisfaction du besoin social grandit. Toute une population que la pénurie, l'absence presque de ressources écartait pour ainsi dire du marché, qui n'arrivait pas à participer aux échanges, dont les désirs ne comptaient en quelque sorte pas pour la détermination du besoin social¹, reçoit maintenant accès au marché. Et ses désirs s'ajoutant aux désirs déjà manifestés augmentent l'intensité du besoin social d'objets de consommation. Le besoin ne sera satisfait que le jour où on aura comblé non seulement le déficit premier d'objets de consommation qui a donné naissance à la prospérité, mais aussi ce second déficit occasionné par l'augmentation de la demande des ouvriers nouvellement rappelés au travail : comme si s'ajoutait à la population existante un supplément de population qu'il faut également approvisionner. En temps de crise et de dépression, à l'inverse, le chômage qui sévit surtout sur les industries de capitaux, réduisant la part d'objets de consommation qui revient à une fraction de la classe ouvrière, accroît la quantité de ces objets offerte au reste de la nation, aggrave leur surabondance et la baisse de leurs prix.

Par suite de la solidarité économique toute prospérité ou toute

¹ Cf. v. Böhm-Bawerk, *op. cit.*, p. 221 ; v. Wieser, *op. cit.*, p. 58.

crise particulière à une industrie est un facteur de prospérité ou de crise pour les autres. L'essor des industries de consommation détermine celui des industries de capitaux. Et ce dernier à son tour amplifie et prolonge le premier. L'effet réagit sur la cause et renforce son action. Mais on ne doit pas perdre de vue que l'impulsion première et décisive part des objets de consommation.

— Les révolutions chroniques générales étant la conséquence de multiples variations particulières, toutes les industries de consommation paraissent capables d'y contribuer. Mais, suivant les circonstances, la prééminence dans la direction du mouvement d'ensemble appartient à telles ou telles d'entre ces industries à ce moment plus importantes ou susceptibles d'une influence plus énergique.

— A l'agriculture cependant, il semble qu'il faille refuser toute action déterminante sur les cycles économiques. Les crises générales et périodiques sont proprement des crises industrielles. L'agriculture subit seulement le contre-coup des fluctuations de l'industrie ou n'y coopère parfois qu'accidentellement. Le montant de la production d'abord n'est pas dans l'agriculture, aussi étroitement que dans l'industrie, subordonnée au besoin social, aux désirs des hommes. Un autre facteur agit sur sa prospérité ou ses crises, facteur capricieux et changeant : les conditions météorologiques qui occasionnent des variations incessantes dans le résultat des récoltes annuelles. En second lieu, n'existe pas ici, en général, ce long procès de la production, cette capitalisation susceptible de s'étendre sur plusieurs années. Aussi les crises agricoles sont-elles passagères si elles proviennent de l'imprévu des récoltes ou, au contraire, peuvent se prolonger durant d'amples, très amples espaces de temps, vingt ans, trente ans et davantage, si elles proviennent de certaines modifications assez durables dans les conditions économiques générales. Elles ne présentent pas la périodicité régulière des crises industrielles.

— On a montré également que certaines industries comme les industries textiles ¹ participent moins que d'autres au mouvement général de l'industrie, probablement parce qu'elles aussi sont sou-

¹ V. en particulier la distinction faite par M. Werner Sombart entre les industries suivant qu'elles travaillent des matières « organiques » ou « inorganiques » au sens que ces mots ont dans les sciences naturelles. *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, CXIII, p. 130.

mises aux rendements variables des récoltes. Une récolte déficitaire relevant considérablement le prix de la matière première les empêchera de bénéficier de la hausse du prix du produit, ou une récolte abondante atténuera les effets de la crise, de la baisse des prix du produit fabriqué. C'est ainsi qu'en Allemagne, par exemple, on a observé que dans le cycle ayant abouti à la crise de 1900, si l'industrie linière ¹ a paru suivre le mouvement général, il n'en est pas de même, de façon nette, pour les industries lainières ² et cotonnières ³.

Mais, à la différence de ce qui se passe pour l'agriculture, dans les industries textiles existe pourtant l'allongement du procès de production, la nécessité de la fabrication préalable des capitaux en vue de satisfaire le besoin. Par suite, ces facteurs des crises périodiques doivent bien parfois réussir à exercer leur action rythmique. Si, pendant une série d'années, le rendement des récoltes ne passe pas par des changements trop considérables, l'industrie textile pourra constituer aussi une des industries motrices du cycle périodique. Il se peut seulement que son influence ne soit pas très apparente parce qu'il s'agit justement d'une de ces industries dont d'insensibles mouvements suffisent à déterminer une prospérité ou une crise accentuée des industries de capitaux. De fait, au début du xx^e siècle, les industries textiles ont joué un rôle important dans la prospérité qui a précédé la crise de 1907, ont souffert, souffrent encore grandement de cette crise. Et les historiens des crises avaient déjà noté aussi que les crises des premières décades du xix^e siècle avaient atteint principalement l'industrie cotonnière ⁴.

— Il faut cependant reconnaître que plus que les industries textiles, ce sont les industries de consommation assujetties davantage à l'action de l'homme, moins dépendantes des caprices de la nature, qui sont appelées à diriger les mouvements périodiques. Ce sera le cas de ces industries de consommation variées dont le métal est la matière première. Et comme le métal constitue aussi une

¹ V. Potthoff, *Ibid.*, CV, p. 38 et s. pour la filature, 45 et s. pour le tissage.

² Kuntze, *Ibid.*, CV, p. 177, 178, 180 : la situation n'est prospère pour l'industrie de la laine que partiellement et seulement en 1896, 1897, 1898.

³ Sybel, *Ibid.*, CV, p. 129. Pas de prospérité pour l'industrie cotonnière jusqu'en 1899, et la crise en 1900 est très atténuée. — En France, pour cette industrie, l'année 1900 compte parmi les bonnes années (V. mon étude sur les *kartells textiles* dans la *Revue économique internationale*, janvier 1908, p. 125).

⁴ Tugan-Baranowski, *op. cit.*, p. 252 ; Lescure, *op. cit.*, p. 516.

matière première très importante pour les industries de capitaux, les industries métallurgiques sont celles qui, à l'ordinaire, accusent avec le plus d'intensité les fluctuations industrielles.

— Il est encore d'autres industries, se confondant d'ailleurs pour plusieurs de leurs parties avec les industries métallurgiques, qui, à raison de leur extrême importance dans l'économie moderne et parce qu'aussi leurs mouvements sont plus visibles que ceux, par exemple, des industries textiles, apparaissent souvent à la tête des perturbations chroniques. Ce sont les industries qui satisfont de grands besoins publics : principalement le besoin de locomotion avec les chemins de fer nationaux, locaux, les tramways, les métropolitains, avec les paquebots, les navires de toute sorte ; mais aussi besoin d'éclairage, d'eau, de défense militaire, de correspondance par lettre, télégraphe, téléphone, etc. Il s'agit là d'industries qui, pour la plus grande part, répondent directement aux besoins de la consommation publique, peuvent être rangées à côté des industries de consommation, plutôt que parmi les industries de capitaux, plutôt que parmi les industries productrices de biens destinés à fabriquer d'autres biens. Pour ce qui est des chemins de fer ou des navires, si on peut les rapprocher des industries de capitaux lorsqu'ils servent au transport des marchandises, il convient de les assimiler aux industries de biens de consommation, puisqu'ils satisfont un besoin immédiat de la population, lorsqu'ils servent au transport des voyageurs ¹.

Le fait que le matériel des industries servant au transport des voyageurs, ou satisfaisant au besoin d'eau, d'éclairage, de correspondance, constitue du capital n'empêche pas de les comprendre parmi les industries de biens de consommation, puisque presque toutes les industries de consommation font, elles aussi, usage de capitaux. Il s'agit toujours, et c'est le critère de la distinction des deux catégories d'industries, il s'agit toujours d'industries produisant des marchandises ou rendant des services qui répondent immédiatement au besoin de la population et non pas d'industries produisant des « biens intermédiaires », lesquels serviront à la fabrication d'autres biens.

Les facteurs des crises agissent pour ces industries qui satisfont à certains grands besoins publics de la même façon que pour les

¹ Cf. Marshall, trad. fr. de M. Sauvaire-Jourdan, I, p. 176, note 2 ; p. 207.

autres industries. Seulement, comme elles atteignent leur but en rendant des services et non pas en fabriquant des marchandises, comme le prix de ces services, les tarifs, pour des raisons diverses, ont une certaine fixité, ne sont pas soumis aux perpétuelles variations résultant de l'offre et de la demande, ce sont les mouvements des *recettes*, au lieu de ceux des *prix*, qui reflètent la plus ou moins grande intensité du besoin social, poussent à la surcapitalisation ou révèlent la crise et ouvrent l'ère de la dépression. Mais, sauf ce point, le processus se déroule à peu près de même ici que pour les autres industries. Ici aussi, lorsque le besoin se déclare, lorsque la production est entreprise, un assez long temps s'écoule jusqu'à l'achèvement des constructions nécessaires, voies ferrées, navires, installations, conduites de toutes sortes. Et la longue durée de la période de production entraîne la durée de la prospérité. Mais ici encore, tant que l'œuvre de construction n'est pas terminée, le besoin demeure insatisfait, et les fortes recettes, les hauts dividendes des exploitations existantes poussent à la surproduction, déterminent des entreprises similaires dans des régions ou des villes où elles ne peuvent être aussi rémunératrices. Quand les constructions sont achevées, les faibles recettes de certaines des exploitations nouvelles, les faibles dividendes prouvent la surproduction, la moindre intensité du besoin. C'est la crise.

L'allongement du procès de production et le jeu des recettes à défaut du jeu des prix jouent donc ici le même rôle que pour les autres industries. Il ne faut donc pas, comme certains économistes sont tout près de le faire¹, voir dans les crises périodiques relatives à ces industries une nécessité de *nature*, la conséquence inévitable du caractère forcément intermittent de l'aménagement des installations requises. On ne peut entreprendre qu'à certains grands intervalles, pourrait-on dire, en effet, la construction de voies ferrées ou de conduites d'eau, et, cette construction terminée, le besoin social se trouve satisfait pour un long temps de façon qu'inéluctablement se déclare la crise. On aurait là quelque chose de semblable à un de ces besoins nouveaux dont j'ai parlé plus haut, mais à un besoin nouveau dont la survenance périodique déterminerait l'alternance

¹ Cf. Spiethoff, *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, CXIII, p. 219; *Jahrbuch de Schmoller*, 1902, II, p. 276, 283.

chronique des années d'essor et de dépression. Je ne crois pas cependant à cette nécessité de nature des crises périodiques. La crise pourrait être évitée par une construction habilement échelonnée de façon à continuer toujours à une allure régulière, de façon que, l'ouvrage étant terminé ici, un autre ouvrage similaire soit commencé ailleurs ou qu'on procède au remplacement du matériel déjà usé. La crise ne tient pas à la nature des industries en question, mais à ce que dans ces industries comme dans les autres, sous l'influence des mouvements des recettes, des dividendes, et à cause de la longue durée du procès de production, on va trop vite à certaines années, on produit trop, de sorte qu'on doit s'arrêter dans les années qui suivent.

Il ne faudrait pas non plus prétendre que les industries dont je parle, ces industries qui satisfont de grands besoins collectifs, portent *seules* la responsabilité des crises périodiques générales par la répercussion de leurs propres crises sur l'ensemble de l'organisme économique. On arriverait à affirmer ainsi que le grand fait nouveau auquel se doit attribuer la périodicité des crises générales depuis la fin du xviii^e siècle n'est autre que l'apparition de ces industries nouvelles ou des formes nouvelles de ces industries. Et l'affirmation serait sans doute erronée. Reprenant des arguments déjà invoqués, je ferai observer, en effet, que, malgré l'importance de ces industries, malgré le grand rôle qu'en particulier les chemins de fer ont joué dans l'histoire des crises, la crise générale ne peut être une conséquence *nécessaire* de mouvements particuliers à certaines industries. Rien n'empêche en effet qu'à une crise partielle résultant de l'achèvement d'une voie ferrée nationale ne puisse correspondre une prospérité partielle résultant de la construction commencée de lignes locales, de tramways, de téléphones, d'installations pour l'eau ou l'éclairage, de navires, de façon que, pour l'ensemble de l'organisme économique, subsiste l'équilibre ou la prospérité. Rien non plus n'empêche qu'avec une crise collective des industries que je viens d'énumérer ne puisse coïncider la prospérité de plusieurs industries d'une autre nature, industries textiles, industries polygraphiques, industries du cuir, du bois, de façon que persiste encore l'équilibre ou la prospérité générale.

Comme pour les autres industries en réalité, et comme pour les besoins nouveaux dont il a été traité précédemment, les mouvements d'expansion et de contraction, ou demeurent particuliers aux

industries en question, ou participent aux mouvements de l'ensemble de l'organisme économique. Dans ce dernier cas seulement, à cause de l'énormité des capitaux engagés dans ces industries, dans celle des chemins de fer par exemple, à cause de la masse des ouvriers occupés, ce sont ces industries qui conduisent ou parfois *semblent* conduire toute l'industrie dans la succession de la bonne et de la mauvaise fortune. Il faut reconnaître l'extrême importance de ces industries. Mais il faut se garder de leur attribuer à elles seules et encore moins à leur nature même, le phénomène moderne de la survenance régulière des perturbations économiques générales.

— Pour la crise de 1900, qui est celle sur laquelle nous possédons les documents les plus abondants, les industries motrices en Allemagne semblent avoir été les industries électriques et aussi certaines des industries de transports, surtout les tramways et les chemins de fer locaux. Ce sont là des industries qui sont des industries de capitaux à certains égards, mais aussi des industries de consommation à d'autres.

En particulier, le besoin d'éclairage électrique, à côté d'ailleurs du besoin de gaz, du besoin de becs « Auer », le besoin de plus de lumière — *der steigende Lichtbedürfniss*¹ — est mis par l'enquête du *Verein für Socialpolitik* au premier rang des besoins qui ont entraîné la période d'essor. Les installations pour l'éclairage électrique se multiplient². La prospérité, issue de ces industries de consommation rejailit sur toute la série des industries de capitaux, machines à vapeur³, industries métallurgiques d'une façon générale, charbonnages. — De même agit l'industrie des chemins de fer locaux, des tramways urbains⁴, qu'il faut ranger à côté des industries de biens de consommation, puisqu'elle vise presque exclusivement au transport de voyageurs. Ici aussi se manifeste la même répercussion sur les industries métallurgiques

¹ Loewe, *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, CVII, p. 86.

² Loewe, *Ibid.*, CVII, p. 81. Le nombre des *Glühlampen* passe de 602.986 en 1895-1896 à 2.623.893 en 1900.

³ Loewe, *Ibid.*, p. 88. La production de l'électricité en 1902 utilise :
3.624 machines à vapeur d'une force de 206.000 chevaux pour l'éclairage,
1.126 machines à vapeur d'une force de 315.000 chevaux pour l'éclairage et en vue de la force motrice,

218 machines à vapeur d'une force de 52.000 chevaux pour d'autres buts.

⁴ Loewe, *Ibid.*, p. 81. La longueur des lignes des tramways et chemins de fer électriques monte de 583 kilomètres en 1895 à 3.689 en 1900.

de toutes sortes, sur les industries productrices de rails, de wagons et sur d'autres.

Au moment de la crise, les mêmes industries tiennent la tête du mouvement. La satiété du besoin d'éclairage et de locomotion se manifeste. Les hauts dividendes des installations existantes qui étaient celles des grandes villes avaient poussé à des constructions similaires dans des villes de moins en moins peuplées. La prospérité avait duré tant que ces constructions n'étaient pas achevées. Une fois ces constructions terminées et l'exploitation commencée, une fois le long procès de fabrication arrivé à son dernier stade et la production confrontée avec le besoin, l'excès se révèle dans beaucoup d'endroits par la faiblesse des recettes¹. Et la crise se répercute sur nombre d'industries productrices de capitaux.

A côté des industries importantes dont je viens de parler doit s'être exercée l'influence des multiples industries de consommation sur lesquelles l'enquête n'a pu porter, influence qui doit avoir eu sa part dans la prospérité et la crise des industries de capitaux. A chaque instant, il nous est parlé, dans l'enquête, de l'accroissement incessant pendant l'essor ou, au contraire, de l'arrêt lorsque survient la crise, des demandes de capitaux, de machines de toutes sortes, de machines-outils en particulier², de la part de toutes les industries qui font usage de machines. Et le plus grand nombre de ces industries, on doit le supposer, ne peuvent être que des industries d'objets de consommation dont la prospérité ou la crise a ainsi rejailli sur les industries de machines-outils³.

— Les faits ainsi ne paraissent nullement démentir l'opinion théo-

¹ Loewe, *Ibid.*, p. 116. On fait alors l'amère expérience qu'une exploitation de tramways électriques est difficilement rentable dans des villes de moins de 40.000 habitants. Des entreprises rémunératrices à Berlin, à Hambourg, — où la longueur de la ligne est de 0 kil. 13 ou 0 kil. 16 par 1.000 habitants, le nombre de voyages par habitant et par année de 110 ou 117, — ne le sont plus dans des localités de 10.000, de 20.000 habitants, — où la longueur de la ligne par 1.000 habitants atteint 0,33, 0,54 et le nombre des voyages par tête et par année tombe à 24, 20, ou même à 6, — de façon qu'à la fois augmentent les frais puisque la ligne est relativement plus longue et que diminuent les recettes puisque décroît le nombre des voyages.

² Steller, *Ibid.*, CVII, p. 44-45.

³ M. Lescure, *op. cit.*, p. 291, résumant les données de l'enquête allemande, écrit : « La crise commença par atteindre les produits fabriqués et, de là, s'étendit aux produits mi-ouvrés et aux matières brutes avec toute une série de contre-coups réciproques ».

rique que la hausse ou la baisse des prix doivent avoir leur source dans les industries de consommation pour se réfléchir ensuite sur les industries de capitaux. Mais, comme dans ces dernières les mouvements sont plus accentués et plus en lumière, on s'explique la thèse, à mon sens erronée, de certains économistes qui font des industries de capitaux, les industries motrices des cycles périodiques, thèse qui se rattache à la théorie, dont je n'aborde pas ici la critique, du rôle dominant de l'épargne en notre matière des crises générales.

CHAPITRE IV

TRAITS SECONDAIRES ET CONSÉQUENCES ÉCONOMICO-SOCIALES DES DIVERSES PHASES DES CYCLES PÉRIODIQUES

§ I. *La théorie de la formation du capital et les cycles périodiques.*

La théorie de la formation du capital montre que l'un des facteurs principaux — je ne dis pas le facteur exclusif — dont dépend le montant de la capitalisation à un moment donné consiste dans l'importance de la production existante¹, dans la grandeur du « fonds de subsistances » *lato sensu*, c'est-à-dire de l'ensemble des produits existants, de l'ensemble non seulement des biens de consommation, mais aussi des capitaux manufacturés². Plus est considérable la masse des objets de consommation ou de capitaux déjà fabriqués, la masse aussi des capitaux en voie de construction qui, une fois achevés, permettront les années suivantes d'obtenir d'abondantes quantités d'objets de consommation ; et moins la satisfaction du besoin présent ou prochain en biens de consommation demandera de bras ; plus par suite sera grand le nombre de travailleurs disponibles pour la fabrication de nouveaux capitaux en vue d'un avenir plus lointain ; plus large ainsi pourra être la capitalisation.

Or, voici cependant que les mouvements de la capitalisation à travers le cycle périodique s'effectuent en des sens entièrement contraires à cette théorie. La capitalisation augmente au début de la prospérité malgré qu'alors le fonds de subsistances soit diminué, que cette diminution même, relative à la fois aux objets de consommation et aux capitaux, soit la cause de la prospérité. La capi-

¹ Wagner, *Grundlegung der Politischen OEkonomie*, Zweiter Teil, p. 303.

² V. von Böhm-Bawerk, *op. cit.*, p. 42, 100, 337 et s.

talisation se ralentit au moment de la crise, au début de la dépression, en dépit de l'accroissement du fonds de subsistances, accroissement tel qu'il se traduit par la surproduction, par la surproduction de capitaux et d'objets de consommation.

C'est que la théorie de la formation du capital est relative à l'état d'équilibre, le seul auquel songent d'ordinaire les auteurs lorsqu'ils traitent de ce sujet. Mais il conviendrait d'élaborer aussi une théorie de la formation du capital pour le cas de rupture de l'équilibre. J'ai déjà expliqué, pour la théorie quantitative de la monnaie, comment, à cette théorie, exacte en un état d'équilibre, il était dérogé en cet état dynamique, en ce régime de déséquilibre constant qui est le régime réel comme le prouvent les cycles périodiques. Il en est de même pour la création du capital. Si l'équilibre se maintenait, si la production s'effectuait à une allure régulière, le montant de la capitalisation obéirait bien à l'influence normale du fonds de subsistances. Mais le phénomène des cycles périodiques, le manque perpétuel d'équilibre entre la production et le besoin que ce phénomène indique, viennent se jeter en travers de la théorie. Il arrive alors qu'en dépit de cette théorie, l'insatisfaction du besoin, la hausse des prix, au début de la prospérité, incitent à une forte capitalisation malgré la diminution du fonds de subsistances. Et la saturation du besoin, la baisse des prix, au début de la dépression, déterminent une moindre capitalisation malgré l'amplification du fonds de subsistances.

C'est le jeu des besoins et des prix qui pousse à la violation de la théorie générale de la formation du capital. Mais ce qui permet cette violation c'est *l'élasticité* du montant de la *consommation* sociale et surtout l'élasticité du montant du *travail* social. En mettant à notre disposition une quantité de biens de consommation plus considérable (ou plus restreinte) — et, par suite, en laissant libre pour la capitalisation, pour la création de capitaux nouveaux, un nombre de bras augmenté (ou diminué), — l'accroissement (ou l'amoindrissement) du fonds de subsistances facilite (ou, au contraire, rend plus pénible) une capitalisation plus étendue. Mais l'influence du fonds de subsistances n'est pas telle que cette extension de la capitalisation devienne inévitable (ou dans l'hypothèse inverse impossible). Et cela, parce que consommation et travail social ne sont pas à un moment donné des quantités immuables.

Si, comme au début de la dépression, l'état des prix n'est pas

favorable, la capitalisation s'arrêtera en dépit de l'augmentation du fonds de subsistances. La société élargira sa consommation. Surtout elle restreindra son labeur. Au lieu d'employer les bras, que la grande quantité des biens de consommation existants rend disponibles, à la fabrication de nouveaux capitaux, on renverra les ouvriers des usines. Et c'est bien cette aggravation du chômage qu'on constate durant la dépression. — A l'inverse, si, comme au début de la prospérité, l'état des prix est favorable, la capitalisation pourra s'accroître en dépit de la pénurie du fonds de subsistances. La société se privera, diminuera sa consommation, résistera à la tentation d'employer plus d'ouvriers à la création des biens de consommation qui lui font défaut. Surtout elle consacrera plus de travail à la production des capitaux. On allongera la durée des journées de travail. On multipliera les heures supplémentaires. On rappellera dans les ateliers la foule des chômeurs de la période précédente. On ira même chercher parfois de nouveaux bras dans la population des campagnes ou même dans les pays agricoles limitrophes. Et ce sont bien ces phénomènes qu'on observe en temps de prospérité.

L'influence théorique du fonds de subsistances existant se trouve ainsi contredite par les faits. Mais ici, comme pour la théorie quantitative de la monnaie, il faut ajouter que si le cycle périodique paralyse ou masque les effets de la loi d'équilibre, cette loi n'en continue pas moins à demeurer une force toujours agissante. Il faut reprendre encore cette fois la distinction des facteurs généraux et des facteurs secondaires perturbateurs. Les fluctuations du taux de la capitalisation à l'intérieur de chaque cycle périodique s'effectuent certes en désaccord avec la loi générale, en désaccord avec les conséquences normales du fonds de subsistances. Mais si on compare plusieurs cycles périodiques ou plusieurs pays entre eux et si, dans l'ensemble d'un cycle ou dans un pays donné, le fonds de subsistances est plus considérable que dans l'ensemble d'un cycle antérieur ou que dans un autre pays, il est vraisemblable que, dans l'ensemble, le montant de la capitalisation y sera aussi plus ample : plus élevé encore dans la prospérité, tombant à un niveau moins bas dans la dépression. Ainsi se révélera l'action de la loi générale. Les mouvements relatifs dans chaque cycle périodique, l'alternance régulière de la surcapitalisation et de la sous-capitalisation, obéissent aux facteurs secondaires perturbateurs résultant

des cycles périodiques. Mais le taux moyen de la capitalisation autour duquel se font les fluctuations relatives, ce taux normal de la capitalisation par rapport auquel il peut être parlé, comme je le fais, de surcapitalisation et de sous-capitalisation, le montant absolu de la capitalisation dans l'ensemble du cycle périodique, dépendent pour une grande part du fonds de subsistances existant, de la loi générale qui commande à la formation du capital.

Ce qui vient d'être dit pour la théorie du capital, comme ce que j'ai écrit pour la théorie quantitative de la monnaie, je pourrais le répéter pour d'autres théories. Toute une étude serait à faire des dérogations que les cycles périodiques, que la rupture d'équilibre qu'ils constituent apportent aux lois générales, aux lois d'équilibre, et de la façon dont cependant ces lois, mais de loin et de haut, commandent encore à l'activité économique. Nous aurions là l'illustration la plus saisissante peut-être de la manière dont, en cet état de perpétuel mouvement, en cet état constamment *dynamique* qui constitue la règle de fait pour nos sociétés, la réalité déroge aux lois hypothétiques de la *statique* économique tout en en subissant néanmoins l'influence générale¹.

§ II. *L'utilité de la capitalisation et la répartition des revenus pendant la prospérité.*

L'accroissement de la capitalisation qui se produit au début de la prospérité répond à une nécessité sociale, puisqu'il a pour but de remédier à la pénurie constatée des objets de consommation, de préparer la satisfaction du besoin social. D'une manière plus large encore, cette capitalisation constitue un bienfait. Le développement de la civilisation demande non seulement qu'il soit procédé au remplacement du capital usé, consommé, mais encore que s'amplifie progressivement la masse des capitaux existants. Pour éviter les conséquences de la loi des rendements décroissants, loi aussi exacte dans l'industrie que dans l'agriculture, à l'augmentation de la population doit correspondre une extension du capital permettant d'employer le surplus des bras. En outre, il est désirable, pour que s'élève le bien-être général à travers les siècles, que

¹ Cf. sur ce dernier point Clark, *The distribution of wealth*, 1902, p. 28 et s., 72 et s., 401 et s., et tout son dernier ouvrage, *Essentials of economic theory*, 1907, en particulier p. 195 et s.

l'accroissement du capital dépasse celui de la population, que chaque génération lègue à la génération suivante un patrimoine sans cesse agrandi. Une capitalisation sans cesse accrue signifie, en général, une production de plus en plus *détournée*, un procès de fabrication de plus en plus allongé, partant un asservissement plus grand des forces naturelles à la satisfaction de nos besoins, une productivité supérieure de l'effort humain, des rendements croissants par travailleur.

Pour rendre compte de la manière dont s'effectue cette augmentation de la capitalisation pendant la prospérité, il faut distinguer, d'une part, l'aspect du phénomène au point de vue de l'économie nationale, au point de vue de la production et de la consommation, d'autre part, son aspect au point de vue des économies privées, au point de vue de la répartition ¹.

— Au point de vue de l'économie nationale, quelques traits suffisent à la description du phénomène.

L'insuffisance des biens de consommation source de la prospérité poussera à une plus large production de ces biens. Par l'emploi d'un plus grand nombre d'ouvriers, par la prolongation de la journée de labeur, on pourra accroître la quantité de biens de consommation fabriqués. Mais un tel accroissement se heurte bientôt à certaines limites. Le montant des biens qu'on peut manufacturer au dernier stade du procès de production, le montant des objets de consommation, dépend du quantum de biens existant aux stades

¹ J'évite à dessein d'écrire au texte que la distinction doit être faite entre l'aspect *purement économique* et l'aspect *historico-juridique* du phénomène suivant une terminologie familière à Rodbertus et ses disciples. Non pas que je prétende nier le très haut intérêt scientifique de cette distinction. Il en est peu d'aussi fécondes. Mais il faut prendre garde qu'en la superposant à d'autres distinctions, elle n'entraîne des confusions et des inexactitudes. — En matière de capital, par exemple, il n'apparaît pas certain que la différence entre les deux notions du capital consiste en l'opposition entre le capital *économique* et le capital *historico-juridique*, puisque, pour beaucoup d'économistes contemporains, l'intérêt, le revenu de ce qu'on appelle le capital *juridique*, constitue aussi une catégorie *économique* indépendante du droit (cf. von Wieser, *Der Natürliche Werth*, p. 61, 78, 93, 158; von Böhm Bawerk, *op. cit.*, p. 64-68 et 390-398; Clark, *Distribution of wealth*, p. 83. V. également, pour la rente foncière, von Wieser, p. 62, 112, 114). — De même, ici, en ce qui concerne les traits du phénomène au point de vue des économies privées, au point de vue de la répartition, traits du phénomène qui, au premier abord, paraissent avoir un caractère exclusivement juridique, dépendre uniquement du droit actuel, on peut soutenir qu'ils subsisteraient, modifiés seulement sur certains points, avec tout autre régime juridique et, par exemple, en régime socialiste.

précédents, du montant des capitaux. Pour augmenter la masse des biens aux dernières étapes de la production, c'est donc par l'augmentation des biens aux premières étapes qu'il faut commencer. La création des capitaux étant le premier acte du procès de fabrication, c'est vers cette création que doit surtout se porter et que se porte en effet l'effort social de la période de prospérité. On sait déjà comment on arrive à ce surcroît de travail productif en rappelant dans les ateliers les ouvriers auparavant sans emploi, en y ajoutant parfois un contingent de bras venus des campagnes. C'est vers les industries de capitaux qu'on dirige principalement cet afflux de nouveaux travailleurs.

Malgré la possibilité de leur augmentation absolue, la part relative des biens de consommation dans l'ensemble de la production diminue ainsi à cause d'un accroissement plus considérable encore de la fabrication des capitaux. Le pourcentage des hommes qui travaillent aux biens de consommation, aux biens destinés à satisfaire le besoin présent, fléchit au profit du pourcentage des hommes employés à la fabrication des capitaux, des biens destinés à la satisfaction du besoin futur. L'ère de la capitalisation est une époque où on produit plus qu'on ne consomme. La prospérité est une période de privation où on se résigne à une satisfaction imparfaite des besoins présents en vue d'accroître la richesse des années à venir. Ou, plus exactement, c'est une période de surtravail où la consommation croît moins que le labeur auquel on s'assujettit.

— Si tel est l'aspect des choses au point de vue de l'économie nationale, en ce qui concerne la production et la consommation, voici maintenant comment on arrive à ce résultat par les changements survenus dans la répartition, par l'action des prix sur les revenus particuliers et la réaction de ces revenus sur la production.

Les revenus, du moins les revenus en *monnaie* que je considère d'abord, les sommes d'argent attribuées aux divers facteurs de la production, augmentent pendant la prospérité. On se trouve dans une de ces « courtes périodes » dont nous parle M. Marshall¹, périodes où la production n'arrivant pas à croître aussi rapidement que la demande, les prix échappent à l'influence régulatrice du coût de production, obéissent aux seules impulsions venant de l'utilité finale des marchandises, s'élèvent considérablement et deviennent

¹ Marshall, *Principles*, 2^e édit., 1891; V, v, § 2, p. 419 et s.; V, v, § 4, p. 425.

sources de « rentes ». L'affirmation est banale aujourd'hui qui étend le phénomène de la rente à tous les services producteurs, à tous les revenus ¹. La hausse des prix des produits, durant la prospérité, entraîne par voie de répercussion la hausse des prix des services producteurs, la hausse des profits, de l'intérêt, des salaires ², parfois aussi du revenu foncier. C'est une période de rente, de rémunération supérieure à leur rémunération *normale*, à leur rémunération à l'état d'équilibre, pour les divers facteurs de la production. Des entreprises mal organisées et sur le point d'arrêter, des engins surannés et dont on était près de se défaire demeurent en fonction et sont rémunérateurs. Des ouvriers nouveaux sont embauchés en masse, et des ouvriers inexperts employés à des travaux qualifiés bien rétribués ³. Ainsi s'accroît la rente différentielle des services producteurs. Son montant se déterminant d'après le service qui est à la marge de la production s'élève lorsqu'on est obligé de faire appel à un élément marginal qui est de moins en moins productif, qui augmente de plus en plus le coût. D'ailleurs, il se peut même qu'il y ait rente absolue, au moins pour ce qui est du profit : les entreprises les plus mal outillées peuvent parvenir, grâce à la hausse générale, à donner elles aussi une rente ⁴.

Beaucoup plus que les autres revenus, en effet, s'accroît le profit. L'entrepreneur qui vend le produit bénéficie immédiatement de toute la hausse du prix du produit. C'est très lentement qu'il est obligé de faire participer à cette hausse les services producteurs qu'il emploie. Et il ne le fait jamais que de façon moins accentuée. « Les fluctuations des profits précèdent généralement les fluctuations des salaires et sont beaucoup plus intenses » ⁵.

Ainsi s'accroît le revenu en argent total de la société. Mais

¹ Marshall, *ibid.*, liv. V et VI (en particulier V, XIV, § 3, p. 351; VI, v, § 5, p. 608 et s. pour le salaire; VI, vi, § 3, p. 622 pour l'intérêt; VI, viii, § 5 et s., p. 655 et s. pour le profit). Clark, *op. cit.*, p. 188 et s.; Pareto, *op. cit.*, § 746 et s., p. 105 et s. du t. II; Carver, *Distribution of wealth*, p. 115 et s., 182.

² V. tous les faits signalés dans les enquêtes du *Verein für Sozialpolitik* déjà citées et dans les ouvrages de MM. Lescure et Tugan-Baranowski.

³ C'est là d'ailleurs la conséquence de toute augmentation considérable et brusque du besoin des marchandises. Cf. Marshall, *op. cit.*, V, v, § 2, p. 420 et V, ix, § 3, p. 469.

⁴ Cf. von Wieser, *op. cit.*, p. 118; Landry, *Manuel d'économie*, p. 592. V. cep. Clark, *op. cit.*, p. 345 et s.

⁵ Marshall, VI, viii, § 7, p. 657; VI, xi, § 4, p. 709.

l'augmentation porte surtout sur le profit et aussi sur l'intérêt des capitaux placés dans l'industrie. Le revenu capitaliste s'amplifie proportionnellement plus que le revenu ouvrier. Il s'élève de façon absolue et de façon relative. Au contraire le revenu ouvrier, tout en s'accroissant de façon absolue, diminue sans doute de façon relative. La part relative qui lui est échue dans le revenu national total fléchit à cause de la très grande part prise par le revenu capitaliste.

Il ne s'est agi jusqu'ici que des revenus en argent. Mais la hausse des prix des marchandises oblige à examiner les fluctuations du revenu *réel*, les variations du pouvoir d'acquisition des diverses classes sociales.

A cause du labeur social plus considérable, des journées de travail allongées, du nombre des travailleurs accru, du chômage réduit, la production sociale a grandi. Partant aussi le pouvoir d'acquisition total de la société. Mais c'est le pouvoir d'acquisition capitaliste qui a surtout augmenté.

Pour ce qui est du pouvoir d'acquisition ouvrier, il est possible que par suite de la hausse des prix des marchandises ait décréu le salaire réel de certains des travailleurs, si leur salaire en argent n'a pas été majoré ou ne l'a pas été de façon suffisante. Mais pour l'ensemble de la classe ouvrière, il y a vraisemblablement augmentation absolue du revenu réel, à cause de l'élévation des salaires en argent, à cause que le renchérissement peut ne pas avoir beaucoup touché la nourriture et le logement, chapitres principaux du budget ouvrier, et à cause surtout de la masse très grossie des ouvriers occupés, du rappel dans les ateliers des travailleurs auparavant sans ouvrage.

Cependant l'augmentation n'est vraisemblablement pas proportionnelle à l'augmentation de l'intensité du labeur. La hausse des prix des produits étant plus accentuée que la hausse des salaires, chaque heure de travail ouvrier ne peut acheter qu'une moindre quantité de marchandises qu'auparavant. Le salaire réel par heure de travail baisse, bien qu'à cause de l'accroissement total du labeur se soit accru le salaire réel total de la classe ouvrière.

De même, l'accroissement du pouvoir d'acquisition ouvrier n'est pas proportionnel à l'accroissement de la production totale. Une hausse brusque des prix des produits détermine une hausse du salaire bien moindre et une hausse du profit souvent bien plus

considérable que celle du produit même ¹. La part de la valeur du produit qui demeure à l'entrepreneur comme profit augmente. Il gagne bien plus comme entrepreneur qu'il ne perd comme consommateur par la hausse du prix des produits. Au contraire la part du produit que l'ouvrier peut racheter avec son salaire se retrécit. Malgré sa hausse absolue baisse de façon relative le revenu ouvrier. La thèse Rodbertienne de la diminution de la quote-part ouvrière dans le revenu social total est probablement exacte en période de prospérité. Ce sera l'inverse dans la dépression.

Plus encore que l'ensemble de la classe ouvrière souffrent de la hausse des prix les couches de la population bourgeoise qui ne peuvent compter que sur un revenu fixe en argent. Leur bien-être subit une diminution absolue et relative.

Le revenu capitaliste est donc le principal bénéficiaire de la prospérité. L'inégalité sociale s'aggrave à cette époque. Ce qui est un mal. Mais peut-être est-ce partiellement un mal nécessaire, au moins dans notre régime juridique de la propriété privée. Il ne faut pas oublier en effet que les profits, la rente touchés par les capitalistes ne sont pas dépensés par eux, en totalité, en biens de consommation. Ils sont ce qu'on appelle, du point de vue de l'économie privée, épargnés pour la plus grande part. Puisque la période de prospérité est, puisqu'il est utile qu'elle soit une période de création de capitaux sociaux, machines, usines, moyens de production, il faut bien que ces capitaux sociaux puissent être achetés, acquis par certains des individus. Ils le sont grâce à l'augmentation des profits, des épargnes, des capitaux privés ². Dans le régime juridique moderne le patrimoine général de la nation ne peut croître que par la croissance des capitaux privés, par l'augmentation des fortunes des capitalistes. L'ascension des profits constitue le moyen nécessaire de l'agrandissement désirable du capital social ³.

¹ Une hausse de 10 p. 100 du prix du produit peut doubler ou tripler le profit. Cf. Marshall, *op. cit.*, p. 657; Carver, *Quarterly Journal of Economics*, 1903, p. 497.

² Ne présente plus naturellement aucune utilité sociale la partie de l'augmentation du profit qui ne sert pas à l'accroissement du capital social, mais qui est par exemple dépensée par les capitalistes en consommations improductives ou encore qui sert à souscrire à des emprunts de pays étrangers surtout lorsque ces emprunts eux mêmes ont pour but non pas la création de capitaux sociaux, mais des dépenses improductives.

³ Dans un régime socialiste également, si on laisse les prix soumis au jeu des offres et des demandes et si persiste le rythme actuel de la production, la période

Lorsque se manifeste l'insatisfaction du besoin dans une industrie spéciale, la théorie économique enseigne que la hausse des prix et des profits dans cette industrie y attire les capitaux privés, les épargnes en quête d'emploi, de façon qu'augmente aussi le capital social dans cette industrie et que tend à se rétablir l'équilibre entre les diverses industries. Mais il s'agit, dans notre matière, d'une insatisfaction générale des besoins. Pour y remédier, il ne peut plus être question de déplacements des capitaux privés ni sociaux d'une industrie vers une autre. Il faut créer le capital. C'est à quoi vise la hausse des profits. La part capitaliste dans le revenu national ayant grossi, une plus grande proportion de ce revenu sera épargnée, et par suite de façon concomitante aura lieu par l'augmentation du travail social une plus large création de capitaux sociaux.

Ainsi concordent les mouvements de la production et de la répartition, les fluctuations dans l'économie nationale et les économies privées. La quantité des biens de consommation produits grandit légèrement, mais aussi le pouvoir d'acquisition de ces biens puisque augmente en particulier le revenu absolu de la classe ouvrière. Ce qui croît bien davantage, c'est la masse des capitaux manufacturés, mais aussi le pouvoir d'acquisition des capitalistes, puisque le revenu capitaliste croît beaucoup plus que le revenu

de prospérité sera une période de prix élevés et, partant, d'un côté, de diminution de la part du produit total consommée par la population, de diminution du bien-être relatif des citoyens, d'un autre côté d'accroissement du « bénéfice », de la « rente » de l'Etat : rente capitalisée également par l'Etat et cristallisée en définitive en ces capitaux nouveaux qui viennent grossir le patrimoine collectif. La société se sera imposé une restriction de sa consommation présente ou plutôt un surcroît de travail en vue d'augmenter le capital national, de se préparer plus de bien-être pour l'avenir.

Certains des effets du phénomène décrit au texte en ce qui concerne la répartition, — la diminution du revenu relatif des masses et l'augmentation du revenu, de la *rente* du propriétaire des moyens de production — subsisteront ainsi en régime socialiste. Mais le propriétaire, le bénéficiaire de la rente sera l'Etat et non plus comme aujourd'hui des particuliers. Ce ne sont donc pas seulement les caractères du phénomène au point de vue de l'économie nationale, de la production et de la consommation, qui constituent des traits *purement économiques*, de manière à persister avec tout autre régime juridique que le nôtre, pourvu que la technique de la production et le jeu des prix demeurent à peu près ce qu'ils sont aujourd'hui. Ce sont aussi les caractères du phénomène au point de vue de la répartition, qui, quoique fortement imprégnés actuellement du droit en vigueur, subsisteraient, avec certains changements sans doute, mais au moins dans leurs grandes lignes, avec un régime juridique différent du nôtre comme le régime socialiste.

ouvrier, puisque s'élargit considérablement la part capitaliste dans le revenu global. La prospérité constitue bien une période de surtravail dont tirent avantage surtout les entrepreneurs. Mais c'est que de cette manière seule peut s'effectuer la capitalisation souhaitée dans le régime juridique moderne. Le surtravail des ouvriers permet l'épargne des capitalistes, la constitution du capital social sous la forme du capital privé.

Il n'est cependant pas nécessaire d'attendre que les hauts profits aient été déjà perçus, épargnés pour qu'ait lieu la capitalisation. Les commandes de capitaux se multiplient dès qu'apparaît l'espoir de profits élevés. Ou même les fabricants de capitaux, stimulés par les hauts prix, en entreprennent la production sans attendre les commandes. C'est plus tard seulement, quand les capitaux seront achevés, quand on voudra en prendre livraison, que le paiement devra s'en faire à l'aide des profits touchés dans l'intervalle. Encore grâce au crédit l'heure du versement pourra-t-elle être reculée. Point n'est besoin d'imaginer deux étapes, la première où on accumulerait les profits, la seconde où, à l'aide de ces profits accumulés, on achèterait, on ferait construire les capitaux. Les deux choses peuvent avoir lieu de concert. Capitaux sociaux et épargnes ou capitaux privés dus aux profits se constituent simultanément. Les mouvements dans l'économie nationale et dans les économies privées s'effectuent parallèlement.

Encore moins il n'est indispensable de supposer, comme le veut la théorie du rôle dominant de l'épargne en matière de crises, que des épargnes se soient amassées pendant plusieurs années, pendant ce qui constitue la dépression, pour rendre possible et déterminer la prospérité. Les variations du besoin par le jeu des prix et des profits suffisent à expliquer les phénomènes. L'insatisfaction du besoin par la hausse de la valeur et du prix des objets de consommation révèle l'utilité de la capitalisation. Par la hausse encore des prix à laquelle se joint l'attrait des hauts profits, le besoin incite les producteurs à la capitalisation. Par cette même ascension des profits enfin le besoin crée les moyens de la capitalisation nécessaire, augmente les épargnes privées à l'aide desquelles on paie les capitaux fabriqués.

§ III. *Les méfaits de la surcapitalisation et de la crise. Le rôle du crédit.*

La période de prospérité, utile malgré tout, en dépit des rentes capitalistes excessives qu'elle occasionne, l'action des prix et des profits, salutaire en ce qu'elle détermine la capitalisation désirée, deviennent nuisibles lorsqu'elles finissent par conduire à la surcapitalisation d'où sortira la crise. On a vu comment le maintien des hauts prix et des hauts profits, tant que ne s'achève pas le procès de création du capital, pousse à cette surcapitalisation. Et les hauts profits en outre la facilitent par la persistance de l'accroissement du pouvoir d'acquisition chez les entrepreneurs. Or s'il n'est pas de limites à la capitalisation utile à cause de l'insatiabilité des besoins, il est des bornes à la capitalisation rentable à cause de la baisse des valeurs qui résulte de l'augmentation des marchandises. Les prix s'effondrent. La crise se déclare.

De cette crise les entrepreneurs sont les premiers à souffrir, de même qu'ils ont été les principaux bénéficiaires de la prospérité. La baisse des profits sera plus accentuée que la baisse des prix des produits et des salaires. Pour nombre d'entreprises les pertes iront jusqu'à la ruine totale. Mais une ère de misère aussi va commencer pour ceux des ouvriers que l'on congédiera des ateliers.

Au point de vue national également, on peut dire que se révèle un véritable gaspillage de forces. On possède sans doute plus de marchandises et la consommation sociale pourra être plus abondante pendant la dépression. Mais les marchandises sont dépréciées. Leur valeur n'égale pas les valeurs dépensées au cours de la fabrication. La société a beau avoir plus de biens. Elle se sent comme appauvrie à cause de l'affaiblissement de leur désirabilité. Les privations ou si on veut le surtravail auquel elle s'est astreinte pendant la prospérité apparaît partiellement vain. Le résultat obtenu à la suite du dur labeur collectif est inférieur à l'effort. La capitalisation était utile. La surcapitalisation est un méfait social.

La crise présente surtout une très grande gravité lorsque dans la prospérité a été considérable l'abus du crédit. On ne doit pas chercher dans le crédit seul la cause profonde des crises périodiques. L'action isolée du crédit ne permet pas d'expliquer les diverses étapes du cycle périodique. On ne concevrait pas pourquoi au début de la prospérité le crédit pousse à la hausse plutôt qu'à la baisse ; comment ensuite il réussit à prolonger la prospé-

rité; pourquoi il s'arrête soudain de sorte que surgit la crise; pourquoi enfin il fait durer la dépression, maintient alors la baisse au lieu d'amener aussi bien un réveil de la hausse. Le crédit n'est pas à lui-même son propre moteur. Le sens dans lequel il agit lui est dicté par le cours des choses, par un facteur supérieur qui est ici le besoin. Mais, déterminé par ce facteur, il opère dans la même direction, amplifie les mouvements naturels. Et si on ne doit pas au crédit les crises périodiques, on lui doit souvent la violence des crises ¹.

Il en est déjà ainsi parce que, durant la prospérité, le crédit a ajouté à la surcapitalisation et de deux façons. — D'une part, les prix étant à la hausse, le crédit et la spéculation ont renforcé cette hausse, agent décisif on le sait de la surcapitalisation. Sans parler même des marchés fictifs, la spéculation a accru de manière excessive la demande ferme de marchandises. Redoutant l'accentuation de la hausse, escomptant l'aptitude de la population à absorber toujours plus de produits, négociants et fabricants se hâtent d'envoyer des ordres, aux prix actuels, de marchandises, matières premières ou produits finis, à livrer à des dates plus ou moins reculées. Ils s'engagent pour plusieurs mois, pour un an et davantage. A la demande réelle et actuelle de la consommation, facteur déjà de hausse et de surcapitalisation, vient s'ajouter cette demande supplémentaire, demande plutôt de spéculation, qui exagère encore la croyance à la disette de marchandises, intensifie l'ascension des prix et la multiplication excessive des forces productrices. — D'autre part, et par un procédé plus direct, le crédit pousse encore à la surcapitalisation. Grâce à son concours se fondent nombre d'entreprises peu solides et les anciennes étendent démesurément leurs opérations avec l'espoir de payer leurs achats à l'aide des profits futurs.

La surcapitalisation ainsi aggravée va accroître, lorsque se terminera le procès de création du capital, la masse des marchandises qui seront jetées sur le marché, va précipiter davantage la chute des prix. C'est la baisse maintenant que le crédit va accentuer. Vers la fin de la prospérité déjà, les appels au crédit en vue du maintien des prix, de résister à la mévente, permettant un temps encore artificiellement à la surcapitalisation de continuer, retar-

¹ Cf. Spiethoff, *Jahrbuch de Schmoller*, 1902, II, p. 292, 297.

dent la crise, mais en augmentent l'intensité et les dangers. Et lorsque enfin malgré tout la crise éclate, les entreprises qui ne subsistaient que grâce au crédit, d'autres aussi, peut-être solvables, mais dont le chiffre d'affaires s'était trop développé, ayant besoin de vendre immédiatement pour remplir leurs engagements, acceptent des baisses de prix de plus en plus profondes, et, avant de sombrer misérablement, déterminent un effondrement des cours plus accentué même que ne l'exigent les circonstances. — Le crédit qui a souvent exagéré la hausse exagère aussi la baisse. Si ses abus ne sont pas un des traits constitutifs du phénomène des cycles périodiques, ils ont, peut-on dire, toujours figuré jusqu'ici dans le cortège qui les accompagne.

§ IV. *La sous-capitalisation et la répartition des revenus pendant la dépression.*

Lorsqu'ont passé les mois désastreux de la crise, l'avalissement des prix qui persiste durant la dépression maintient la réduction des profits, entraîne la diminution absolue du revenu capitaliste par rapport à la prospérité et vraisemblablement aussi sa décroissance *relative* dans le revenu national total. La part qui, dans la valeur de la production globale vendue par eux, demeure comme profit aux entrepreneurs, fléchit.

Mais la classe ouvrière, dans son ensemble, ne bénéficie pas cependant de la situation nouvelle. Seuls tirent avantage de la baisse des prix des marchandises, les personnes à revenu fixe en argent et en particulier ceux des ouvriers dont ne se restreint pas le salaire hebdomadaire. Ils ne perdent rien comme producteurs et ils gagnent comme consommateurs. Mais la détresse sera grande pour la masse des travailleurs renvoyés des ateliers et le sort est empiré aussi pour nombre d'ouvriers obligés à un chômage partiel notable. Pour toute la classe ouvrière, si à cause de la baisse des profits augmente la part qu'elle reçoit dans le revenu national, cet accroissement *relatif* du revenu ouvrier n'empêche pas sa décroissance *absolue*. L'ouvrier peut racheter avec son salaire une plus grande partie du produit. Le salaire réel par heure de travail augmente. Mais une foule d'ouvriers se trouve sans emploi et ne peut rien acheter d'autre que ce que lui permettent de maigres épargnes, les allocations syndicales ou les secours de l'assistance publique et privée.

Cette fois, c'est bien la thèse optimiste de Bastiat, la thèse de l'augmentation de la quote part ouvrière dans le revenu social qui se vérifie¹. Mais il est douteux que la classe ouvrière doive préférer une période de chômage considérable où s'élève son revenu relatif mais se réduit son revenu absolu à une période de surtravail comme était celle de la prospérité où diminue son revenu relatif, mais croît son revenu absolu. On ne doit pas s'exagérer les avantages sociaux de la baisse des prix pendant la dépression.

De même, au point de vue économique et national, si la dépression est une époque de perfectionnements techniques, d'abaissement du prix de revient, il ne faut pas oublier que bientôt s'effectue la fâcheuse sous-capitalisation. Maintenant c'est la proportion des ouvriers employés à la production des biens de consommation qui grandit au détriment de la proportion des travailleurs occupés à la fabrication des capitaux. Ces derniers surtout souffrent du chômage. Une plus large part de la production annuelle est immédiatement consommée. Une moindre part consiste en capitaux fabriqués en vue de l'avenir pour prendre la place du capital légué par la période précédente. La société consomme plus qu'elle ne produit. Elle vit sur le capital passé, sur le fruit du travail antérieur, l'use sans le remplacer suffisamment. Et cette sous-capitalisation va préparer le retour de la prospérité.

Il semble cependant que la surcapitalisation de la prospérité dépasse en importance la sous-capitalisation de la dépression. La tendance à l'excès de production paraît plus accusée que la tendance contraire. C'est pourquoi sans doute la hausse des prix au début de l'essor est moins accentuée que leur chute n'est profonde au moment de la crise. Vraisemblablement c'est surtout la surcapitalisation de la prospérité qui doit porter la responsabilité du

¹ L'alternance chronique des périodes de prospérité et de dépression donne ainsi tort et raison, tour à tour, à Bastiat et à Rodbertus au sujet de la controverse sur les variations de la quote part ouvrière dans le revenu social total. Mais on pense bien que ce n'est pas là la solution du problème discuté. Il y a des fluctuations temporaires du revenu ouvrier dues aux cycles périodiques. Mais il est aussi un mouvement d'ensemble du revenu à travers le siècle, à travers les cycles périodiques successifs. Et c'est uniquement sur ce mouvement d'ensemble que porte le débat. Nous avons ici un troisième exemple, et il en est d'autres, à joindre à ce que j'ai montré pour la théorie quantitative de la monnaie et pour la théorie de la formation du capital, exemple de dérogations périodiques que les cycles industriels apportent aux grandes tendances tout en respectant l'allure générale.

rythme de la production industrielle, de la survenance des crises périodiques.

§ V. *Appréciation économique-sociale des cycles périodiques.*

L'alternance des périodes de prospérité et de dépression pourrait à certains égards être présentée comme un phénomène social utile. La prospérité pourrait être donnée comme le remède que le cours spontané des choses suscite pour parer au défaut de capitalisation. La dépression serait le remède à l'excès de capitalisation. Puisque le développement de la civilisation demande une certaine capitalisation, puisque la juste mesure peut malaisément être atteinte et conservée, il semble précieux que le mécanisme des besoins, des prix et des profits provoque lui-même le correctif au mal qu'il crée, ordonne à la capitalisation, par la baisse, de s'arrêter et, par la hausse, de reprendre. L'équilibre tend à se rétablir de lui-même par le jeu des lois naturelles suivant une formule chère aux économistes des écoles optimistes.

Mais cet optimisme ne paraît plus justifié si on songe que le remède surgit tardivement et lorsque le mal a eu le temps de s'aggraver. Peut-être à défaut d'un équilibre inaccessible doit-on se résoudre à de perpétuelles oscillations autour de l'équilibre. Mais l'allongement capitaliste du procès de production amplifie démesurément ces oscillations. La longue durée des périodes alternatives, l'excès de la hausse ou de la baisse des prix, l'exagération de la surcapitalisation et de la sous-capitalisation qui en résultent, le contraste trop accusé entre les phases qui se succèdent, la violence des soubresauts constituent des méfaits certains dont on ne peut se féliciter. On ne peut applaudir ni à ces époques d'un surmenage intense, surmenage qui finit par se révéler partiellement inutile et par constituer un gaspillage de forces, ni à ces époques de stagnation qui laissent trop longtemps sans emploi des forces productrices matérielles et humaines. Les rentes capitalistes sont trop considérables durant l'essor. Et il n'est pas bon que la classe ouvrière passe alternativement par des années de surtravail où son bien-être croît moins que son effort, et par des années de chômage où une grande misère accable les ouvriers sans emploi.

Les révolutions chroniques de l'industrie avec leurs diverses phases constituent un des aspects fâcheux de la technique capita-

liste. Si on ne voit pas comment on pourrait les supprimer totalement, il est désirable que l'Etat, par sa politique économique et sociale, par l'échelonnement habile de ses commandes, que les entrepreneurs surtout par une direction des kartells plus perspicace qu'elle ne l'a été jusqu'à présent, que les associations d'ouvriers peut-être un jour aussi, s'efforcent au moins d'en diminuer la gravité.

§ VI. *Le socialisme supprimerait-il les crises périodiques ?*

A défaut du régime individualiste, le socialisme ne pourrait-il nous délivrer des crises périodiques ? — Il n'est pas certain. Les conditions des crises, on l'a vu, ne tiennent pas principalement au régime *juridique* moderne, ne se rattachent pas à l'existence de la propriété privée du capital à quoi le socialisme veut mettre fin. Elles tiennent avant tout au régime *économique*, à la technique capitaliste, à la nécessité de la fabrication préalable de capitaux sociaux pour répondre aux demandes de la consommation, à l'allongement du procès de production capitaliste, toutes choses que le socialisme n'a jamais prétendu supprimer.

Il est vrai que des facteurs juridiques influent aussi sur la préparation de la crise. La technique capitaliste ne va pas jusqu'à faire de la crise une nécessité inéluctable. Elle la rend seulement quasi-inévitable. Mais ceux qui, aujourd'hui, ne parviennent pas à l'éviter, ce sont ceux dont notre régime juridique fait les directeurs de la production : ce sont les entrepreneurs qui se laissent tromper par la persistance des hauts profits durant la prospérité sans tenir compte de la masse des capitaux en voie d'achèvement et se laissent entraîner à la surcapitalisation source de la crise. En régime socialiste où disparaissent entrepreneurs et profits, où la production s'effectue en vue du besoin sous la direction de fonctionnaires spéciaux, ceux-ci n'étant plus égarés par l'appât du profit ne réussiront-ils pas à mieux maintenir la capitalisation dans de justes limites ?

Mais j'ai déjà montré¹ que le *profit*, catégorie *historico-juridique*, n'est pas seul un guide infidèle pour les producteurs. L'intensité actuelle du *besoin*, catégorie *économique*, l'est aussi et continuera par

¹ V. *supra*, ch. II, § 2.

suite à l'être en régime socialiste. Le degré d'insatisfaction actuelle du besoin dissimule l'excès des capitaux en cours de fabrication, fait croire à tort à une insuffisance de capitaux, et ne fournit aucune indication sur ce que sera le besoin lorsque ces capitaux entreront en activité. Dans le régime précapitaliste seulement, la production pouvait obéir sans danger aux impulsions venant du besoin, car elle travaillait à la satisfaction immédiate de ce dernier. Il n'en est plus ainsi avec la technique nouvelle, même en régime socialiste où la production se fait en vue du besoin. Comme un long temps s'intercale entre le moment où le besoin se déclare et celui où il est satisfait, comme on doit recourir au préalable à la fabrication de capitaux, l'insatisfaction du besoin pousse, dans l'intervalle, à la surcapitalisation en dépit de la pléthore des capitaux en construction mais non encore terminés. Toute capitalisation de quelque importance a lieu en vue d'un besoin futur assez reculé. A l'heure où on capitalise, on ignore ce que sera le besoin le jour où les capitaux seront achevés. Quoi que l'on fasse, il faut prévoir longtemps à l'avance le besoin. Par suite, à défaut de régulateur sûr, on ne peut prétendre le faire avec certitude. Abusé par ce régulateur mensonger qu'est l'intensité actuelle du besoin, on risque de préparer la sursaturation ou l'insatisfaction future du besoin, la surproduction ou la pénurie.

Des changements d'ordre juridique amèneront des modifications dans certains des traits du phénomène des crises. Mais il n'est pas prouvé qu'ils supprimeront les crises périodiques mêmes. Comme pour d'autres notions, comme pour l'intérêt par exemple ou la rente foncière que l'on a pu tenir pour des catégories juridiques, pour des conséquences de la propriété privée, jusqu'à ce que des analyses plus pénétrantes en aient montré le caractère économique, naturel, indépendant de toute forme de propriété¹, il semble que l'essentiel dans les crises périodiques de surproduction générale doive aussi être considéré comme étant, non pas d'ordre juridique, mais d'ordre économique, indépendant du droit en vigueur. Le mal ne vient pas de la production individualiste en vue du profit. Il vient de la technique capitaliste et du mauvais régulateur de la production qu'est l'intensité actuelle du besoin. On

¹ Von Wieser, *op. cit.*, p. 61, 62, 93, 112, 114, 142, 153, 158, 198 ; Von Böhm-Bawerk, *op. cit.*, p. 390-398.

ne peut donc affirmer qu'à coup sûr des transformations d'ordre juridique suffiront à modifier profondément le phénomène des crises. Il est possible qu'en régime socialiste on parvienne à mieux éviter les crises de surproduction générale ou à les rendre moins nocives. Mais il se peut aussi qu'elles y deviennent plus graves, sans parler de nouvelles causes de frottements économiques qui pourraient surgir. En l'état présent des choses, on ne saurait dire davantage.

Quel que soit le régime juridique, du moment que subsiste l'allongement du procès de production et que l'intensité actuelle du besoin social illusionne sur l'intensité du besoin futur, le problème de la proportion à garder entre la capitalisation en cours et le besoin futur dont il faut deviner l'importance demeure malaisé à résoudre.

Réussira-t-on jamais à échapper entièrement à l'erreur? Ce serait déjà un résultat précieux que de trouver les moyens d'en atténuer d'une façon notable les effets désastreux. Il est permis de penser que pour y arriver on doit se rendre exactement compte des caractères essentiels du phénomène auquel il s'agit de porter remède : ce qui est la justification, ou, si on veut, tout au moins l'excuse d'études théoriques de la nature de celle qu'on vient de lire.

Juillet 1908.

